

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 165
N° 76

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 20
no Tetepa 2016

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 88 SAIDV du 30 août 2016 portant nomination des délégués de l'administration au sein des commissions administratives de révision des listes électorales des communes des îles du Vent de moins de 10 000 habitants.	10745
Arrêté n° HC 89 SAIDV du 30 août 2016 portant nomination des délégués de l'administration au sein des commissions administratives de révision des listes électorales des communes des îles du Vent de plus de 10 000 habitants.	10746
Arrêté n° HC 1098 SGAP du 8 septembre 2016 fixant les dates des épreuves écrites de la 1re session de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police, session 2017, et portant composition de la commission des membres correcteurs de la 1re épreuve.	10751
Arrêté n° HC 1105 SGAP du 12 septembre 2016 portant agrément de deux candidats supplémentaires au recrutement de cadets de la République, option police nationale, session 2016.	10752
Arrêté n° HC 1133 CAB/DDPC/rr du 12 septembre 2016 fixant la liste des candidats admis à l'examen du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique et la liste des candidats déclarés aptes aux épreuves de vérification de maintien des acquis du 27 août 2016 dans la commune de Pirae, Tahiti.	10753

EXTRAITS

Arrêté n° 1100 DIE/FIP du 8 septembre 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 2 800 000 F CFP, soit 23 464 euros, à la commune de Ua Pou pour la réalisation de l'opération "DTIC, études AEP, levés topo et DUP", volet : Environnement, AEP, année de programmation : 2016.	10753
--	-------

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1347 CM du 12 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Comité Eo Himene pour l'organisation du festival Eo Himene 2016.	10755
Arrêté n° 1348 CM du 13 septembre 2016 approuvant le bénéfice d'une aide financière à la plantation de cocotiers en faveur de l'association des propriétaires et copropriétaires de Teonemahina.	10760
Arrêté n° 1349 CM du 13 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive Comité des sports de Tubuai pour le financement de son activité générale au titre de l'année 2016.	10760

Arrêté n° 1351 CM du 14 septembre 2016 portant prorogation des dispositions de l'arrêté n° 1438 CM du 20 octobre 2014 portant affectation de la parcelle cadastrée commune de Moorea-Maiao, section de commune de Teavaro, section DH, n° 31, au profit de la commune de Moorea-Maiao 10765

Arrêté n° 1355 CM du 14 septembre 2016 portant virement de crédits au sein du chapitre 966 "Economie générale" ... 10765

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 729 PR du 14 septembre 2016 déclarant la mise sous surveillance de l'exploitation de poules pondeuses de M. Wong Kui Long (Papara, Tahiti), suspecte d'infection par *Salmonella enterica* sérotype *Enteritidis* 10766

Arrêté n° 731 PR du 14 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 187 PR du 24 mars 2016 fixant les caractéristiques techniques et équipements des véhicules destinés à l'apprentissage de la conduite et aux examens du permis de conduire 10767

Arrêté n° 732 PR du 14 septembre 2016 portant commissionnement des agents du service de l'instruction de l'Autorité polynésienne de la concurrence pour participer aux investigations et pour constater les infractions prévues par le code de la concurrence de Polynésie française 10767

Vice-présidence

Arrêté n° 8075 VP du 14 septembre 2016 portant nomination d'un régisseur et d'un mandataire suppléant auprès de la régie d'avances de la direction du budget et des finances 10768

Ministère du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique

Arrêté n° 8084 MTF/SDT du 14 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Vaiava, sis à Punaauia, île de Tahiti, au profit de la SARL Motu Ai'a, pour y exercer une activité commerciale. 10769

Ministère de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements

Arrêté n° 7973 MEI/DAE du 12 septembre 2016 portant reconnaissance de 32 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle. 10771

Arrêté n° 8041 MEI du 13 septembre 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Paul Yu Hung Tai, sis à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 83). 10773

Arrêté n° 8042 MEI du 13 septembre 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Poerava Vanessa Huri, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 410) 10774

Arrêté n° 8043 MEI du 13 septembre 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Lyn Maire Pang Fat, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 252) 10775

Arrêté n° 8044 MEI du 13 septembre 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Wandy Joakim Pihaatae, sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 291). 10776

Ministère du travail, des solidarités et de la condition féminine

Arrêté n° 8016 MTS du 13 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 7335 MSE du 7 août 2014 portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel d'ouvrier(ère) de production horticole ornementale. 10777

Arrêté n° 8017 MTS du 13 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 2112 MEF du 4 avril 2013 portant désignation des membres du jury pour la délivrance des titres professionnels de fabricant(e) de vêtements sur mesure et de couturier(ère) de prêt-à-porter. 10777

- Arrêté n° 8018 MTS du 13 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 7536 MSP du 25 septembre 2013 portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel d'agent d'hôtellerie 10777

Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports

- Arrêté n° 7953 MEE du 12 septembre 2016 portant composition du jury de la mention "basket-ball" du brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif. 10778

**Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs**

- Arrêté n° 8019 MET du 13 septembre 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 1772 CM du 5 décembre 2008 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public routier, commune de Punaauia, au profit de M. Teva Fournier 10779

- Arrêté n° 8045 MET du 13 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Kiam Marti 10779

- Arrêté n° 8046 MET du 13 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahaa et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Vincent Ruahe 10780

- Arrêté n° 8047 MET du 13 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahaa et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Noé Plantier-Boissonnet 10781

- Arrêté n° 8048 MET du 13 septembre 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'entreprise RG Travaux. 10781

- Arrêté n° 8059 MET/DTT du 14 septembre 2016 portant remise en exploitation de la licence de taxi n° 1-014 de Mme Lise Kug Hue, sur l'île de Tahiti 10784

- Arrêté n° 8076 MET du 14 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Huahine et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Manava Matapo 10784

- Arrêté n° 8077 MET du 14 septembre 2016 portant autorisation d'empiètement d'une superficie d'environ 76,43 mètres carrés, sur la zone soumise à autorisation aux abords des ouvrages d'art sise à Haapiti, PK 27,400, commune de Moorea-Maiao, au profit de la société SCI DCCE Tahiti. 10785

- Arrêté n° 8083 MET du 14 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 76 MET du 31 janvier 2006 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Bora Bora (ISLV) et portant attribution de deux licences supplémentaires à la SARL Vavau 4x4 Adventures. 10785

Ministère de la santé et de la recherche

- Arrêté n° 8089 MSR du 14 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 1680 MSS du 6 mai 2011 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Roby Goufre" 10786

- Arrêté n° 8090 MSR du 14 septembre 2016 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Rosalie et Fils", Apataki 10787

- Arrêté n° 8091 MSR du 14 septembre 2016 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Les Rêves de Lucie". 10788

**Ministère de la promotion des langues, de la culture,
de la communication et de l'environnement**

- Arrêté n° 8037 MCE/ENV du 13 septembre 2016 autorisant la SCA Verdeen à installer et exploiter les équipements techniques d'un complexe d'aquaponie à Taiarapu-Est, établissement de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 2131 de la nomenclature des installations classées)... 10779

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Service de l'urbanisme.— 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 22 au 26 août 2016	10794
2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour la période du 22 au 31 août 2016	10794
3° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 29 au 31 août 2016	10795
4° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent (Taiarapu-Est, Taiarapu-Ouest et Teva I Uta) pour le mois d'août 2016	10795
5° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour la période du 29 août au 2 septembre 2016	10797
6° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour la période du 5 au 9 septembre 2016	10798

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	10800
Annonces diverses	10825
Annonces marchés publics	10831



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 88 SAIDV du 30 août 2016 portant nomination des délégués de l'administration au sein des commissions administratives de révision des listes électorales des communes des îles du Vent de moins de 10 000 habitants.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 66-862 du 22 novembre 1966 relatif à la révision des listes électorales dans les territoires d'outre-mer ;

Vu Le code électoral, notamment ses article L. 16 et L. 17 ;

Vu la circulaire NOR/INT A 1317573C du 25 juillet 2013 relative à la révision et à la tenue des listes électorales complémentaires ;

Sur proposition du chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,

Arrête :

Article 1er.— Sont désignés délégués titulaires de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales des communes des îles du Vent de moins de 10 000 habitants pour 2016-2017 :

Commune	Numéro ou nom du bureau de vote	Délégués titulaires
ARUE	Centralisateur	Monsieur DESPERIERS Jean-Pierre
	1	Monsieur VERNAUDON Jean-Pierre
	2	Madame VOIRIN Pascale
	3	Monsieur SIOU Léonard
	4	Monsieur VERNAUDON Gérard
	5	Madame TUAIRAU Annick
	6	Madame TUFAAIMEAVirna

Commune	Numéro nom du bureau de vote	Délégués titulaires
HITIAA O TE RA	Centralisateur	Madame HELME Chrystelle
	Hitiaa	Madame PUARAI Florence, Méria
	Mahaena	Madame TCHOUNG YAO Titaina
	Papenoo	Madame PLAGNE Milada
	Tiarei	Monsieur TOPA Emilio
TAIARAPU OUEST	Centralisateur	Monsieur TETAHIO Marc
	Toahotu	Madame TAUFU Murielle
	Vairao	Monsieur MARUHI Temauarii
	Teahupoo	Monsieur PAOFAI Jacques
TEVA IUTA	Centralisateur	Monsieur AMARU Iotua
	Papeari	Madame TETUANUI épouse TAUTU Urahutia
	Mataiea	Madame ATEO Clotilde, Maire

Art. 2.— En cas d'empêchement des délégués titulaires dénommés à l'article 1er, les délégués suppléants nommés ci-après exerceront dans les commissions administratives chargées de la révision des listes électorales des communes respectives :

Commune	Numéro ou nom du bureau de vote	Délégués suppléants
ARUE	Centralisateur	Monsieur CHIMIN Teuia
	1	Madame VAN SOU Micheline
	2	Madame PAFEROO Christiane
	3	Madame TUFAAMEA Virma
	4	Monsieur DESPERIERS Jean-Pierre
	5	Madame TAMA Lanah
	6	Monsieur CHIMIN Teuia
HITIAA O TE RA	Centralisateur	Monsieur TOPA Emilio
	Hitiaa	Madame TAHITORAI veuve MOHI Tehaurai
	Mahaena	Madame TAIRUA Miriama
	Papenoo	Madame GRAFFE Temarama
	Tiarei	Monsieur TAGAROA Tamatoa dit Philippe
TAIARAPU OUEST	Centralisateur	Madame AUCH Léontine
	Toahotu	Madame TERITEPOROUARAI Averii
	Vairao	Monsieur TUFARIUA Ronald, Tamu
	Teahupoo	Monsieur ROCHETTE René, Teva
TEVA I UTA	Centralisateur	Madame ATEO Clotilde, Maire
	Papeari	Monsieur JACQUET Georges, Alfred, Teriimatatini
	Mataiea	Madame TETUANUI épouse TAUTU Urahutia

Art. 3.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa publication.

Art. 4.— Le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, MM. les maires des communes de Arue, Hitia'a O Te Ra, Taiarapu-Ouest et Teva I Uta sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2016.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

L'administrateur,
chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,
Raymond YEDDOU.

ARRETE n° HC 89 SAIDV du 30 août 2016 portant nomination des délégués de l'administration au sein des commissions administratives de révision des listes électorales des communes des îles du Vent de plus de 10 000 habitants.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 66-862 du 22 novembre 1966 relatif à la révision des listes électorales dans les territoires d'outre-mer ;

Vu Le code électoral, notamment ses article L. 16 et L. 17 ;

Vu la circulaire NOR/INT A 1317573C du 25 juillet 2013 relative à la révision et à la tenue des listes électorales complémentaires ;

Sur proposition du chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,

Arrête :

Article 1er.— Sont désignés délégués titulaires de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales des communes des îles du Vent de moins de 10 000 habitants pour 2016-2017 :

Commune	Numéro ou nom du bureau de vote	Délégués titulaires
FAAA	Centralisateur	Monsieur SAMUELA Steeve
	1	Madame GOODING Caroline
	2	Madame LEMAIRE Maeva
	3	Monsieur SAMUELA Steeve
	4	Madame PANIE Loise
	5	Madame RICHMOND Roti
	6	Monsieur KEA DEXTER Aldo

Commune	Numéro ou nom du bureau de vote	Délégués titulaires
FAAA	7	Monsieur FERTE Alain
	8	Monsieur MOU CHI VONG Jacques
	9	Madame MOU CHI VONG Maeva
	10	Madame HAUATA-RICHMOND Arai
	11	Madame GOODING Caroline
	12	Madame TAHARAGI épouse NEAGLE Nicole, Maire
	13	Monsieur KEA DEXTER Aldo
	14	Monsieur ARAKINO Tanemaruatoa
MAHINA	Centralisateur	Madame TIATIA Patricia
	1	Madame TIATIA Patricia
	2	Madame TIATIA Patricia
	3	Monsieur BERTHO Ricardo
	4	Monsieur BERTHO Ricardo
	5	Madame TINORUA épouse HARRY Geneviève
	6	Madame TINORUA épouse HARRY Geneviève
	7	Madame SANFORD Flory
	8	Madame SANFORD Flory
	9	Madame PUNUA Lina
	10	Madame PUNUA Lina
	11	Madame TUIHO Rosine
	12	Madame TUIHO Rosine
	13	Madame TUIHO Rosine
MOOREA- MAIAO	Centralisateur	Madame MARO épouse AGNIER Garline
	Afareaitu	Madame MAIRAI Eileen
	Maiao	Madame MAIRAI Eileen
	Paopao	Madame LAI épouse POMMIEZ Liane
	Teavaro	Madame PAPU Hatara
	Haapiti	Madame NEUFFER épouse CABRAL Ernestine
	Papetoai	Madame GERMAIN Léonie, Raipoia
PAEA	Centralisateur	Monsieur KECK Michel
	1	Monsieur TEIEFITU Edmond
	2	Madame AURAA Ioana
	3	Madame RICHMOND Eva
	4	Madame TEMATAFAARERE épouse CLARK Lise
	5	Monsieur MAUI Nils
	6	Madame TAHIATA épouse DUROU Eliane
	7	Madame TAPUTUARAI Rose
	8	Madame FAANA Erena
PAPARA	Centralisateur	Madame FREMINE Olivia
	1	Monsieur TEKOPUNUI Tiare, Alphonse
	2	Madame FREMINE Olivia
	3	Monsieur SANFORD Jacques
	4	Madame FARAIRE Sylvie
	5	Madame VAN SAM Vaea
	6	Madame TCHENG TCHANG Isabelle, Fano
	7	Madame TEHETIA Lindsey

Commune	Numéro ou nom du bureau de vote	Délégués titulaires
PAPEETE	Centralisateur	Madame DELORD Isabelle, Haamiri
	1	Monsieur TUPAHURURU Léon
	2	Madame TERIIPAIA Amaronn
	3	Monsieur APUARII Maurice
	4	Madame MARU Marthe
	5	Madame PEA Raimata
	6	Madame TAKAMOANA épouse TAHA Maeva
	7	Madame MAHAI épouse TEAMO Dolores
	8	Madame TEAMO épouse PITTMAN Mahinano, Tiffany
	9	Madame TOKORAGI épouse RAIHAUTI Miriama
	10	Madame TEAUROA Rina
	11	Madame TAHIATA Eloïse
	12	Madame DELORD Isabelle, Haamiri
	13	Monsieur BERNARDINO Franck
	14	Madame TEMAROHIRANI née TEHIVA Martine, Lucienne
	15	Monsieur TERAATEPO Eli
PIRAE	Centralisateur	Monsieur CHIMIN Etienne
	1	Monsieur CHIMIN Etienne
	2	Madame LIN Mareta
	3	Monsieur HARGOUS Paul, Noel
	4	Madame TAHAURI Herenui
	5	Madame HURI épouse DEXTER Mellise
	6	Monsieur TERIIEROOITERAI Jean-Baptiste
	7	Madame TEIKIOTIU Marie-Claire, Seila, Moea
	8	Madame LUCAS Régina
	9	Madame TEFAATAU épouse SALMON Miriama
	10	Madame TAHEMA Anna, Mere
PUNAAUIA	Centralisateur	Monsieur FARIUA Inatio
	1	Monsieur FARIUA Inatio
	2	Monsieur A MAI Jean-Marie
	3	Monsieur POTHIER Christian
	4	Madame TEIKIAVAITOUA Chantal
	5	Madame LEHARTEL Antonieta
	6	Madame HAUPUNI Georgette
	7	Madame DEXTER Marcelline
	8	Madame PATII Terava
	9	Madame TEHARURU Tilda
	10	Madame A MATIMO Dorothéa Tearai
	11	Monsieur TUNUTU Christma Moroni
	12	Madame TEIKIAVAITOUA Chantal
	13	Madame PATII Terava
	14	Monsieur TUNUTU Christma Moroni
	15	Madame HAUPUNI Georgette
TAIARAPU EST	Centralisateur	Madame TEIHO Gloria
	Afaahiti	Madame TEIHO Gloria
	Pueu	Madame MATI Séverine
	Faaone	Madame TEIHO Gloria
	Tautira	Madame MATI Séverine

Article 2 : En cas d'empêchement des délégués titulaires dénommés à l'article 1^{er}, les délégués suppléants nommés ci-après exerceront dans les commissions administratives chargées de la révision des listes électorales des communes respectives :

Commune	Numéro du bureau de vote	Délégués suppléants
FAAA	Centralisateur	Madame LEMAIRE Maeva
	1	Madame HAUATA-RICHMOND Arai
	2	Madame GOODING Caroline
	3	Madame HAUATA-RICHMOND Arai
	4	Monsieur SAMUELA Steeve
	5	Madame PANIE Loise
	6	Madame RICHMOND Roti
	7	Monsieur KEA DEXTER Aldo
	8	Monsieur FERTE Alain
	9	Madame PANIE Loise
	10	Madame TAHARAGI épouse NEAGLE Nicole, Maire
	11	Monsieur KEA DEXTER Aldo
	12	Monsieur FERTE Alain
	13	Monsieur MOU CHI VONG Jacques
	14	Madame MOU CHI VONG Maeva
MAHINA	Centralisateur	Monsieur BERTHO Ricardo
	1	Madame TUIHO Rosine
	2	Madame TUIHO Rosine
	3	Madame TIATIA Patricia
	4	Madame TIATIA Patricia
	5	Monsieur BERTHO Ricardo
	6	Monsieur BERTHO Ricardo
	7	Madame TINORUA épouse HARRY Geneviève
	8	Madame TINORUA épouse HARRY Geneviève
	9	Madame SANFORD Flory
	10	Madame SANFORD Flory
	11	Madame PUNUA Lina
	12	Madame PUNUA Lina
	13	Madame PUNUA Lina
MOOREA- MAIAO	Centralisateur	Madame TAUPUA Monique
	Afareaitu	Madame TAPAO Malvina
	Maiao	Madame TAPAO Malvina
	Paopao	Madame MARO épouse AGNIER Garline
	Teavaro	Madame PAOFAI épouse KECK Madjula
	Haapiti	Madame TAUPUA Monique
	Papetoai	Madame MAHINEPEU épouse AMARU Chantal
PAEA	Centralisateur	Madame TEMATAFAARERE épouse CLARK Lise
	1	Madame TAPUTUARAI Rose
	2	Madame MAITI épouse TAHIMANARII Catherine
	3	Monsieur VIVISH Mathius
	4	Monsieur MAUI Nils
	5	Madame RICHMOND Eva
	6	Monsieur MARAETEFU Charles
	7	Madame AURAA Ioana
	8	Madame TAHIATA épouse DUROU Eliane

Commune	Numéro ou nom du bureau de vote	Délégués suppléants
PAPARA	Centralisateur	Madame VAN SAM Vaea
	1	Madame TCHENG TCHANG Isabelle, Fano
	2	Monsieur SHAM KOUA Michel
	3	Madame TEHETIA Lindsey
	4	Monsieur TEKOPUNUI Tiare, Alphonse
	5	Monsieur SANFORD Jacques
	6	Madame VAN SAM Vaea
	7	Madame FARAIRE Sylvie
PAPEETE	Centralisateur	Monsieur TUPAHURURU Léon
	1	Monsieur TERAAITEPO Eli
	2	Madame MARU Marthe
	3	Madame TERIIPAIA Amaronn
	4	Monsieur APUARII Maurice
	5	Madame TEAUROA Rina
	6	Madame TEMAROHIRANI née TEHIVA Martine, Lucienne
	7	Madame TAKAMOANA épouse TAHA Maeva
	8	Monsieur BERNARDINO Franck
	9	Madame TEAMO épouse PITTMAN Mahinano, Tiffany
	10	Madame TAHIATA Eloïse
	11	Monsieur TUPAHURURU Léon
	12	Madame MAHAI épouse TEAMO Dolores
	13	Madame DELORD Isabelle, Haamiri
	14	Madame PEA Raimata
	15	Madame TOKORAGI épouse RAIHAUTU Miriama
PIRAE	Centralisateur	Madame LIN Mareta
	1	Monsieur TAUTU Edwin
	2	Monsieur FREBAULT Henri-Jean-Baptiste
	3	Madame LY Rose
	4	Madame TAHARIA Marie-Anne, Yva
	5	Madame TAHARIA Ranihere, Philomène
	6	Madame TAHEMA Anna, Mere
	7	Madame HURI épouse DEXTER Mellise
	8	Monsieur TERIIEROOITERAI Jean-Baptiste
	9	Monsieur HARGOUS Paul, Noël
	10	Monsieur CHIMIN Etienne
PUNAAUIA	Centralisateur	Madame TEHARURU Tilda
	1	Madame TEHARURU Tilda
	2	Madame PATII Terava
	3	Monsieur TUNUTU Christma Moroni
	4	Madame A MATIMO Dorothea Tearai
	5	Monsieur FARIUA Inatio
	6	Monsieur A MAI Jean-Marie
	7	Madame LEHARTEL Antonieta
	8	Monsieur A MAI Jean-Marie
	9	Monsieur POTHIER Christian
	10	Madame TEIKIAVAITOUA Chantal
	11	Madame LEHARTEL Antonieta
	12	Madame HAUPUNI Georgette
	13	Madame DEXTER Marcelline
	14	Madame A MATIMO Dorothea Tearai
	15	Madame DEXTER Marcelline

Commune	Numéro du bureau de vote	Délégués suppléants
TAIARAPU EST	Centralisateur Afaahiti Pueu Faaone Tautira	Madame MATI Séverine Madame MATI Séverine Madame TEIHO Gloria Madame MATI Séverine Madame TEIHO Gloria

Art. 3.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois courant à compter de la date de sa publication.

Art. 4.— Le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, MM. les maires des communes de Faa'a, Mahina, Moorea-Maiao, Paea, Papara, Papeete, Pirae, Punaauia et Taïarapu-Est sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 août 2016.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Marc TSCHIGGFREY.

ARRETE n° HC 1098 SGAP du 8 septembre 2016 fixant les dates des épreuves écrites de la 1re session de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police, session 2017, et portant composition de la commission des membres correcteurs de la 1re épreuve.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu l'arrêté interministériel du 10 janvier 2005 modifié relatif à l'examen professionnel de période transitoire pour l'accès aux grades de brigadier de police ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 octobre 2005 relatif à l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police ;

Vu l'arrêté interministériel du 15 janvier 2010 fixant le contenu et les modalités de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2005 modifié portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs de la police nationale ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 2016 autorisant l'ouverture, au titre de l'année 2017, de l'examen professionnel à l'accès au grade de brigadier de police ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 2016 modifiant l'arrêté du 26 avril 2016 fixant la composition du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police, session 2017 ;

Vu l'instruction ministérielle DRCPN/SDFDC/BR/DOCEP/000985 du 5 avril 2016 relative à l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police, session 2017 ;

Sur proposition du secrétaire général adjoint pour l'administration de la police,

Arrête :

Article 1er.— Les épreuves écrites de la 1re session de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police, session 2017, se dérouleront à la salle Archipels du haut-commissariat ainsi qu'il suit :

*1re épreuve : Vendredi 21 octobre 2016
de 10 heures à 13 heures*

Epreuve à option consistant en l'étude d'un thème professionnel permettant de vérifier les qualités de réflexion du candidat, ses connaissances, ainsi que son aptitude à exercer les fonctions postulées, dans la qualification choisie (durée : 3 heures).

*2nde épreuve : Vendredi 21 octobre 2016
de 14 heures à 16 heures*

Epreuve portant sur les connaissances générales policières, sous la forme d'un questionnaire à choix multiple (QCM) (durée : 2 heures).

Art. 2.— La commission des membres correcteurs sera composée ainsi qu'il suit :

- M. Frédéric Poisot, secrétaire général adjoint pour l'administration de la police ;
- M. François Perrault, commissaire divisionnaire, directeur de la sécurité publique en Polynésie française ;
- M. Philippe Babdor, commandant de police, adjoint au directeur de la police aux frontières en Polynésie française ;
- M. Luc Roattino, capitaine de police, chef du centre régional de formation en Polynésie française ;
- Mme Tatiana Dauphin, capitaine de police, en fonction à la direction de la sécurité publique en Polynésie française ;
- Mme Laina Opuu, brigadier-chef de police, en fonction à la direction de la sécurité publique en Polynésie française.

Art. 3.— Le secrétaire général adjoint pour l'administration de la police et le chef du secrétariat général pour l'administration de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 septembre 2016.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général adjoint
pour l'administration de la police,*
Frédéric POISOT.

**ARRETE n° HC 1105 SGAP du 12 septembre 2016 portant
agrément de deux candidats supplémentaires au
recrutement de cadets de la République, option police
nationale, session 2016.**

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifié d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté n° HC 476 CRFPN du 21 mars 2016 relatif à l'organisation des épreuves écrites et des épreuves sportives des cadets de la République, option police nationale et fixant la composition des commissions de surveillance ;

Vu l'arrêté n° HC 569 CRFPN du 25 avril 2016 fixant le calendrier des épreuves orales du recrutement des "cadets de la République, option police nationale", et portant composition de la commission de sélection chargée de l'entretien oral des candidats admissibles ;

Vu l'arrêté n° HC 908 SGAP du 15 juillet 2016 complété portant agrément des candidats au recrutement des cadets de la République, option police nationale, session 2016 ;

Vu la convention n° HC 58-07 du 4 avril 2007 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le gouvernement de la Polynésie française, définissant la mise en œuvre partagée en Polynésie française de la formation complémentaire d'initiative locale (FCIL) "cadets de la République, option police nationale" ;

Vu la circulaire NOR/INT/C/05/00072/C du 4 juillet 2005 relative à la mise en place en 2005 du programme des "cadets de la République, option police nationale" ;

Vu la note SDFDC n° 01-2016 du 7 janvier 2016 rappelant les modalités relatives aux recrutements des cadets de la République de la 12^e promotion ;

Vu le procès-verbal de la réunion de la commission de sélection du vendredi 27 mai 2016 ;

Vu les listes des candidats admis en liste principale et en liste complémentaire du recrutement de cadets de la République, option police nationale, session 2016 ;

Vu le courrier électronique de la direction des ressources et des compétences de la police nationale, sous-direction de la formation et du développement des compétences, du 12 septembre 2016, relatif au recrutement de deux cadets supplémentaires ;

Vu le certificat médical d'aptitude délivré par le médecin agréé de l'administration, le bulletin n° 2 du casier judiciaire et les conclusions de l'enquête administrative et judiciaire concernant M. Tiahiti Hapaitahaa et Mme Naea Teraiamano ;

Sur proposition du secrétaire général adjoint pour l'administration de la police,

Arrête :

Article 1er.— Les candidats dont les noms suivent sont agréés au recrutement de cadets de la République, session 2016, pour une incorporation au 13 septembre 2016 :

- 1 - M. Ariitea Tiahiti Haapaitahaa ;
- 2 - Mme Naea Teraiamano.

Art. 2.— Le secrétaire général adjoint pour l'administration de la police et le chef du secrétariat général pour l'administration de la police de Polynésie française par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 septembre 2016.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général adjoint
pour l'administration de la police,*
Frédéric POISOT.

ARRETE n° HC 1133 CAB/DDPC/rr du 12 septembre 2016
fixant la liste des candidats admis à l'examen du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique et la liste des candidats déclarés aptes aux épreuves de vérification de maintien des acquis du 27 août 2016 dans la commune de Pirae, Tahiti.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 modifiée portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1979 modifié fixant les modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

Vu l'arrêté du 16 août 2012 portant extension en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française de diverses dispositions intéressant la sécurité civile ;

Vu l'arrêté n° HC 1068 CAB/DDPC/rr du 24 août 2016 désignant le président et les membres du jury d'examen pour l'obtention du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, le 27 août 2016, dans la commune de Pirae (Tahiti) ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er.— Les personnes dont les noms suivent sont admises à l'examen permettant l'obtention du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA) qui s'est déroulé le 27 août 2016 dans la commune de Pirae (Tahiti) :

- M. Paul Frogier, né le 18 mai 1995 ;
- M. Tuterai Montaron, né le 20 juin 1987 ;
- M. Stevens Pahape, né le 14 novembre 1975 ;
- Mme Linka Pita, née le 11 mai 1988 ;
- M. Christian Richmond, né le 12 mars 1990 ;
- M. Ariihau Tetupaia, né le 28 mars 1998 ;
- M. Grégory Tixier, né le 5 janvier 1985 ;
- M. David Tuarau, né le 26 avril 1979.

Conformément à l'article 10 de l'arrêté du 23 janvier 1979 modifié susvisé, le titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique qui souhaite prolonger la validité de son diplôme est soumis, tous les cinq ans, à une vérification de maintien des acquis.

Art. 2.— Les personnes ci-dessous, déjà titulaires du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA), ont subi avec succès les épreuves de vérification de maintien des acquis qui se sont déroulées le 27 août 2016 dans la commune de Pirae (Tahiti) :

- M. Sylvain Fleury, né le 6 mars 1973 ;
- M. Nicolas Pommiez, né le 23 janvier 1984.

Art. 3.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 septembre 2016.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Frédéric POISOT.

Par arrêté n° 1100 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 8 septembre 2016.— Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Ua Pou, pour la réalisation de l'opération intitulée "DTIC, études AEP, levés topo et DUP", décrite ci-dessus et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à réaliser des études AEP, des levés topographiques et une enquête foncière.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 3 500 000 F CFP, soit 29 330 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération est arrêté comme suit :

- FIP (80 %)	2 800 000 F CFP	23 464 euros
- commune (20 %)	700 000 F CFP	5 866 euros
Total (100 %)	3 500 000 F CFP	29 330 euros

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Ua Pou pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 80 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 2 800 000 F CFP, soit 23 464 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le maire accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande....) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective de l'opération sur production de l'imprimé FIP accompagné d'un état des mandaterments effectués, visé par le receveur municipal. Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement ;
- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le maire, d'un exemplaire du rapport final des études et d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal. L'attestation du maire mentionnera la date effective de réalisation et le montant final de l'opération.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative compétent. Les états de mandatement mentionneront les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Ua Pou s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du

règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;

- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 30 septembre 2018 ;
- à demander le versement de l'intégralité ou du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 31 mars 2019 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatifs au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité ou du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1347 CM du 12 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Comité Eo Himene pour l'organisation du festival Eo Himene 2016.

NOR : SCP1621020AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 24 mars 2016, formulée par le président de l'association Comité Eo Himene pour l'exercice 2016 ;

Vu l'avis du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française en date du 8 juillet 2016 ;

Vu la lettre n° 5708 PR du 18 août 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 19 août 2016 ;

Vu l'avis n° 158-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 26 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP) en faveur de l'association Comité Eo Himene pour financer l'organisation du festival Eo Himene 2016.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 96801, article 6574, centre de travail 750-F.

Art. 3. — La subvention sera versée sur le compte de l'association Comité Eo Himene selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit *deux cent cinquante mille francs* (250 000 F CFP), au plus tôt à compter de la signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit *deux cent cinquante mille francs CFP* (250 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 4. — L'association Comité Eo Himene s'engage à produire auprès du service de la culture et du patrimoine dans un délai de trois (3) mois à compter de la date du premier versement, les pièces justificatives et un état récapitulatif global des dépenses correspondantes attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — A défaut de présentation de justificatifs ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisé, une convention définit les obligations de l'association Comité Eo Himene et les objectifs à atteindre au moyen du financement obtenu.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Comité Eo Himene et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 septembre 2016.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de la promotion des langues,
de la culture, de la communication
et de l'environnement,*
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

CONVENTION N°

/ MCE / SCP du

Définissant les obligations de l'association « Comité Eo himene » et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention accordée par la Polynésie française pour l'organisation du festival Eo himene 2016.

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté 212/PR du 25 mars 2015 modifié, relatif aux attributions du Ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifiée, approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691/CM du 17 mai 2010 modifié, portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 24 mars 2016, formulée par le président de l'association « Comité Eo himene » pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° **1347** /CM du **12 SEP. 2016** approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « Comité Eo himene » pour l'organisation du festival Eo himene 2016 ;

ENTRE :

La Polynésie française, pour le compte du Service de la Culture et du patrimoine, représentée par le Ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement, Monsieur Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU ;

d'une part,

ET :

L'association « Comité Eo himene », déclarée le 26 novembre 2013 sous le n° 1906 DRCL, N° TAHITI A91410, dont le siège social est situé à Nuku Hiva, Taiohae, Iles marquises, BP 461 Taiohae – 98742 Nuku Hiva, GSM (689) 87 729 899, représentée par son président, M. Lionel GOUVERNEUR ;

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Le tissu associatif culturel polynésien est dense et très actif. Il contribue à la mise en œuvre de nombreux événements dans divers domaines de création. Ces associations jouent un rôle majeur pour la conservation, la diffusion, et la valorisation de notre patrimoine culturel et de nos pratiques artistiques. Leur rôle éducatif, mais également social et économique participe à l'équilibre et à l'harmonie de notre société.

Il revient au Ministre chargé de la culture de soutenir et d'accompagner les efforts des responsables associatifs en leur garantissant un financement défini selon des critères objectifs et équitables.

Dans cette perspective, une procédure d'attribution de subventions transparente, soumise à l'avis du Comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française a été mise en place.

Ce comité s'est réuni en séance plénière le 08 juillet 2016, afin de statuer sur les dossiers avérés complets et recevables.

Le Comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française a émis un avis sur le montant de la subvention qu'il proposera au Conseil des Ministres d'accorder pour chacun des dossiers présentés, au titre de l'activité générale de chaque association, sur la base des critères relatifs à la pertinence et la qualité du projet, le retour et l'intérêt pour le Pays, la capacité du porteur de projet à développer des actions de sensibilisation autour du projet, la cohérence et la crédibilité du projet, la part d'autofinancement du porteur de projet, la nature et fréquentation des publics touchés, le plan d'action en faveur de l'éco labellisation de l'événement et enfin, le plan de communication prévu pour valoriser la participation financière du Pays.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :**Article 1er. - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les obligations de l'association « Comité Eo himene », et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention de fonctionnement accordée par la Polynésie française pour l'organisation du festival Eo himene 2016.

Dans la limite des crédits disponibles et dans les conditions définies par la présente convention, la Polynésie française consent à l'association « Comité Eo himene », qui l'accepte sans réserve ni restriction, l'octroi d'une subvention de fonctionnement d'un montant de cinq cent mille francs (500 000 F CFP).

Article 2. - Obligations du bénéficiaire de la subvention

A l'exclusion de toutes autres dépenses, l'association « Comité Eo himene », est tenue d'affecter la subvention octroyée à la couverture intégrale ou partielle des dépenses liées à la mise en œuvre de l'organisation du festival Eo himene, tel que définit dans sa lettre de demande de subvention en date du 24 mars 2016.

L'association « Comité Eo himene » s'engage à fournir auprès du Service de la Culture et du patrimoine à compter de la réalisation dudit événement :

- un bilan financier de l'évènement,
- un bilan moral de l'évènement.

Article 3. - Objectifs à atteindre

L'association « Comité Eo himene », s'engage à œuvrer dans le respect de ses obligations statutaires pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée pour l'année 2016, dans le cadre du projet présenté et concernant notamment la réalisation du festival Eo himene.

Article 4. - Mention de reconnaissance

La Polynésie française contribuant financièrement à l'organisation du festival Eo himene 2016, l'association « Comité Eo himene » s'engage à faire figurer sur l'ensemble de ses supports promotionnels écrits (programme, affiche, banderole, etc...) la mention suivante :

« Evènement soutenu par le Ministère de la Culture de la Polynésie française » en associant à cette mention le logo du Pays autant que possible. Cette contribution devra également être citée face au public et aux médias.

Dans les quinze (15) jours suivant la clôture du festival Eo himene, l'association « Eo himene » pourra si elle le souhaite voir son évènement mis en ligne sur le site internet du Service de la Culture et du patrimoine : www.culture-patrimoine.pf dès lors qu'elle transmettra à l'adresse e-mail suivante : direction@culture.gov.pf une revue de presse correspondant à l'évènement, accompagnée de photographies numériques.

Article 5. - Modalités de paiement

Le paiement est effectué sur le compte de :

- Domiciliation : CCP chèques postaux
- Intitulé du compte : Association COMITE EO HIMENE
- Code Etablissement : 14168
- Code guichet : 00001
- N° Compte : 14008289301
- Clé RIB : 47

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- Budget de la Polynésie française : 100
- Exercice : 2016
- Sous-Chapitre : 96801
- Article : 6574

Article 7. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera sur le compte de l'association « Comité Eo himene », selon les modalités suivantes ;

- un premier versement de 50 %, soit deux cent cinquante mille francs (250 000 F CFP), à compter de la signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit deux cent cinquante mille francs (250 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

L'association « Comité Eo himene », s'engage à produire auprès du Service de la Culture et du patrimoine dans un délai de trois (3) mois à compter de la date du premier versement, les pièces justificatives et un état récapitulatif global des dépenses correspondantes attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Article 8. - Election de domicile

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

**Ministère
de la promotion des langues,
de la culture, de la communication
et de l'environnement**
B.P. 2551, 98713 Papeete – TAHITI
Bâtiment Immeuble CGPM – Rue du Général de Gaule - Papeete
Tél. : (689) 40 54 87 80 - Fax. : (689) 40 42 99 03
Email : secretariat@culture.min.gov.pf

Association « Eo himene »
Taiohae – Nuku Hiva – Iles Marquises
BP 461 – 98742 Nuku hiva
GSM (689) 87 729 899
Email : cohimene@gmail.com

Article 9. - Clause pénale

A défaut de présentation des justificatifs ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, il sera établi à l'encontre de l'association « Comité eo himene », un ordre de recette pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Article 10. - Litiges

En cas de litige portant sur l'interprétation de l'application de la présente convention et après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.), les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Papeete.

Article 11. - Durée du contrat, enregistrement, nombre d'exemplaires

La présente convention est établie, au jour de la signature, pour une période de un an, en trois (3) exemplaires originaux.

Elle est exemptée de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à

, le

Fait à

, le

Le président de l'association
« Comité Eo himene »¹

Le Ministre
de la promotion des langues,
de la culture, de la communication
et de l'environnement

Lionel GOUVERNEUR

Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU

¹ Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature

ARRETE n° 1348 CM du 13 septembre 2016 approuvant le bénéfice d'une aide financière à la plantation de cocotiers en faveur de l'association des propriétaires et copropriétaires de Teonemahina.

NOR : SDR1620800AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2012-10 du 22 mai 2012 relative au seuil applicable aux aides financières de la Polynésie française soumises à l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu la loi du pays n° 2013-13 du 6 mai 2013 réglementant les aides financières aux agriculteurs ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 1040 CM du 29 juillet 2013 modifié portant application de la loi du pays n° 2013-13 du 6 mai 2013 réglementant les aides financières aux agriculteurs ;

Vu l'arrêté n° 154 CM du 9 février 2015 modifié relatif aux aides à la plantation en application de la loi du pays n° 2013-13 du 6 mai 2013 réglementant les aides financières aux agriculteurs ;

Vu la demande d'une aide financière de l'association des propriétaires et copropriétaires de Teonemahina en date du 4 décembre 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvé le bénéfice d'une aide financière, à la plantation de cocotiers, de 337 400 F CFP (*trois cent trente-sept mille quatre cents francs CFP*) en faveur de l'association des propriétaires et copropriétaires de Teonemahina sise à Puka Puka (aide type VI de la loi du pays n° 2013-13 du 6 mai 2013).

Le montant d'aide par plant mis en terre est de 200 F CFP (arrêté n° 154 CM du 9 février 2015) et l'association des propriétaires et copropriétaires de Teonemahina s'engage à planter 1 687 plants de cocotiers pour une surface totale de 13,7 hectares.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 96501, article 652, centre de travail 74010-F.

Art. 3.— Le versement du montant total de l'aide financière sera versé en une fois sur le compte de l'association des propriétaires et copropriétaires de Teonemahina après contrôle de la plantation effective par le service du développement rural de la totalité des plants prévus et sous réserve du respect des dispositions suivantes :

- un espacement minimal de 7 mètres entre chaque plant ;
- les plants sont placés dans de bonnes conditions : apport de terre végétale et/ou de compost dans le trou de plantation sur sol corallien et atoll et d'engrais complet dans les îles hautes.

Art. 4.— Les membres de l'association s'engagent à laisser libre l'accès au service du développement rural pour vérifier la réalisation de l'opération financée.

Art. 5.— Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association des propriétaires et copropriétaires de Teonemahina et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2016.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 1349 CM du 13 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive Comité des sports de Tubuai pour le financement de son activité générale au titre de l'année 2016.

NOR : SJS1621005AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association sportive Comité des sports de Tubuai en date du 15 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) en faveur de l'association sportive Comité des sports de Tubuai pour le financement de son activité générale au titre de l'année 2016.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, exercice 2016, sous-chapitre 97106, article 6574, centre de travail 8240-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *cent cinquante mille francs CFP* (150 000 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit *cent cinquante mille francs CFP* (150 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— L'association sportive Comité des sports de Tubuai s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par l'association sportive Comité des sports de Tubuai pour le financement de son activité générale au titre de l'année 2016.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association sportive Comité des sports de Tubuai et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2016.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

CONVENTION N° / MEE du

relative aux objectifs et obligations de l'association sportive
Comité des sports de Tubuai pour le financement de son
activité générale au titre de l'année 2016.

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;
- Vu l'arrêté n° 249/CM du 6 mars 2015, portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « Direction de la jeunesse et des sports » ;
- Vu la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 0691/CM du 17 mai 2010 modifiée, portant application de la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 1349/CM du 13 SEP 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive Comité des sports de Tubuai pour le financement de son activité générale au titre de l'année 2016.

ENTRE :

La Polynésie française, représentée par le Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, Madame Nicole SANQUER-FAREATA,

d'une part,

ET :

L'association sportive Comité des sports de Tubuai pour le financement de son activité générale au titre de l'année 2016, BP 46 Mataura Tubuai, représentée par son président, Monsieur Michel PAILLE,

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

L'organisation du sport en Polynésie française repose sur l'action des fédérations et des associations sportives qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.

Il revient au Ministre chargé des sports de soutenir et d'accompagner les efforts des responsables associatifs en garantissant aux fédérations délégataires de service public et aux associations sportives un financement régulier, défini selon des critères objectifs et équitables.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de l'association sportive Comité des sports de Tubuai résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention de fonctionnement pour le financement de son activité générale au titre de l'année 2016.

Article 2. - Les objectifs à atteindre

Les objectifs à réaliser et à accomplir par l'association sportive Comité des sports de Tubuai au titre de l'année 2016 :

- L'organisation des différentes manifestations de l'année 2016 sur l'île de Tubuai :
 - o Lancement courses kites surf ;
 - o Tournoi Futsal ;
 - o Tournoi de volley-ball ;
 - o Semi-marathon ;
 - o Course de va'a.

Article 3. - Les obligations de l'association

L'association s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ;
- mentionner et faire référence de l'aide financière du ministère chargé des sports à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le Ministre chargé des sports, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au Ministre chargé des sports, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur etc).

Article 4. - Coût

L'association est attributaire pour l'année 2016 d'une subvention de fonctionnement d'un montant de **trois cent mille francs pacifique (300 000 F CFP)**.

Article 5. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50 %, soit **cent cinquante mille francs pacifique (150 000 F CFP)**, à compter de la signature de la présente convention ;
- le solde de 50 %, soit **cent cinquante mille francs pacifique (150 000 F CFP)**, sur présentation des pièces justificatives de la première fraction perçue.

Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

Pour un montant de **trois cent mille francs pacifique (300 000 F CFP)** :

- Exercice : 2016
- Sous-Chapitre : 97106
- Article : 6574
- Centre de Travail : 8240-F

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 7. - Résiliation de la convention

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- Inexécution par la fédération sportive, dans les délais impartis et, après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;
- Cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par la fédération de ses obligations contractuelles.

Dans ces deux cas, la fédération est tenue d'en informer, dans les meilleurs délais, la Direction de la jeunesse et des sports par lettre recommandée.

Article 8. - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

Article 9. - Enregistrement et nombre d'exemplaires

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le

Fait à

, le

Fait à

, le

Pour l'association,
Le Président

Pour la Polynésie française
Le Ministre
de l'éducation et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports

Miche PAILLE

Nicole SANQUER-FAREATA

ARRETE n° 1351 CM du 14 septembre 2016 portant prorogation des dispositions de l'arrêté n° 1438 CM du 20 octobre 2014 portant affectation de la parcelle cadastrée commune de Moorea-Maiao, section de commune de Teavaro, section DH, n° 31, au profit de la commune de Moorea-Maiao.

NOR : DAF1621261AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 889-16 CCM/DADD/ep du 1er août 2016 de la commune de Moorea-Maiao ;

Vu l'arrêté n° 1438 CM du 20 octobre 2014 portant affectation de la parcelle cadastrée commune de Moorea-Maiao, section de commune de Teavaro, section DH, n° 31, au profit de la commune de Moorea-Maiao ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 septembre 2016,

Arrête : -

Article 1er.— Le deuxième alinéa de l'article 1er de l'arrêté n° 1438 CM du 20 octobre 2014 susvisé est complété par une phrase ainsi rédigée :

“Cette parcelle appartient à la Polynésie française en vertu d'un acte notarié transcrit au volume 1148, n° 11”.

Art. 2.— Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 1438 CM du 20 octobre 2014 portant affectation de la parcelle cadastrée commune de Moorea-Maiao, section de commune de Teavaro, section DH, n° 31, au profit de la commune de Moorea-Maiao, sont prorogées pour une durée supplémentaire de trois ans à compter de la publication de la présente au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3.— L'article 3 de l'arrêté n° 1438 CM du 20 octobre 2014 susvisé est rédigé comme suit :

“Art. 3.— Les valeurs du bien affecté sont réparties comme suit :

- s'agissant de la valeur comptable, elle est de 126 F CFP le mètre carré ;
- s'agissant de la valeur vénale, elle est estimée à 4 500 F CFP le mètre carré ;

Parcelle mère : DH9.

Superficie selon titre : 129 670 mètres carrés.

Valeur d'acquisition : 16 000 000 F CFP.

Frais de notaire : 309 920 F CFP.

Valeur comptable total : 16 309 920 F CFP.

N° de bien : -

Parcelle fille affectée issue de la DH 9 : DH 31.

Superficie : 111 354 mètres carrés.

Valeur comptable : 14 030 604 F CFP.

Valeur vénale : 501 093 000 F CFP.

Art. 4.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Moorea et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.

Pour le Président absent :

Le vice-président,

Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre du logement

et de la rénovation urbaine,

de la politique de la ville,

des affaires foncières et du domaine,

Tearii ALPHA.

ARRETE n° 1355 CM du 14 septembre 2016 portant virement de crédits au sein du chapitre 966 “Economie générale”.

NOR : DBF1621353AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé le virement de crédits au sein du chapitre 966 "Economie générale" conformément au tableau ci-après :

S/CHAP	ART	INTITULE	EN +	EN -
966 01	6573	Régulation Subvention de fonctionnement aux organismes publics		13 000 000
966 03	6574	Développement des entreprises Subventions aux associations et aux autres organismes de droit privé	13 000 000	
		TOTAL	13 000 000	13 000 000

Art. 2.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 729 PR du 14 septembre 2016 déclarant la mise sous surveillance de l'exploitation de poules pondeuses de M. Wong Kui Long (Papara, Tahiti), suspecte d'infection par *Salmonella enterica* sérotype *Enteritidis*.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2006-36 APF du 15 juin 2006 modifiée définissant les mesures applicables dans le cadre de la lutte contre les maladies transmissibles des animaux ;

Vu l'arrêté n° 760 CM du 4 juin 2007 modifié relatif à la nomenclature des maladies transmissibles des animaux à déclaration obligatoire et des maladies transmissibles des animaux faisant l'objet de mesures de police sanitaire ainsi que les modalités de leur déclaration ;

Vu l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 modifié relatif à la lutte contre les infections à *Salmonella enterica* sérotypes *Enteritidis* et *Typhimurium* dans les troupeaux de l'espèce *Gallus gallus* en filière ponte œufs de consommation ;

Vu l'arrêté n° 478 CM du 13 mai 1997 modifié relatif aux conditions d'hygiène de la collecte et de la commercialisation des œufs ;

Vu les résultats du rapport d'essais du 26 août 2016 n° 2016.2907-1-2 pour la recherche de *Salmonella enterica* sérotype *Enteritidis* du Centre d'analyses industrielles et de recherche appliquée pour le Pacifique (CAIRAP), Arue, Tahiti,

Arrête :

Article 1er.— L'exploitation de poules pondeuses de M. Wong Kui Long, sise à Papara, île de Tahiti, suspectée d'être infectée par *Salmonella enterica* sérotype *Enteritidis*, est mise sous surveillance.

Art. 2.— La présente mise sous surveillance entraîne l'application des mesures suivantes dans l'exploitation mentionnée à l'article 1er :

- A - Tous les troupeaux de l'exploitation sont immédiatement séquestrés et maintenus isolés ;
- B - Tout traitement antibiotique est interdit sauf dérogation écrite de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire ;
- C - Les œufs produits dans l'exploitation sont consignés, dans un local approprié permettant leur bonne conservation et de façon à éviter toute dissémination de l'infection. Sur autorisation de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire, prise après avis du responsable du Centre d'hygiène et de salubrité publique (CHSP) sur le choix de l'établissement destinataire de ces œufs, les œufs peuvent être utilisés pour la fabrication d'ovoproduits ou de denrées alimentaires dont le procédé de fabrication garantit la destruction des germes pathogènes, en application des prescriptions réglementaires en vigueur ;
- D - Tout mouvement de volailles à destination ou en provenance de l'exploitation du troupeau suspect est interdit, sauf autorisation de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire.

Art. 3.— Selon les résultats des prélèvements prévus à l'article 37 de l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 susvisé et sur proposition de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire, le présent arrêté est immédiatement :

- soit abrogé lorsque suite aux deux séries de prélèvements prévus à l'article 37 précité, tous les troupeaux de l'exploitation sont classés comme présentant un risque très faible ;
- soit remplacé par un arrêté portant déclaration d'infection lorsque la présence de l'infection est confirmée par la positivité d'au moins une des analyses prévues à l'article 37 précité.

Art. 4.— Les infractions aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté sont constatées par procès-verbal, elles sont passibles des peines prévues au chapitre V de la délibération n° 2006-36 APF du 15 juin 2006 définissant les mesures applicables dans le cadre de la lutte contre les maladies transmissibles des animaux.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 731 PR du 14 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 187 PR du 24 mars 2016 fixant les caractéristiques techniques et équipements des véhicules destinés à l'apprentissage de la conduite et aux examens du permis de conduire.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière sur le territoire de la Polynésie française et ses arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté n° 187 PR du 24 mars 2016 fixant les caractéristiques techniques et équipements des véhicules destinés à l'apprentissage de la conduite et aux examens du permis de conduire,

Arrête :

Article 1er.— Au 1° de l'article 2 de l'arrêté n° 187 PR du 24 mars 2016 susvisé, les mots : "600 centimètres cubes" sont remplacés par les mots : "34 kilowatts".

Art. 2.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 732 PR du 14 septembre 2016 portant commissionnement des agents du service de l'instruction de l'Autorité polynésienne de la concurrence pour participer aux investigations et pour constater les infractions prévues par le code de la concurrence de Polynésie française.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la concurrence ;

Vu l'arrêté n° 913 CM du 9 juillet 2015 portant nomination de M. Jacques Merot en qualité de président de l'Autorité polynésienne de la concurrence ;

Vu l'arrêté n° 2110 CM du 23 décembre 2015 portant nomination de Mme Gwenaëlle Nouet en qualité de rapporteur général de l'Autorité polynésienne de la concurrence ;

Vu l'article 809-II du code de procédure pénale ;

Vu les courriers n° 239 MC 16 et n° 267 MC 16 en date du 21 juillet 2016 du procureur de la République près du tribunal de première instance de Papeete ;

Sur proposition du président de l'Autorité polynésienne de la concurrence,

Arrête :

Article 1er.— Les agents du service de l'instruction de l'Autorité polynésienne de la concurrence dont les noms suivent :

- Mme Gwenaëlle Nouet, rapporteur général ;
- M. Sébastien Petit, rapporteur général adjoint ;
- Mme Naïs Warnan, rapporteur ;
- M. Matthieu Pujuguet, rapporteur ;
- M. Christophe Psychogios, rapporteur,

sont commissionnés pour participer aux investigations et pour constater les infractions prévues par le code de la concurrence de Polynésie française.

Art. 2.— A cet effet, les intéressés prêteront le serment prescrit par la loi.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

VICE-PRESIDENCE

ARRETE n° 8075 VP du 14 septembre 2016 portant nomination d'un régisseur et d'un mandataire suppléant auprès de la régie d'avances de la direction du budget et des finances.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies ;

Vu délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics et notamment ses articles 106 à 115 ;

Vu le code pénal et le code des juridictions financières tels qu'étendus et adaptés en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté n° 291 CM du 16 mars 1992 fixant les modalités d'attribution et le taux de l'indemnité de responsabilité pouvant être allouée aux agents intermédiaires, aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des services de la Polynésie française ou des budgets des établissements publics de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1107 PR du 22 novembre 1991 portant agrément de l'Association française de cautionnement mutuel ;

Vu l'arrêté n° 1840 CM du 12 décembre 2013 portant création et organisation de la direction du budget et des finances ;

Vu l'arrêté n° 4536 MEF du 26 septembre 1990 modifié portant institution d'une régie d'avances auprès du service des finances et de la comptabilité ;

Vu la lettre en date du 1er septembre 2016 de M. Yann Tauraa pour exercer les fonctions de régisseur ;

Vu la lettre en date du 1er septembre 2016 de M. Gaëtan Lock-Fui pour exercer les fonctions de mandataire suppléant ;

Vu l'avis conforme du payeur de la Polynésie française en date du 6 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— M. Yann Tauraa est nommé régisseur de la régie d'avances de la direction du budget et des finances à compter du 1er novembre 2016 avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement, M. Yann Tauraa est remplacé par M. Gaëtan Lock-Fui, mandataire suppléant.

Art. 3.— Le régisseur est assujéti au cautionnement conformément à la réglementation en vigueur et devra verser la somme entre les mains du payeur de la Polynésie française avant d'entrer en fonction ou d'obtenir son affiliation à l'Association française de cautionnement mutuel.

Art. 4.— Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le montant sera fixé par référence à la réglementation territoriale.

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le montant sera fixé par référence à la réglementation territoriale pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

Art. 5.— Le régisseur et le mandataire suppléant sont, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidations qu'ils ont effectués.

Art. 6.— Le régisseur et le mandataire suppléant ne doivent pas payer des dépenses pour des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par les articles 432-10, 433-4, 433-12, 441-2 et 441-4 du code pénal ainsi qu'aux amendes prévues par les articles L. 272-36 et L. 272-37 du code des juridictions financières.

Art. 7.— Le régisseur et le mandataire suppléant devront présenter leurs registres, leur comptabilité, leurs fonds et leurs pièces justificatives de dépenses aux agents de contrôle qualifiés.

Art. 8.— Le régisseur et le mandataire suppléant s'obligeront à établir un procès-verbal chaque fois qu'il y aura remise entre eux de la caisse, des valeurs et des justifications.

Art. 9.— L'arrêté n° 4625 VP du 9 juin 2015 portant nomination d'un régisseur et d'un mandataire suppléant auprès de la régie d'avances de la direction du budget et des finances est abrogé à compter du 1er novembre 2016.

Art. 10.— La directrice du budget et des finances et le payeur de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.
Nuihau LAUREY.

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DES TRANSPORTS AÉRIENS INTERNATIONAUX,
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRETE n° 8084 MTF/SDT du 14 septembre 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Vaiava, sis à Punaauia, île de Tahiti, au profit de la SARL Motu Ai'a, pour y exercer une activité commerciale.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 1761 MLA du 21 février 2014 portant affectation de plusieurs sites constituant des accès publics à la mer sis communes de Punaauia, Paea et Hitia'a O Te Ra, au profit du "service du tourisme" ;

Vu l'arrêté n° 248 CM du 10 mars 2016 fixant les tarifs des redevances d'occupation temporaire des emplacements et des dépendances des domaines affectés au service du tourisme, d'une durée supérieure à trois mois ;

Vu la demande de la SARL Motu Ai'a réceptionnée le 11 avril 2016 au service du tourisme,

Arrête :

Article 1er.— L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public de Vaiava, sis à Punaauia, île de Tahiti, d'une superficie de 15 mètres carrés, est autorisée au profit de la SARL Motu Ai'a, représentée par son gérant, M. Tamatea Reynolds Shan Ho Foc, né le 11 octobre 1983 à Papeete, Tahiti, tél. : 87 73 44 35, n° TAHITI B18098, domicilié à Punaauia, PK 10,500, servitude Orohiti, BP 21410 Papeete, dénommée "le bénéficiaire" dans le présent arrêté.

Et tel que l'emplacement figure sur le plan joint au présent arrêté.

Art. 2.— Cette occupation est destinée à l'exercice d'une activité de vente de billetterie pour le parc aquatique flottant, au moyen d'une petite remorque tractable ouverte les vendredis, samedis et dimanches, mais également durant les périodes de vacances scolaires, de 7 heures à 18 heures.

Art. 3.— La présente autorisation est consentie pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le bénéficiaire dispose d'un mois à compter de cette date, pour prendre possession des lieux. A défaut de respecter ce délai, la présente autorisation devient caduque, sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité quelconque.

Art. 4.— La présente autorisation sera caduque dès lors que les frais y afférents n'auront pas été payés dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le service du tourisme est chargé du suivi de la présente autorisation.

Art. 6.— La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions particulières du présent arrêté, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il a l'obligation d'entretenir l'emplacement occupé et de le tenir en parfait état de propreté. Il ne peut en aucun cas modifier l'espace autorisé ni en changer la destination ;
- 2° Il est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 3° Il lui appartiendra de souscrire toutes assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile. A cet effet, il devra produire annuellement au service du tourisme une attestation d'assurance conclue dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public ;
- 4° Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 5° Il est tenu de s'acquitter tous impôts, redevances et taxes dus au titre de l'occupation et de son activité ;
- 6° Il lui est interdit de réserver par quelque moyen que ce soit (barrière métallique, ruban de signalisation...) l'emplacement attribué. Toutefois, il pourra afficher sur un panneau le numéro de la présente autorisation ainsi que les horaires d'occupation ;
- 7° L'installation de son activité et de ses accessoires ne doit présenter aucun élément fixe sur le site. De même, le bénéficiaire n'exécutera aucune construction ou ouvrage quelconque sur l'emplacement occupé. Aucune infrastructure ni aucun matériel ou autre ne devra être laissé sur place après exercice d'activité ;
- 8° Aucune huile et eaux ménagères ne devront être déversées dans le réseau d'assainissement d'eaux pluviales (caniveau, avaloirs) ou dans l'environnement naturel ;
- 9° Il n'empiétera pas sur l'espace autorisé au profit d'un autre bénéficiaire d'autorisation d'occupation, et s'installera selon les indications qui lui sont données par les agents de l'administration ;
- 10° Il est tenu de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires en matière de commerce et consommation des boissons autorisés aux marchands ambulants.

Art. 7.— La présente autorisation d'occupation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable. En aucun cas, l'autorisation délivrée ne peut être considérée comme un

bail commercial. Toute cession ou toute location par le bénéficiaire de son droit à occuper est interdite.

Art. 8.— Le service du tourisme peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire.

Art. 9.— L'autorité compétente peut résilier ou suspendre l'autorisation d'occupation de l'emplacement à tout moment, en cas de besoin. Pour cela, elle en informe le bénéficiaire au préalable, qui est tenu de libérer l'emplacement. La suspension ou la résiliation de l'autorisation d'occupation ne donne lieu à aucune indemnisation du bénéficiaire.

Il peut également être mis fin à la présente autorisation sur demande du bénéficiaire effectuée par tout moyen.

Art. 10.— Le bénéficiaire qui souhaite renouveler son autorisation devra en faire la demande 6 mois avant le terme de la présente autorisation.

Art. 11.— La présente autorisation d'occupation est consentie moyennant une redevance mensuelle fixée à 10 000 F CFP (*dix mille francs CFP*). La redevance est payable d'avance chaque mois à la caisse de la recette-conservation des hypothèques (direction des affaires foncières) à Papeete, Tahiti, BP 114.

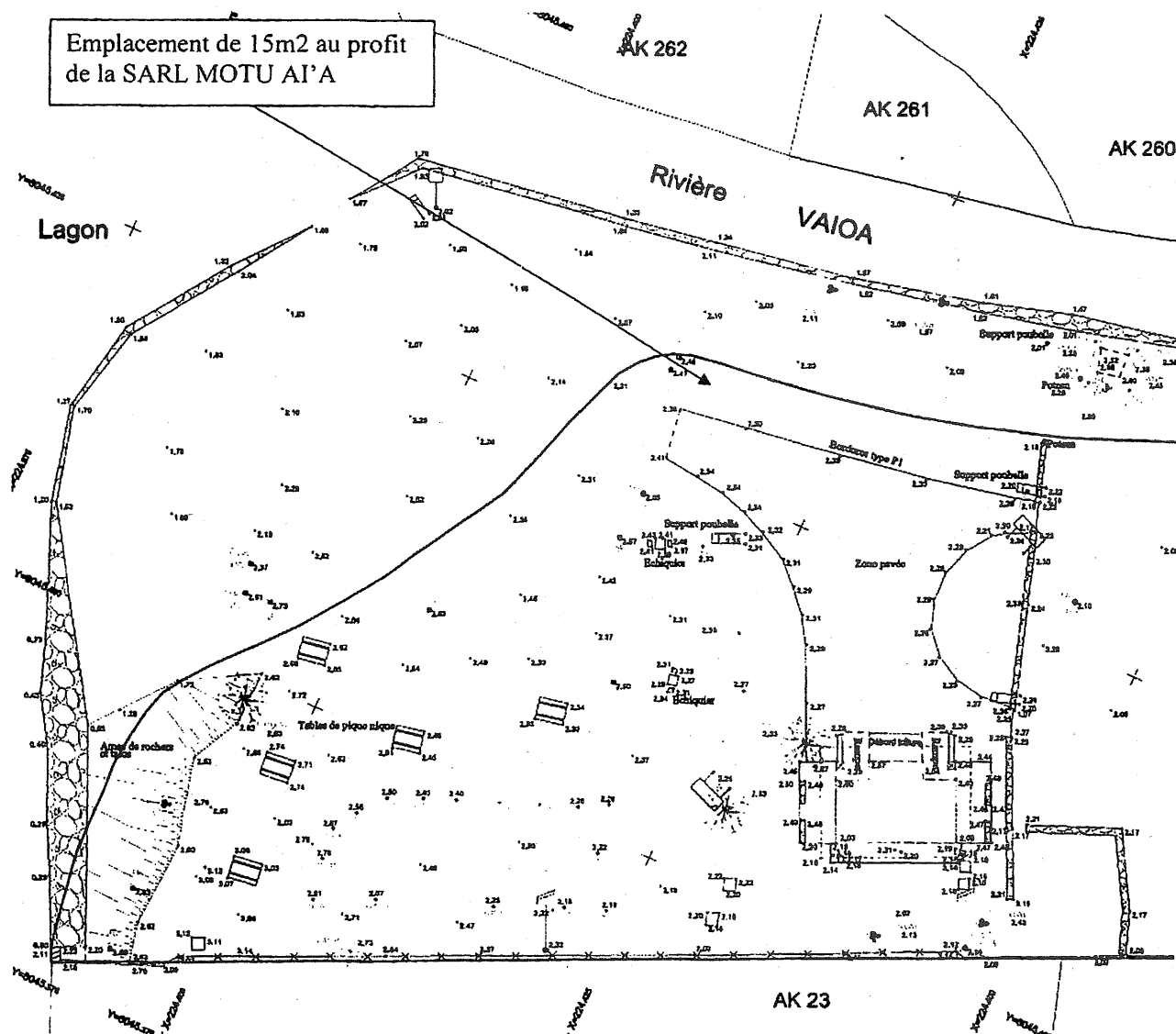
En cas de versement tardif, les sommes non payées seront majorées d'une pénalité telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Art. 12.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions de la présente autorisation, et notamment en cas de non-paiement de la redevance et de la cessation de l'usage de l'emplacement autorisé pendant une durée de trois (3) mois consécutif, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages et intérêts.

Art. 13.— Le chef du service du tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

VAIAVA liéudit PK 18 PUNAAUIA



**MINISTRE DE LA RELANCE ECONOMIQUE,
DE L'ECONOMIE BLEUE,
DE LA POLITIQUE NUMERIQUE
ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

ARRETE n° 7973 ME/DAE du 12 septembre 2016 portant reconnaissance de 32 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée propriété industrielle,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au sens de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée susvisée, et listés en annexe au présent arrêté sont reconnus par la Polynésie française, où ils produisent strictement les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,
William VANIZETTE.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT RECONNAISSANCE DE 32 TITRES DE PROPRIETE INDUSTRIELLE DELIVRES PAR L'INPI

Nom du titulaire/déposant du titre	Nature du titre de propriété industrielle	Numéro d'enregistrement INPI	Date de dépôt de la demande d'enregistrement auprès INPI	Numéro du BOPI ayant publié l'acte objet de la reconnaissance
AMUNDI	MARQUE	3403289	13/01/2006	2006-24
ALLIBERT MEDICAL	MARQUE	3423862	19/04/2006	2006-38
AMUNDI	MARQUE	3403291	13/01/2006	2006-24
ARPEGE	MARQUE	3391101	10/11/2005	2006-15
ARPEGE	MARQUE	3391105	10/11/2005	2006-15
ARPEGE	MARQUE	3391108	10/11/2005	2006-15
ARPEGE	MARQUE	3391113	10/11/2005	2006-15
ARPEGE	MARQUE	96630944	17/06/1996	2007-14
ARPEGE	MARQUE	3394491	29/11/2005	2006-18
ARPEGE	MARQUE	3394493	29/11/2005	2006-18
ARPEGE	MARQUE	3394494	29/11/2005	2006-18
ARPEGE	MARQUE	3394496	29/11/2005	2006-18
ARPEGE	MARQUE	3394497	29/11/2005	2006-18
ARPEGE	MARQUE	3394498	29/11/2005	2006-18
ARPEGE	MARQUE	3394499	29/11/2005	2006-18
ARPEGE	MARQUE	3394501	29/11/2005	2006-18
ARPEGE	MARQUE	3394502	29/11/2005	2006-18
ARPEGE	MARQUE	3394503	29/11/2005	2006-21
ARPEGE	MARQUE	3394506	29/11/2005	2006-18
ARPEGE	MARQUE	3394507	29/11/2005	2006-18
ARPEGE	MARQUE	3394508	29/11/2005	2006-18
ARPEGE	MARQUE	3394509	29/11/2005	2006-18
ARPEGE	MARQUE	3394510	29/11/2005	2006-18
BELALDEBARAN	MARQUE	1351293	18/04/1986	2007-37
BELALDEBARAN	MARQUE	96627165	28/05/1996	2007-12
ESPRIT BIO	MARQUE	95587120	04/09/1995	2006-19
ESPRIT BIO	MARQUE	1425328	09/07/1987	2006-19
FINANCIERE OREFI	MARQUE	3442506	25/07/2006	2007-01
FLOW CONTROL TECHNOLOGIES	MARQUE	3430157	22/05/2006	2006-50
FNAC	MARQUE	96634189	12/07/1996	2007-37
KILOUTOU	MARQUE	3438224	30/06/2006	2007-31
LACHAT Jean-Marc MARTIN-LACHAT Nathalie	MARQUE	3355599	26/04/2005	2005-43

ARRETE n° 8041 MEI du 13 septembre 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Paul Yu Hung Tai, sis à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 83).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture, et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 9902 MRM du 30 décembre 2011 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Paul Yu Hung Tai, sis à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 83) ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières du 18 avril 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune associée de Raroia du 21 juillet 2016 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Paul Yu Hung Tai non datée, reçue le 3 août 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. Paul Yu Hung Tai, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 25 janvier 2017, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Raroia, commune de Makemo.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 30 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 25 hectares (6 hectares et 19 hectares).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *quatre cent trente-cinq mille francs CFP* (435 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 30 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 60 000 F CFP ;
- sur la base de 25 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 375 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 25 janvier 2017.

Art. 4. — Sont autorisées au profit de M. Paul Yu Hung Tai, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 25 janvier 2017.

Art. 5. — L'arrêté n° 2634 MRM du 11 avril 2012 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Paul Yu Hung Tai, sis à Raroia, commune de Makemo, est abrogé à compter du 25 janvier 2017.

Art. 6.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2016.
Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 8042 MEI du 13 septembre 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Poerava Vanessa Huri, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 410).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture, et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 9888 MRM du 29 décembre 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Poerava Vanessa Huri, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 410) ;

Vu l'accord de réduction d'intervalles réglementaires entre Mlle Poerava Vanessa Huri et M. Jimmy Huri ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières du 25 octobre 2011 ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune associée de Ahe du 8 août 2016 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mlle Poerava Vanessa Huri, du 12 août 2016 reçue le même jour,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de Mlle Poerava Vanessa Huri, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 5 janvier 2017, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 5 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *quatre-vingt-quinze mille francs CFP* (95 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 5 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 75 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 5 janvier 2017.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de Mlle Poerava Vanessa Huri, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 5 janvier 2017.

Art. 5. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8043 MEI du 13 septembre 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Lyn Maire Pang Fat, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 252).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture, et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 7412 MRM du 18 octobre 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Lyn Maire Pang Fat sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 252) ;

Vu l'accord de réduction d'intervalles réglementaires entre Mlle Lyn Maire Pang Fat et la SCA Ahe Royal Pearls ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines et minières du 21 juin 2012 ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune associée de Ahe du 5 août 2016 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mlle Lyn Maire Pang Fat, non datée, reçue le 25 août 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de Mlle Lyn Maire Pang Fat, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 27 octobre 2016, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Arti. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent soixante-dix mille francs CFP* (170 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 27 octobre 2016.

Art. 4. — Sont autorisées au profit de Mlle Lyn Maire Pang Fat, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 27 octobre 2016.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8044 MEI du 13 septembre 2016 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Wandy Joakim Pihaatae, sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 291).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, ensemble l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture, et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 CM du 14 janvier 2016 réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 6837 MRM du 30 septembre 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Wandy Joakim Pihaatae, sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 291) ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Manihi du 25 avril 2016 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Wandy Joakim Pihaatae du 12 mai 2016, reçue le 24 août 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de M. Wandy Joakim Pihaatae, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 13 octobre 2016, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Manihi, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 13 octobre 2016.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Wandy Joakim Pihaatae, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter du 13 octobre 2016.

Art. 5.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES SOLIDARITÉS
ET DE LA CONDITION FÉMININE**

ARRETE n° 8016 MTS du 13 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 7335 MSE du 7 août 2014 portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel d'ouvrier(ère) de production horticole ornementale.

Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 147 PR du 8 mars 2016 relatif aux attributions du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;

Vu le code du travail et notamment son article LP. 6312-16 ;

Vu l'arrêté n° 900 CM du 13 juillet 2012 portant création du titre professionnel d'ouvrier(ère) de production horticole ornementale ;

Vu l'arrêté n° 7335 MSE du 7 août 2014 modifié portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel d'ouvrier(ère) de production horticole ornementale,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 7335 MSE du 7 août 2014 est complété comme suit :

- Mme Célestine Manea épouse Toa ;
- M. Angelo Toa ;
- M. Jean Lot ;
- Mme Tevaite Vernaudon.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2016.
Priscilla Tea FROGIER.

ARRETE n° 8017 MTS du 13 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 2112 MEF du 4 avril 2013 portant désignation des membres du jury pour la délivrance des titres professionnels de fabricant(e) de vêtements sur mesure et de couturier(ère) de prêt-à-porter.

Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 147 PR du 8 mars 2016 relatif aux attributions du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;

Vu le code du travail et notamment son article LP. 6312-16 ;

Vu l'arrêté n° 890 CM du 13 juillet 2012 portant création du titre professionnel de fabricant(e) de vêtements sur mesure ;

Vu l'arrêté n° 908 CM du 13 juillet 2012 portant création du titre professionnel de couturier(ère) de prêt-à-porter ;

Vu l'arrêté n° 2112 MEF du 4 avril 2013 modifié portant désignation des membres de jury pour la délivrance des titres professionnels de fabricant(e) de vêtements sur mesure et de couturier(ère) de prêt-à-porter,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 9832 MTS du 13 novembre 2014 est complété comme suit :

- Mme Hina Tupaia.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2016.
Priscilla Tea FROGIER.

ARRETE n° 8018 MTS du 13 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 7536 MSP du 25 septembre 2013 portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel d'agent d'hôtellerie.

Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 147 PR du 8 mars 2016 relatif aux attributions du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;

Vu le code du travail et notamment son article LP. 6312-16 ;

Vu l'arrêté n° 891 CM du 13 juillet 2012 portant création du titre professionnel d'agent d'hôtellerie ;

Vu l'arrêté n° 7536 MSP du 25 septembre 2013 modifié portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel d'agent d'hôtellerie,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 7536 MSP du 25 septembre 2013 susvisé est complété comme suit :

- Mme Emmanuelle Teste.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2016.
Priscilla Tea FROGIER.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

ARRETE n° 7953 MEE du 12 septembre 2016 portant composition du jury de la mention "basket-ball" du brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif.

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 321 CM du 19 mars 2015 portant création et organisation du brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté n° 227 CM du 3 mars 2016 portant création et organisation de la mention "basket-ball" du brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif ;

Vu l'agrément n° 1-2016 BPPES/PF délivré à l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française pour la mise en œuvre de la formation,

Arrête :

Article 1er.— La composition du jury de la mention "basket-ball" du brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif, chargé d'évaluer les candidats de la session de formation organisée en 2016-2017 à Tahiti par l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française, est fixée comme suit :

- le directeur de la jeunesse et des sports, ou son représentant, *président* du jury ;

Au titre de formateurs et cadres techniques :

- M. Kenji Calmes, agent de la direction de la jeunesse et des sports ;
- M. Fanauatea Gatien, agent de la direction de la jeunesse et des sports ;
- M. Gérard Dubois, chef de la mission d'aide et d'assistance technique jeunesse et sport de l'Etat en Polynésie française ;
- M. Olivier Dentrel, professeur de sport de la mission d'aide et d'assistance technique jeunesse et sport de l'Etat en Polynésie française.

Au titre de professionnels ou personnes qualifiées :

- Mme Brigitte Langomazino, titulaire du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1er degré, option basket-ball ;
- M. Pierre Villant, titulaire du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1er degré, option basket-ball ;
- M. Michel Tchan, titulaire du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1er degré, option basket-ball ;
- M. John Thunot, représentant de la Confédération des syndicats indépendants de la Polynésie.

Art. 2.— Conformément aux dispositions prévues par l'article 24 de l'arrêté n° 321 CM du 19 mars 2015 susvisé, sont nommés à titre d'experts, pouvant siéger au sein des commissions chargées de l'évaluation certificative des épreuves agréées, les personnes dont les noms suivent :

- Mme Sabine Tetuanui, titulaire du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 2e degré, option volley-ball ;
- Mme Larissa Mirot, titulaire du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive ;
- Mme Candice Graugnard, titulaire du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive ;
- M. Fabrice Baland, titulaire du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 septembre 2016.
Nicole SANQUER-FAREATA.

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'URBANISME,
ET DES TRANSPORTS INTÉRIEURS**

ARRETE n° 8019 MET du 13 septembre 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 1772 CM du 5 décembre 2008 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public routier, commune de Punaauia, au profit de M. Teva Fournier.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1134 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 578 CM du 9 mai 2016 autorisant le transfert à titre gratuit et en toute propriété au profit de l'établissement public "Tahiti Nui Aménagement et développement" des parcelles domaniales situées dans la zone Outumaoro, sises commune de Punaauia, d'une superficie totale de 369 344 mètres carrés, nécessaires au projet d'aménagement touristique Tahiti Mahana Beach ;

Considérant que par lettre du 17 mai 2016, M. Teva Fournier a sollicité le transfert de l'arrêté n° 1772 CM du 5 décembre 2016 au profit de M. Gérard Peyre ;

Considérant que par lettre n° 469-16 TNAD/CD-tm du 2 septembre 2016, l'établissement public "Tahiti Nui Aménagement et développement" a sollicité l'abrogation de l'arrêté n° 1772 CM du 5 décembre 2016 pour pouvoir passer une convention d'occupation du domaine de TNAD à M. Gérard Peyre,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 1772 CM du 5 décembre 2008 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public routier, attenant à la parcelle A du domaine Outumaoro, cadastrée section B n° 63, sise dans la commune de Punaauia, accordée au profit de M. Teva Fournier, est abrogé à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2016.

Albert SOLIA.

ARRETE n° 8045 MET du 13 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Kiam Marti.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 2674 PR du 25 août 2008 fixant le plan des services routiers sur l'île de Raiatea ;

Vu l'arrêté n° 446 PR du 21 juin 2016 nommant les représentants des professionnelles des îles Sous-le-Vent au sein du comité et des commissions prévues par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu le dossier de l'intéressée en date du 7 mai 2016 réceptionné à la CISL le 19 mai 2016 ;

Vu la lettre n° 2217 MET/DTT du 16 juin 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu le procès-verbal n° 1313 MET/CISL du 8 août 2016 donnant procuration du service du tourisme au tavana hau par intérim de la CISL et portant avis favorable du SDT ;

Vu le procès-verbal n° 1313 MET/CISL du 8 août 2016 de la réunion du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent du 21 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Raiatea à M. Kiam Marti.

Art. 2.— Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- *prestations proposées* : transfert de la clientèle des pensions jusqu'au départ des randonnées avec visites des sites touristiques ;
- *zone d'exploitation* : l'île de Raiatea ;
- *nombre de véhicules prévus et caractéristiques* : un véhicule de catégorie C (véhicules de catégorie M1 ou N1 conçus en tout-terrain et classifiés en catégorie G, destinés aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île).

Art. 3.— Une licence de transport touristique portant le n° 01C 01R, est délivrée à M. Kiam Marti.

Art. 4.— La directrice des transports terrestres et le tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2016.

Albert SOLIA.

ARRETE n° 8046 MET du 13 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahaa et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Vincent Ruahe.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 2676 PR du 25 août 2008 fixant le plan des services routiers sur l'île de Tahaa ;

Vu l'arrêté n° 446 PR du 21 juin 2016 nommant les représentants des professionnelles des îles Sous-le-Vent au sein du comité et des commissions prévues par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu le dossier de l'intéressé en date du 12 février 2016 réceptionné à la CISL le 12 février 2016 ;

Vu la lettre n° 767 MET/DTT du 2 mars 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu la lettre n° 496 MTF/SDT du 14 mars 2016 portant avis du service du tourisme ;

Vu le procès-verbal n° 1313 MET/CISL du 8 août 2016 de la réunion du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent du 21 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahaa à M. Vincent Ruahe.

Art. 2.— Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- *prestations proposées* : excursions en montagne et randonnées à l'intérieur de l'île ;
- *zone d'exploitation* : l'île de Tahaa ;
- *nombre de véhicules prévus et caractéristiques* : un véhicule de catégorie C (véhicules de catégorie M1 ou N1 conçus en tout-terrain et classifiés en catégorie G, destinés aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île).

Art. 3.— Une licence de transport touristique portant le n° 01C 02Ta, est délivrée à M. Vincent Ruahe.

Art. 4.— La directrice des transports terrestres et le tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 8047 MET du 13 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahaa et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Noé Plantier-Boissonnet.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 2676 PR du 25 août 2008 fixant le plan des services routiers sur l'île de Tahaa ;

Vu l'arrêté n° 446 PR du 21 juin 2016 nommant les représentants des professionnelles des îles Sous-le-Vent au sein du comité et des commissions prévues par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu le dossier de l'intéressé en date du 30 juin 2016 réceptionné à la CISL le 8 juillet 2016 et complété le 22 juillet 2016 ;

Vu la lettre n° 2495 MET/DTT du 19 juillet 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu le procès-verbal n° 1313 MET/CISL du 8 août 2016 donnant procuration du service du tourisme au tavana hau par intérim de la CISL et portant avis favorable du SDT ;

Vu le procès-verbal n° 1313 MET/CISL du 8 août 2016 de la réunion du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent du 21 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahaa à M. Noé Plantier-Boissonnet.

Art. 2.— Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- *prestations proposées* : excursions en montagne ethnobotanique de la luxuriante végétation et randonnées à l'intérieur de l'île ;
- *zone d'exploitation* : l'île de Tahaa ;
- *nombre de véhicules prévus et caractéristiques* : un véhicule de catégorie C (véhicules de catégorie M1 ou N1 conçus en tout-terrain et classifiés en catégorie G, destinés aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île).

Art. 3.— Une licence de transport touristique portant le n° 01C 03Ta, est délivrée à M. Noé Plantier-Boissonnet.

Art. 4.— L'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahaa de M. Alain Plantier visée à la section 3 de l'arrêté n° 566 CM du 28 avril 1989 est abrogé.

La section 3 - Plan des services occasionnels, île de Tahaa, de l'arrêté n° 566 CM du 28 avril 1989, est modifiée en conséquence.

Art. 5.— La directrice des transports terrestres et le tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 8048 MET du 13 septembre 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'entreprise RG Travaux.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'avis de la commune de Punaauia et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 9 mai 2016, reçue au GEGDP le 11 mai 2016, présentée par l'entreprise RG Travaux n° TAHITI 569608,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

1° L'entreprise RG Travaux n° TAHITI 569608, BP 51695, 98 716 Pirae, désigné ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire mille mètres cubes (500 m³) de tout-venant, dans le cadre du curage de l'embouchure de la rivière Punaruu, PK 14,500, commune de Punaauia, île de Tahiti.

2° Les matériaux sont destinés aux travaux de concassage et à la vente.

3° Les matériaux seront extraits à l'aide d'une pelle mécanique et transportés par les camions de l'entreprise ou de location.

4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi à jeudi, de 7 heures à 15 heures et le vendredi de 7 heures à 14 heures.

5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-138-107 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 mètre à 1 mètre, suivant les préconisations et les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement.

6° Le bénéficiaire s'engage à prendre les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :

- manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines.

7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.

8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction

autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.

9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.

10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques.

11° Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques, la redevance correspondant au cubage autorisé, soit la somme de *deux cent mille francs CFP* (500 m³ à 400 F CFP/m³ = 200 000 F CFP).

Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.

12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.

13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

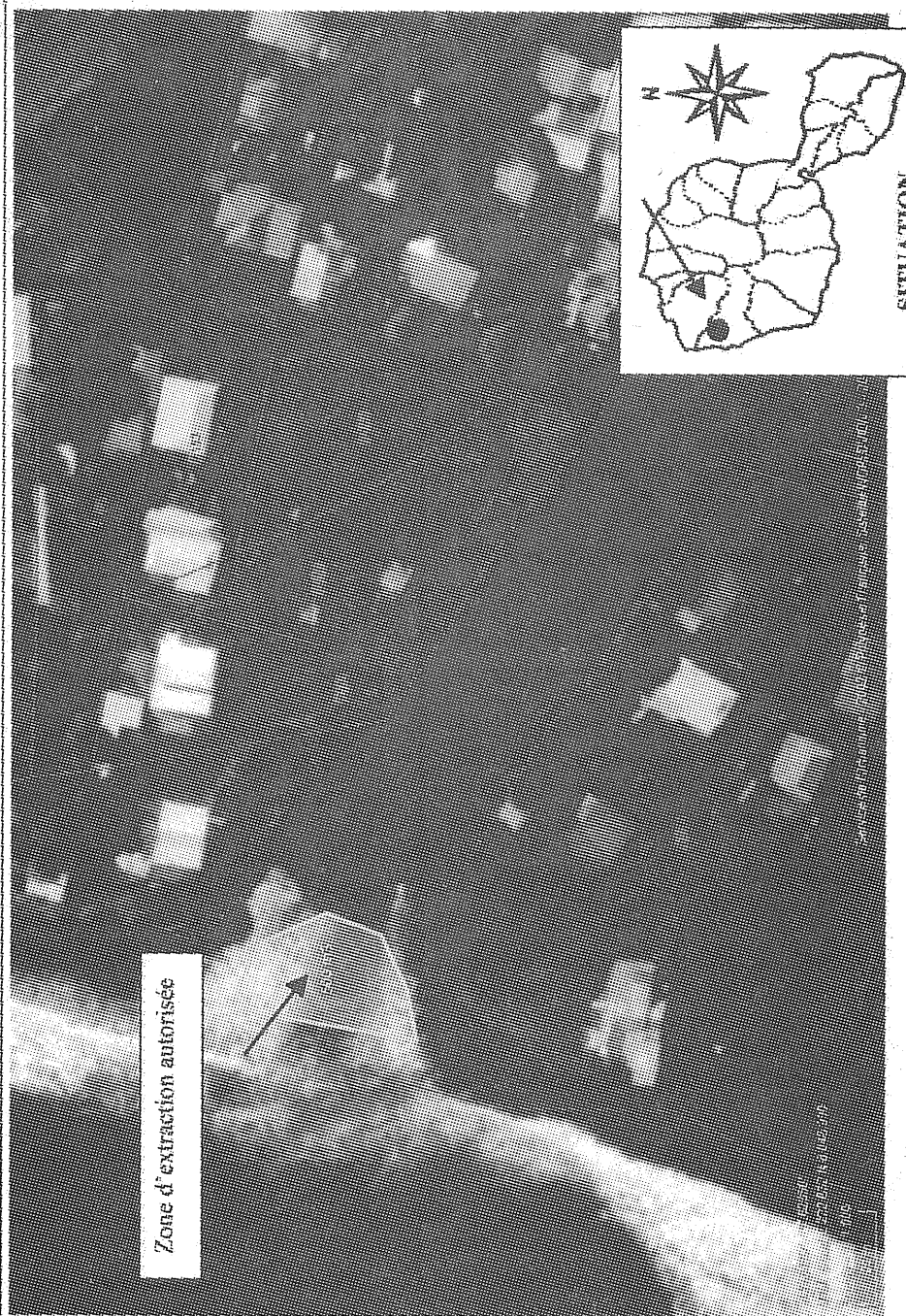
Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de cinq (5) jours. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2016.
Albert SOLIA.

SITE D'EXTRACTION



DIRECTION DE L'EQUIPEMENT

Groupeement d'Etudes et
de Gestion du Domaine Public
Tel. 40 48 54 77 - FAX 40 48 54 69
<http://www.equipedm.gov.fj>

ILE DE :
TAHITI

COMMUNE DE :
PUNAUAIA

LIEU :
EMBOUCHURE PUNARUU
PK 14,500

QUANTITE :
500 m³ de tout-venant

DEMANDE DE :
Entreprise R.G TRAVAUX
N° TAHITI : 569608

EN DATE DU :
09 MAI 2016

PLAN N°
2016-138/107 DEQ/GE GDP

DRESSE-LE :
24 mai 2016

DOSSIER N° 2016-186

ARRETE n° 8059 MET/DTT du 14 septembre 2016 portant remise en exploitation de la licence de taxi n° 1-014 de Mme Lise Kug Hue, sur l'île de Tahiti.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1421 CM du 16 octobre 2014 portant nomination de Mme Chantal Serra en qualité de directrice des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 9209 MET du 20 octobre 2014 modifié portant délégation de signature à Mme Chantal Serra, directrice des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi ;

Vu l'arrêté n° 47 MEE du 13 janvier 2009 portant transfert de la licence de taxi n° 1-014 délivrée à M. Marama Putarata pour la mise en exploitation d'un véhicule sur l'île de Tahiti et rattachée à l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi n° 014 TXT 01, au profit de Mme Lise Kug Hue épouse Putarata ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 31 août 2016,

Arrête :

Article 1er.— En application de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 susvisée et conformément à sa demande, Mme Lise Kug Hue est autorisée à remettre en exploitation sa licence de taxi n° 1-014 qui lui a été attribuée pour l'île de Tahiti, à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2.— L'arrêté n° 5427 MET/DTT du 5 juillet 2016 portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-014 de Mme Lise Kug Hue, est abrogé.

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

La directrice des transports terrestres,
Chantal SERRA.

ARRETE n° 8076 MET du 14 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Huahine et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Manava Matapo.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée, relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 2675 PR du 25 août 2008 fixant le plan des services routiers sur l'île de Huahine ;

Vu l'arrêté n° 446 PR du 21 juin 2016 nommant les représentants des professionnelles des îles Sous-le-Vent au sein du comité et des commissions prévues par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu le dossier de l'intéressée en date du 1er avril 2016 réceptionné à la CISL le 19 avril 2016 ;

Vu la lettre n° 1324 MET/DTT du 12 avril 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu la lettre n° 884 MTF/SDT du 10 mai 2016 portant avis du service du tourisme ;

Vu le procès-verbal n° 1313 MET/CISL du 8 août 2016 de la réunion du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent du 21 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Huahine à Mme Manava Matapo.

Art. 2.— Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : excursions en montagne et randonnées à l'intérieur de l'île ;
- zone d'exploitation : l'île de Huahine ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un véhicule de catégorie C (véhicules de catégorie M1 ou N1 conçus en tout-terrain et classifiés en catégorie G, destinés aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île).

Art. 3.— Une licence de transport touristique portant le n° 01C 02H, est délivrée à Mme Manava Matapo.

Art. 4.— La directrice des transports terrestres et le tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 8077 MET du 14 septembre 2016 portant autorisation d'empiètement d'une superficie d'environ 76,43 mètres carrés, sur la zone soumise à autorisation aux abords des ouvrages d'art sise à Haapiti, PK 27,400, commune de Moorea-Maiao, au profit de la société SCI DCCE Tahiti.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation des pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1917 du 14 octobre 2015 formulée par M. Jean-Marc Labaysse, gérant de la société SCI DCCE Tahiti,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de la société SCI DCCE Tahiti, un empiètement d'une superficie d'environ 76,43 mètres carrés, sur la partie de la servitude aux abords des ouvrages d'art définie à l'article 26 de la délibération n° 2004-34 du 12 février 2004, située sur la rive gauche en aval du ponceau construit au droit de la terre Tiahura, parcelle cadastrée RI, n° 162, sis à Haapiti, PK 27,400, commune de Moorea-Maiao, tel que le tout figure sur les plans de délimitation du domaine public n° 986-132-20-196 du 20 novembre 2014 et d'implantation modifié le 2 novembre 2015 à l'échelle 1/250e, joints au dossier.

Art. 2.— La servitude de curage n'est pas concernée par cet empiètement. Par conséquent, aucune construction, ni aucune clôture ne pourront être édifiées sur cette servitude.

Art. 3.— L'empiètement autorisé à l'article 1er est destiné à la rénovation du bâtiment de la réception et d'un bungalow.

Art. 4.— L'empiètement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers, la société SCI DCCE Tahiti doit solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 3 au service de l'urbanisme.

Art. 5.— La société SCI DCCE Tahiti s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiètement autorisé.

Art. 6.— La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 3 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés aux plans joints au dossier.

Art. 7.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 8083 MET du 14 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 76 MET du 31 janvier 2006 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Bora Bora (ISLV) et portant attribution de deux licences supplémentaires à la SARL Vavau 4x4 Adventures.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1129 CM du 14 décembre 2005 portant organisation du comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent, de la commission des licences supplémentaires et de la commission locale de discipline des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 446 PR du 21 juin 2016 nommant les représentants des professionnelles des îles Sous-le-Vent au sein du comité et des commissions prévues par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 76 MET du 31 janvier 2006 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Bora Bora (ISLV) et portant attribution de deux licences supplémentaires à la SARL Vavau 4x4 Adventures ;

Vu le dossier de l'intéressée en date du 8 février 2016 réceptionné à la CISL le 29 février 2016 ;

Vu la lettre n° 567 MTF/SDT du 22 mars 2016 portant avis du service du tourisme ;

Vu la lettre n° 1354 MET/DTT du 14 avril 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu le procès-verbal n° 1313 MET/CISL du 8 août 2016 de la réunion de la commission locale des licences supplémentaires des îles Sous-le-Vent du 21 juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'intitulé de l'arrêté n° 76 MET du 31 janvier 2006 modifié susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

“portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Bora Bora et portant attribution de huit licences de transport touristique à la SARL Vavau 4x4 Adventures.”

Art. 2.— L'article 1er de l'arrêté n° 76 MET du 31 janvier 2006 modifié susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

“Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Bora Bora à la SARL Vavau 4x4 Adventures.”

Art. 3.— L'article 2 de l'arrêté n° 76 MET du 31 janvier 2006 modifié susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

“Huit (8) licences de transport touristique portant les n° 01C 19B, n° 02C 19B, n° 03C 19B, n° 04C 19B, n° 05C 19B, n° 06C 19B, n° 07B 19B, et n° 08B 19B sont attribuées à la SARL Vavau 4x4 Adventures.”

Art. 4.— L'article 3 de l'arrêté n° 76 MET du 31 janvier 2006 modifié susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

“Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- *prestations proposées* : prise en charge de touristes à partir de leur hôtel et transport vers des points de desserte bien précis, tours 4x4 safari, transferts privés ;
- *point(s) de desserte* : tour de l'île, sites touristiques, excursions en montagne, centres commerciaux, restaurants 'Maikai' et 'Saint James' ;
- *zone d'exploitation* : île de Bora Bora ;
- *nombre de véhicule(s) prévu(s) et caractéristiques* :
 - a) Deux (2) véhicules de catégorie B : autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu) ;
 - b) Six (6) véhicules de catégorie C : véhicules de catégorie M1 ou N1 conçus en tout-terrain et classifiés en catégorie G, destinés aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île.”

Art. 5.— Les arrêtés n° 92 MET/STT du 3 février 2006, n° 5850 MDA du 19 août 2010, n° 5933 MDA/DTT du 25 août 2010 et n° 491 MET du 20 janvier 2015, sont abrogés.

Art. 6.— La directrice des transports terrestres et le tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.

Albert SOLIA.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE

ARRETE n° 8089 MSR du 14 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 1680 MSS du 6 mai 2011 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement “Roby Gaufre”.

Le ministre de la santé et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 209 PR du 25 mars 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé et de la recherche ;

Vu la délibération n° 77-116 du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 10 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1116 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 11 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1680 MSS du 6 mai 2011 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Roby Gaufre" ;

Vu l'avis favorable du Centre d'hygiène et de salubrité publique n° 2572 MSR/DSP/CHSP du 5 septembre 2016 ;

Vu la demande de l'intéressé,

Arrête :

Article 1er. — L'article premier de l'arrêté n° 1680 MSS du 6 mai 2011 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes : "M. Thierry Revelart est autorisé à ouvrir et exploiter l'établissement 'Roby Gaufre' sis au PK 30, côté mer, Papara, pour les catégories de produits et les natures d'activités suivantes :

- opération de cuisson, de refroidissement, de congélation et de conditionnement sous film ;
- production pour livraison à d'autres établissements en liaison froide :
 - de manière définitive : d'environ 1 000 paquets de 300 grammes de gaufres cuites congelées ;
 - de manière provisoire pour une durée de douze mois : d'environ 3 000 gaufrettes cuites réfrigérées."

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.
Pactrick HOWELL.

ARRETE n° 8090 MSR du 14 septembre 2016 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Rosalie et Fils", Apataki.

Le ministre de la santé et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 209 PR du 25 mars 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé et de la recherche ;

Vu la délibération n° 77-116 du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 10 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1116 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 11 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 3453 MSP du 1er juillet 2009 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Rosalie et Fils" ;

Vu les résultats d'analyse bactériologique enregistrés sous le n° 2634 au Centre d'hygiène et de salubrité publique ;

Vu l'avis favorable du Centre d'hygiène et de salubrité publique n° 2573 MSR/DSP/CHSP du 5 septembre 2016 ;

Vu la demande de l'intéressée,

Arrête :

Article 1er. — Mme Wendy Teroro Edwin est autorisée à ouvrir et exploiter, pour une durée de trente-six mois, l'établissement "Ets Rosalie et Fils" sis à Apataki, commune de Arutua, pour les catégories de produits et les natures d'activités suivantes :

- opérations de salage, de séchage, de découpe, de hachage et de conditionnement du poisson salé séché sous film ;
- production mensuelle pour livraison à d'autres établissements, d'environ 3 000 pots de poisson salé séché en cubes et en miettes, à température ambiante.

Art. 2. — L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Ets Rosalie et Fils" est enregistrée au Centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro C 0001. Ce numéro d'autorisation figure sur l'étiquetage de toute denrée préemballée produite par l'établissement, précédée de la mention "N° sanitaire :".

Art. 3.— Tout changement notable des locaux et toute modification de nature d'activité doivent faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 4.— L'autorisation est réputée définitive à l'issue de la période probatoire prévue par l'article 1er du présent arrêté, si elle n'a pas été refusée par décision motivée.

Art. 5.— Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'exploitation de l'établissement est interrompue pendant une période supérieure ou égale à 12 mois.

Art. 6.— En cas de changement d'exploitant, le présent arrêté cesse de produire son effet deux mois après la date de ce changement. Afin d'être autorisé à poursuivre son activité à l'expiration de ce délai, le nouvel exploitant est tenu de solliciter une nouvelle autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 7.— Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de cette autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 8.— L'arrêté n° 3453 MSP du 1er juillet 2009 portant autorisation définitive d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Rosalie et Fils", est abrogé.

Art. 9.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.
Patrick HOWELL.

ARRETE n° 8091 MSR du 14 septembre 2016 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Les Rêves de Lucie".

Le ministre de la santé et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 209 PR du 25 mars 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé et de la recherche ;

Vu la délibération n° 77-116 du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 10 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1116 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 11 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'avis favorable du Centre d'hygiène et de salubrité publique n° 2574 MSR/DSP/CHSP du 5 septembre 2016 ;

Vu la demande de l'intéressé,

Arrête :

Article 1er.— Mme Lucie Morais et M. Kaiva Flosse sont autorisés à ouvrir et exploiter, pour une durée de douze mois, l'établissement "Les Rêves de Lucie" sis à piazza Poerava, centre Vaima, Papeete, pour les catégories de produits et les natures d'activités suivantes :

- opérations de transformation de lait et d'ovoproduits, de cuisson, de congélation, de décongélation et de traitement de fruits et légumes bruts ;
- production quotidienne, pour livraison à d'autres établissements, d'environ 250 préparations alimentaires comprenant environ 100 pâtisseries réfrigérées à base de crème et environ 150 paquets des biscuits stables à température ambiante.

Art. 2.— L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Les Rêves de Lucie" est enregistrée au Centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro A 1835. Ce numéro d'autorisation figure sur l'étiquetage de toute denrée préemballée produite par l'établissement, précédée de la mention "N° sanitaire :".

Art. 3.— Tout changement notable des locaux et toute modification de nature d'activité doivent faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 4.— L'autorisation est réputée définitive à l'issue de la période probatoire prévue par l'article 1er du présent arrêté, si elle n'a pas été refusée par décision motivée.

Art. 5.— Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'exploitation de l'établissement est interrompue pendant une période supérieure ou égale à 12 mois.

Art. 6.— En cas de changement d'exploitant, le présent arrêté cesse de produire son effet deux mois après la date de ce changement. Afin d'être autorisé à poursuivre son activité à l'expiration de ce délai, le nouvel exploitant est tenu de solliciter une nouvelle autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 7.— Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de cette autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en

demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 8.— L'arrêté n° 554 MSR du 26 janvier 2016 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement "Les Rêves de Lucie" à Moorea, est abrogé.

Art. 9.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.
Patrick HOWELL.

**MINISTÈRE DE LA PROMOTION DES LANGUES,
DE LA CULTURE, DE LA COMMUNICATION
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

ARRETE n° 8037 MCE/ENV du 13 septembre 2016 autorisant la SCA Verdeen à installer et exploiter les équipements techniques d'un complexe d'aquaponie à Taïarapu-Est, établissement de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 2131 de la nomenclature des installations classées).

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'aménagement ;

Vu le code du travail ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 6224 MCE du 27 juillet 2016 portant délégation de signature à Mme Miri Tatarata, directrice de l'environnement ;

Vu la demande, enregistrée sous le n° 16-05 ENV/IC le 27 mai 2016, formulée par M. Félix Haget, responsable de projet de la SCA Verdeen ;

Vu l'avis de la direction de la défense et de la protection civile n° 1094 CAB/DDPC/hb du 14 juin 2016 ;

Vu l'avis favorable du maire de Taïarapu-Est enregistré sous le n° 1628 DIREN/AR du 3 mai 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission des installations classées émis en sa séance du 28 juin 2016,

Arrête :

Article 1er.— Sous réserve de la réglementation en vigueur et des dispositions du présent arrêté, la SCA Verdeen est autorisée à installer et exploiter les équipements techniques d'un complexe d'aquaponie, établissement de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 2131 de la nomenclature des installations classées), sur un terrain sis à Afaahiti, commune associée de Taïarapu-Est.

L'installation est située sur un terrain référencé comme suit :

Terre	Commune associée	Section	N° Parcelle	Superficie	Propriétaire
Domaine HIUPE	Taïarapu-Est/Afaahiti	EC	1	345 134 m ²	Mme Esther TAHUTINI-REI, veuve de M. Frédéric TETUAMANUHIRI, surnommée (Bailleur), Société Civile d'Exploitation Agricole Poly-Cultures (Preneur), SCA Verdeen (Sous-locataire)
		EH	3	690 858 m ²	

La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers ou autorisation d'occupation du domaine public.

TITRE Ier - Dispositions générales

Art. 2.— Au sens du présent arrêté, on entend par :

- *andain* : construction de déchets organiques en vue du compostage ;
- *compostage* : procédé biologique aérobie contrôlé comportant habituellement une phase de montée en température, qui permet l'hygiénisation et la stabilisation par dégradation/réorganisation de la matière organique, et conduit à l'obtention d'un compost utilisable comme amendement ou engrais organique ;
- *lot* : quantité de compost identifiée comme présentant des paramètres de production identiques ;
- *boues* : produits issus de l'exploitation et l'entretien des bassins de l'installation ;
- *chapelle* : unité de base d'une serre dont plusieurs peuvent être mises côte à côte ;
- *effluents liquides* : rejets liquides issus des processus de l'installation et devant faire l'objet d'un traitement ;
- *bruit ambiant* : bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné. Il est composé de l'ensemble des bruits émis par toutes les sources, proches et éloignées ;

- *bruit particulier* : composante du bruit ambiant qui peut être identifiée spécifiquement et que l'on désire distinguer du bruit ambiant, notamment parce qu'il est l'objet d'une requête. Ce peut être, par exemple, un bruit dont la production ou la transmission est inhabituelle dans une zone résidentielle ;
- *bruit résiduel* : bruit ambiant en l'absence du (des) bruit(s) particulier(s) objet(s) de la requête considérée.
- *émergence* : différence entre le niveau de bruit ambiant et le niveau de bruit résiduel ;
- *niveau global équivalent (Leq)* : niveau de pression acoustique pondéré A moyen sur une durée d'observation ;
- *niveau acoustique fractile ou indice fractile (L 50)* : niveau de pression acoustique pondéré A qui est dépassé pendant 50 % de l'intervalle de temps considéré.

Art. 3. — Conformité de l'installation

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Sous réserve de la réglementation en vigueur, toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation ou de son mode d'utilisation, font l'objet d'une déclaration à la direction de l'environnement avant réalisation.

Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 4. — Contrôle de l'installation

L'installation est soumise à des contrôles périodiques et aléatoires décidés par l'inspection des installations classées dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation avec les prescriptions fixées par la réglementation en vigueur et les dispositions du présent arrêté.

A ce titre, l'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- le présent arrêté d'autorisation et les éventuels arrêtés complémentaires ;
- un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages ;
- le registre des consignes de sécurité et d'exploitation applicables à l'installation ;
- les justificatifs de traitement des déchets ultimes produits par l'installation.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses, soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

L'exploitant doit en outre procéder à l'affichage de l'extrait de son arrêté d'autorisation tel que prévu par l'article A. 221-28 du code de l'environnement.

Art. 5. — Obligation de déclaration de l'exploitant

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 3 du présent arrêté, l'exploitant est également soumis à une obligation de déclaration en cas d'accident, de changement d'exploitant ou de cessation d'activité.

Art. 6. — Implantation et aménagement de l'installation

L'installation se compose de :

- une plate-forme d'élevage de poissons ;
- un local d'oxygénation ;
- une plate-forme de production de fruits et légumes comprenant 12 serres tri-chapelles, 4 serres bi-chapelles, 1 serre pépinière, des cultures au sol et 2 stations de ferti-irrigation ;
- un bâtiment technique constitué par les hangars de stockage, deux chambres froides, les locaux des employés et le local groupe ;
- une plate-forme de compostage ;
- plusieurs cuves de stockage et relevage des eaux pour l'alimentation en eau de l'installation :
 - un réservoir principal de 3 000 mètres cubes alimenté par les eaux pluviales qui approvisionne, entre autres, un réservoir de 530 mètres cubes (réserve incendie) et un réservoir de 200 mètres cubes (réserve d'appoint) ;
 - un réservoir de recirculation de 80 mètres cubes.

Le stockage d'eau est réalisé de façon à ne pas constituer une source d'insalubrité (lutte contre l'apparition du nuisibles).

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence (peintures, plantations, engazonnement...).

Outre les dispositions prévues par le code de l'environnement et le présent arrêté, l'implantation, la construction et l'aménagement de l'installation se font dans le respect de la réglementation en vigueur et en particulier les dispositions du code de l'aménagement et du code de travail.

Art. 7. — Exploitation et entretien de l'installation

La surveillance de l'exploitation de l'installation est organisée par l'exploitant. En dehors des heures

d'exploitation, une surveillance de l'installation par gardiennage est mise en place en permanence, notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours et leur permettre l'accès au site.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre à l'intérieur des installations pendant les heures d'ouverture et ne peuvent y accéder en dehors de ces heures.

L'exploitant doit s'assurer de la mise en œuvre de dispositions visant à éviter l'introduction, le développement et la dissémination d'agents pathogènes.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites et disposés dans les zones concernées. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel de l'exploitation, notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site en cas de sinistre.

Art. 8. — *Stockage des produits chimiques*

La répartition des produits stockés et utilisés au sein de l'installation se fait de la manière suivante :

- local d'oxygénation : peroxyde d'hydrogène ;
- stations de ferti-irrigation : acide nitrique, engrais, produits phytosanitaires ;
- bâtiment technique : hypochlorite de sodium.

Les produits sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Les produits incompatibles entre eux sont stockés séparément.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus

accidentellement. Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur.

Les matières recueillies sont recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Des douches de sécurité et des rince-œil sont à la disposition du personnel en cas d'éclaboussures de produits chimiques.

Art. 9. — *Gestion des déchets ultimes de l'installation*

Toutes les dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets ultimes produites, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les déchets ultimes sont traités dans les conditions prévues par le code de l'environnement.

Les déchets ultimes produits par l'installation sont stockés dans les conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs,...) jusqu'à leur traitement.

En outre, les déchets ultimes non dangereux stockés sur le site avant traitement sont disposés dans un local aménagé à cet effet comprenant un robinet et un siphon relié à un système d'assainissement individuel. Les déchets ultimes dangereux sont traités sans délai par une installation dûment autorisée et agréée à cet effet. L'exploitant est en mesure de justifier le traitement des déchets ultimes produits par son installation. Il conserve les documents justificatifs pendant trois ans.

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

Art. 10. — *Gestion des effluents liquides*

Les eaux usées assimilées comme domestiques sont collectées, dirigées et traitées par un dispositif d'assainissement individuel.

Les eaux de pluie provenant des toitures sont collectées et soit stockées dans le réservoir prévu à cet effet en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées sans stagnation vers le milieu naturel, sans préjudice pour l'environnement.

Art. 11. — *Protection incendie*

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout départ d'incendie, notamment par la mise en place des équipements suivants :

Dans le bâtiment technique :

- 1 extincteur ABC de 9 kilogrammes ;
- 2 extincteurs CO2 de 2 kilogrammes ;
- 2 extincteurs eau avec additif de 6 litres ;
- alarme de type 4.

Dans le local gardien, le local poubelle, les stations de ferti-irrigation :

- extincteurs en nombre suffisant et en fonction des risques.

Les équipements sont en outre défendus par :

- une alarme de catégorie 4 ;
- un poteau incendie normalisé ;
- une réserve d'eau de 530 mètres cubes munie d'un raccord pompier ;
- de la terre en quantité suffisante.

Un plan ETARE est réalisé par l'exploitant avec les pompiers de la commune concernée.

Art. 12. — *Gestion des émissions sonores*

Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété est conforme aux valeurs suivantes :

Zone : Résidentielle, rurale ou suburbaine avec faible circulation de trafic terrestre ou aérien.

Jour ouvrables (7 heures à 20 heures) : 50.

Nuit (tous les jours : 20 heures à 7 heures) : 40.

Les mesures de bruit sont réalisées conformément à la méthode dite "de contrôle" de la norme NFS 31-010.

L'émergence est calculée à partir du niveau global équivalent. Néanmoins, il sera également déterminé le niveau acoustique fractile L 50. Si, pour la mesure du bruit résiduaire, la différence entre le Leq et le L 50 est supérieure à 5 dB (A), on utilise alors comme indicateur d'émergence la différence entre les indices fractiles L 50 calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel.

L'émergence tolérée au niveau des tiers est :

- de 5 dB (A) le jour (de 7 heures à 20 heures) ;
- de 3 dB (A) la nuit (de 20 heures à 7 heures), le dimanche et les jours fériés.

Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements où la gêne est ressentie, en tenant compte de l'utilisation normale ou habituelle des lieux.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

Art. 13. — *Remise en état et réhabilitation*

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant le notifie à la direction de l'environnement.

Il remet en état le site tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- les installations sont démontées ;
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;

- les réservoirs et les canalisations de liquides susceptibles de polluer les eaux sont vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne des contenants et possède à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

TITRE II - *Prescriptions spécifiques à la plate-forme d'élevage de tilapias*

Art. 14. — *Espèce de poisson élevée au sein de l'installation*

L'unique espèce de poisson élevée au sein de l'installation est le *tilapia*.

La présente autorisation ne vaut pas autorisation d'importation de spécimens vivants de *tilapia* ou d'aliments pour poisson.

Art. 15. — *Alimentation en eau*

Le réservoir principal d'eau de 3 000 mètres cubes alimente le circuit hydraulique de l'installation *via* les stations de ferti-irrigation.

Ce réservoir est équipé d'une double membrane étanche et permet de protéger l'eau contre la lumière du soleil, l'air et les nuisibles.

L'eau revenant des serres est tamisée (tamis rotatif) puis filtrée (biofiltres à lit fluidisé) avant de parvenir à la plate-forme d'élevage de *tilapias*.

Les boues récupérées sont stockées dans une cuve étanche dite de minéralisation avant traitement dans la plate-forme de compostage.

Art. 16. — *Entretien des bassins*

La plate-forme d'élevage de *tilapias* est conçue de manière à éviter la sédimentation des matières en suspension des bassins.

Néanmoins, dans le cas contraire, les boues récupérées sont mises dans un contenant étanche en attendant leur traitement dans la plate-forme de compostage.

Dans le cas où les bassins de la plate-forme sont vidés, nettoyés et désinfectés, ces opérations ne doivent pas avoir de conséquences nuisibles pour l'environnement et notamment une ressource en eau périphérique.

Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative. Ils sont préparés pour du compostage avec des déchets verts produits sur site au sein de la plate-forme de compostage.

Art. 17.— *Conservation des poissons destinés à la vente*

Les poissons destinés à la vente sont préparés sans éviscération et conservés dans une chambre froide de 49 mètres cubes aménagée et dédiée à cet effet avant évacuation vers les lieux de vente.

TITRE III - *Prescriptions spécifiques à la plate-forme de compostage*

Art. 18.— *Aménagement de la plate-forme de compostage*

La plate-forme de compostage est éloignée de toute zone de captage d'eau destinée à la consommation humaine et de toute habitation afin de prévenir tout désagrément.

Elle est en outre située :

- à 8 mètres au moins des limites de propriété de l'installation ;
- à 35 mètres au moins des puits ou forages extérieurs au site, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires, à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques, ou aux opérations de pisciculture ;
- à 50 mètres au moins des habitations ou des établissements recevant du public, sauf ceux en lien avec l'installation.

La dalle de la plate-forme est étanche et en pente de 5 % pour permettre de récolter le jus d'arrosage ou jus de compost *via* un caniveau grillagé.

La plate-forme se divise en :

- une aire de stockage et de préparation des matières entrantes ;
- une aire de fermentation ;
- une aire de maturation ;
- une aire d'affinage/criblage/formulation du compost ;
- une aire de stockage du compost avant épandage.

Art. 19.— *Déchets admissibles*

Les déchets admissibles sont limités aux déchets biodégradables non contaminés par des substances dangereuses et produits au sein de l'installation :

- déchets verts issus de l'entretien des espaces verts du site ;
- pertes des cultures et de l'élevage (invendus, plantes et poissons morts....) ;
- matériels biodégradables utilisés au sein de l'installation ;
- déchets organiques produits par les employés.

Toute admission envisagée par l'exploitant de matière à composter d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans la demande d'autorisation est interdite.

Art. 20.— *Exploitation et entretien*

L'exploitant effectue un broyage des déchets verts en prévision de leur compostage.

Dans le cas où une entreprise extérieure effectue cette prestation, l'exploitant s'assure que les équipements utilisés ne sont pas contaminés par un éventuel nuisible pouvant porter atteinte à la qualité du compost ou encore l'environnement de l'installation et ses alentours.

L'exploitant effectue un mélange homogène comprenant tous les déchets admissibles. Il est fixé un ratio massique de 75 % de déchets verts pour un apport de 25 % de déchets organiques.

L'aire de fermentation accueille les déchets suffisamment conditionnés et disposés en andains. Les déchets sont maintenus dans des conditions propres à garantir l'hygiénisation (montée en température jusqu'à 70 °C sur 3 jours) sur l'ensemble de chaque andain. Un éventuel contrôle de la température peut être effectué. La durée minimale de fermentation est fixée à deux mois.

L'aire de maturation du compost permet des conditions propres à garantir une stabilisation (barrière physique de protection du compost). La durée minimale de maturation est fixée à quatre mois.

Les conditions et les moyens de contrôle permettent d'éviter l'apparition de conditions anaérobies sur l'ensemble de la plate-forme et une organisation des andains en fonction de leur maturité.

Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit.

Art. 21.— *Gestion du jus de compost*

Le jus de compost est dirigé vers un premier bassin tampon étanche muni d'un circuit hydraulique permettant l'arrosage des déchets en phase de fermentation.

L'excédent de jus de compost sera renvoyé vers l'environnement *via* un puits d'infiltration.

Art. 22.— *Valorisation du compost*

Le compost fini est entreposé par lots afin d'en assurer la traçabilité. Il est destiné uniquement à être épandu au niveau des cultures au sol sur site. Une analyse de la valeur agronomique du compost est effectuée annuellement par un organisme agréé et conformément à la norme NF U 44-051.

Les refus de compostage sont éliminés comme des déchets ultimes.

Art. 23.— La directrice de l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

La directrice de l'environnement,
Miri TATARATA.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS-LE-VENT POUR LA PERIODE DU 22 AU 26 AOUT 2016

COMMUNE DE BORA BORA

22 août 2016

N° 16-245-3 MET.AU.ISLV, Georgina Tama, parcelle de la terre Rauuru 1, lot A, côté mer, cadastrée n° 18, section AK, sise à Nunue, remblai.

25 août 2016

N° 16-254-3 MET.AU.ISLV, Gustine Tehaamana, parcelle de la terre Vaimau ou Vaimou, cadastrée n° 29, section CT, sise à Faanui, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TAHAA

25 août 2016

N° 16-250-3 MET.AU.ISLV, Tiare Bonnette, parcelle de la terre Haarimamaha, parcelle dépendante des lots A et B, cadastrée n° 5, section BP, sise à Faaaha, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-252-3, Laurent Tuera, parcelle de la terre Upomau 2, Ouest, lot 2, parcelle D, cadastrée n° 55, section PE, sise à Iripau, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE TAPUTAPUATEA

23 août 2016

N° 16-91-5 MET.AU.ISLV, Maiti Brothers, parcelle du domaine A. Brothers, parcelle C, lot 7, cadastrée n° 249, section MS, sise à Avera, construction d'une maison d'habitation OPH.

25 août 2016

N° 16-273-3 MET.AU.ISLV, Adrien et Mere Teihotaata, parcelle de la terre Fareatai, parcelle cadastrée n° 6, section ON, sise à Opoa, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE TUMARAA

23 août 2016

N° 14-230-3 MET.AU.ISLV, Alfred Tetuanui, parcelle de la terre Mamaru dite Maraeneneva, cadastrée n° 4, section YC, sise à Vaiaau, modification des plans apportée au projet de construction d'un fare OPH F4 en F3 ;

N° 15-99-2 (avenant), Ioane Pahio, parcelle de la terre Taipari, lot C, du lot 5, cadastrée n° 5, section CZ, sise à Vaiaau, modification des plans apportée au projet de construction d'un fare OPH F4 en F3.

24 août 2016

N° 14-302-7 MET.AU.ISLV (avenant), Thierry Lison de Loma pour le compte de la SARL La Serena, parcelle des terres Tevaihuaru-Temati-Vaitauau, cadastrée n° 58, section BH, sise à Tevaitoa, modification des plans apportée au projet de construction de la villa La Serena.

25 août 2016

N° 16-267-3 MET.AU.ISLV, Lucien Utia, parcelle de la terre Hanuatai 2, partie cadastrée n° 45, section BV, sise à Tehurui, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE UTUROA

25 août 2016

N° 16-224-3 MET.AU.ISLV, Maeva Tchan, parcelle de la terre Ofaiputuputu-Tepouotemaire-Motu Tapu dite Mihirau, cadastrée n° 125, section AK, construction d'une maison d'habitation.

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES MARQUISES POUR LA PERIODE DU 22 AU 31 AOUT 2016

COMMUNE DE HIVA OA

25 août 2016

N° 16-72-1 MET.AU.MAR, Bélinda Scallamera, parcelle de la terre Makemake, cadastrée n° 1480, section A, sise à Atuona, construction d'une maison d'habitation OPH F4.

30 août 2016

N° 16-73-1 MET.AU.MAR, Jean-Paul Lecaill, directeur de la direction de l'équipement, parcelle de la terre domaine l'Herbier, cadastrée n° 1674, section A, sise à Atuona, terrassement d'une route d'accès et d'une plate-forme de l'aérodrome de Hiva Oa.

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES SOUS-LE-VENT
POUR LA PERIODE DU 29 AU 31 AOUT 2016**

COMMUNE DE BORA BORA

30 août 2016

N° 16-283-3 MET.AU.ISLV, David Chauvin, architecte, pour le compte de la commune de Bora Bora, parcelles de la terre Vaioapu dite Tefaraviro, cadastrées n° 25, n° 26 et n° 27, section AM, sise à Nunue, construction d'un atelier municipal de Povai.

COMMUNE DE HUAHINE

29 août 2016

N° 16-217-4 MET.AU.ISLV, Loïc Gobillot, parcelle de la terre Vaihihio, cadastrée n° 14, section HN, sise à Haapu, construction d'une maison d'habitation.

30 août 2016

N° 16-231-4 MET.AU.ISLV, Jérôme Colombani, parcelle de la terre Tahuarure dite Tiare, lot 2, côté montagne, cadastrée n° 53, section DE, sise à Fare, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MAUPITI

30 août 2016

N° 15-368-5 MET.AU.ISLV, commune de Maupiti, remblais cadastrés n° 46 et n° 51, section AB, reconstruction de l'école élémentaire de Maupiti.

COMMUNE DE TAHAA

29 août 2016

N° 16-285-3 MET.AU.ISLV, commune de Tahaa, parcelle des terres Ahutere et Ropiu, parcelle B, cadastrée n° 56, section PB, sise à Iripau, construction d'une clôture.

COMMUNE DE TAPUTAPUATEA

29 août 2016

N° 13-192-4 MET.AU.ISLV (avenant), Eva Mina Léon-Paul, parcelle de la terre Aiviiia-Rahi 3, cadastrée n° 9, section MN, sise à Avera, modification des plans apportée au projet de construction d'un fare OPH F5.

COMMUNE DE UTUROA

31 août 2016

N° 16-178-3 MET.AU.ISLV, Malone Maite Roihau, parcelle de la terre Tefarerii 2, cadastrée n° 13, section AL, construction d'une maison d'habitation OPH.

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES DU VENT
(TAIARAPU-EST, TAIARAPU-OUEST ET TEVA I UTA)
POUR LE MOIS D'AOUT 2016**

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

17 août 2016

N° 16-226-3 MET.AU.TRP, Teriihare Ropati, parcelle cadastrée n° 46, section DK, terre Atihiva, parcelle 37 E7 du lot 37E, à Afaahiti, PK 3,100, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH F4 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-241-3, Sylvia Jamet épouse Oliver, parcelles cadastrées n° 100 et n° 101, section AB, terre domaine de Faaone, lot 1 ancien partage, et lot 2 nouveau partage, lot H et lot G, Mamaororoa partie à Faaone, PK 52,500, côté mer, construction d'une clôture.

18 août 2016

N° 14-177-2 MET.AU.TRP, Cédric Weiss, parcelle cadastrée n° 34, section AD, terre Teurua-Atitupua-Tearenaonao, lot 10 de la parcelle A à Tautira, PK 14,600, côté montagne, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH ;

N° 14-215-2, Yoran Tihoni et Zélée Mairai-Bellais, parcelle cadastrée n° 76, section AA, terre domaine Vaitarua, à Afaahiti, PK 56,600, côté montagne, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH F3 en bois avec terrasse couverte.

19 août 2016

N° 16-217-3, Gwladys Kaimuko, parcelle cadastrée n° 99, section H, terre Tematatahoa, lot A, à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation OPH de type F4 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-219-3, Tihoni Temahahe, parcelle cadastrée n° 19, section AN, terre lotissement Afaahiti, lot 14, parcelle J, à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte.

23 août 2016

N° 16-228-3 MET.AU.TRP, Tevahine Teuira, parcelle cadastrée n° 68, section DB, terre Papaurua, lot D à Tautira, PK 16,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-230-3, Maima Malardé épouse Lin Sin, parcelle cadastrée n° 42, section AN, terre lotissement Afaahiti, lot 14, parcelle A bis à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation OPH de type F4 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-232-3, Mataireanui Teuru, parcelle cadastrée n° 19, section AV, terre Atiuma 2, à Tautira, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte.

24 août 2016

N° 14-270-2 MET.AU.TRP, Heilani Amaru, parcelle cadastrée n° 18, section AO, terre Teiriiri, lot 1 à Faaone, PK 47, côté mer, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte.

25 août 2016

N° 16-182-4 MET.AU.TR.P, Justine Garbutt, parcelle cadastrée n° 120, section BK, terre Parurumehau, à Afaahiti, PK 5,700, côté montagne, construction d'une maison d'habitation de type F3 ;

N° 16-190-4, Ralph Matchau, parcelle cadastrée n° 71, section AE, terre Auehi, lot 7, à Tautira, PK 15,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F4 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-225-3, Anne-Marie Poirot, parcelle cadastrée n° 58, section CN, terre Teruamapua, lot A partie, à Pueu, PK 11,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F5 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-227-3, Victor Harehoe et Victorine Aumeran, parcelle cadastrée n° 274, section AV, terre succession Pomare V, 17e lot, à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation de type F5 avec terrasse couverte, un garage et un studio ;

N° 16-229-3, Moana Teuru, parcelle cadastrée n° 19, section AV, terre Atiuma 2, à Tautira, construction d'une maison d'habitation de type F5 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-231-3, Teuraheimata Teuira, parcelle cadastrée n° 68, section DB, terre Papaurua, lot D, à Tautira, PK 16,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-238-3, Henry Piritua, parcelle cadastrée n° 195, section AE, terre Tematahoa, lot 19 des lots 11 et 21, lot 3 Tematahoa, à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation OPH de type F5 en bois avec terrasse couverte.

29 août 2016

N° 14-241-2 MET.AU.TR.P, Mohea Tauira, parcelle cadastrée n° 85, section AZ, terre Vaimeamea, à Afaahiti, PK 1,300, côté montagne, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-167-4, service du développement rural, parcelles cadastrées n° 2, n° 3 et n° 4, section EZ, terres Haupea et plateau, à Afaahiti, terrassement pour la rénovation de la retenue d'eau Temaaroa ;

N° 16-189-4, Benoît Choleau, parcelle cadastrée n° 83, section DH, terre parcelle de terre dépendant des lots B1 et B2 provenant du partage de la parcelle B du lot n° 5 de la terre Tutoia, à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation R + 1 de type F3.

30 août 2016

N° 16-39-3 MET.AU.TR.P, Eglise protestante Maohi, parcelles cadastrées n° 16, n° 17 et n° 18, section AO, terres Paparoa partie, à Afaahiti, réhabilitation du bâtiment B de l'ancien internat protestant de Taravao, comprenant des salles de cours et des bureaux.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

11 août 2016

N° 14-137-2 MET.AU.TR.P, Ioane Tautoo, parcelle cadastrée n° 31, section AB, terre propriété Stephen-Ipeva-Vivish, lot 4, parcelle C1 partie, à Toahotu, PK 2,500, côté montagne, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH ;

N° 14-140-3, Léontine Bernardino, parcelle cadastrée n° 66, section AA, terre lotissement Ada 2, lot D8, à Toahotu, PK 2,500, côté mer, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH F3 en bois avec terrasse ;

N° 14-189-2, Elma Rere Virau, parcelle cadastrée n° 272, section AH, terre Poriro-Teaoa-Vaitohora, à Toahotu, PK 4, côté montagne, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH F3 en bois avec terrasse ;

N° 14-303-2, Vaea Teavai, parcelle cadastrée n° 150, section AB, terre propriété Hinano-Vivish, lot B5, à Toahotu, PK 2,800, côté montagne, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH F3 en bois avec terrasse.

17 août 2017

N° 16-216-3 MET.AU.TR.P, Rootama Pua, parcelle cadastrée n° 9, section AL, terre Teuru partie, à Toahotu, PK 4,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F5 en bois avec terrasse couverte.

18 août 2016

N° 16-201-3 MET.AU.TR.P, Jean-Paul Harehoe, parcelle cadastrée n° 12, section BL, terre Farimata, lot 1 partie, à Vairao, PK 12,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation OPH de type F4 en bois avec terrasse couverte.

19 août 2016

N° 16-205-3 MET.AU.TR.P, Arlette Tetuaroa veuve Tetumu, parcelle cadastrée n° 32, section BK, terre Ninauea 1, lot 1, à Vairao, PK 11,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F5 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-207-3, César Maamaatuaiahutapu, parcelle cadastrée n° 116, section CB, terre Arahouhou partie, à Teahupoo, PK 15,700, côté mer, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-209-3, Heipua Haamarere épouse Mahuta, parcelle cadastrée n° 20, section AC, terre propriété Edith-Vivish, lot 3, à Toahotu, PK 2,800, côté mer, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte.

23 août 2016

N° 16-224-3 MET.AU.TR.P, Flavia Perry, parcelle cadastrée n° 33, section AH, terres Poriro-Teaoa-Vaitohora-Raipua-Atitetaahi et Teiriiri surplus, parcelle I partie, à Toahotu, PK 4,300, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte.

24 août 2016

N° 14-165-2 MET.AU.TR.P, James Rai, parcelle cadastrée n° 82, section KA, terre plateau Tepuna, vallée Tetaupe (partie) et terres Titi-Teauroa-Arautaata et Tuatini-Nateaa-Tataramoa (partie), lot 3, à Toahotu, PK 4,900, côté montagne, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH de type F5 en bois avec terrasse couverte.

25 août 2016

N° 14-260-2 MET.AU.TR.P, Teavaina Ng-Pao, parcelle cadastrée n° 26, section CH, terre domaine Parker, lot 7 du lot 3, à Teahupoo, PK 18, côté montagne, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH.

26 août 2016

N° 14-205-2 MET.AU.TRP, Adelaïde Ah-Mi épouse Teururai, parcelle cadastrée n° 3, section HM, terre domaine de Vairao, lot 5 du lot 2A, à Toahotu, PK 4,900, côté montagne, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH de type F5 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-247-3, Teheiarri Lehartel, parcelle cadastrée n° 9, section BB, terre Nuuroa partie, à Vairao, PK 8,600, côté mer, construction d'un mur de clôture.

29 août 2016

N° 16-239-3 MET.AU.TRP, Eugénie Maroonui veuve Marahiti, parcelle cadastrée n° 14, section CM, terre Atimaui, à Teahupoo, construction d'une maison d'habitation OPH de type F5 en bois avec terrasse couverte.

COMMUNE DE TEVA I UTA

11 août 2016

N° 14-209-2 MET.AU.TRP, Aminata Maeva Teriitahi, parcelle cadastrée n° 48, section BP, terre Teurutia 1, à Papeari, PK 54, côté mer, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH de type F5 en bois avec terrasse.

16 août 2016

N° 14-197-2 MET.AU.TRP, Ismaël Roura, parcelle cadastrée n° 109, section DH, terre Vaiteatea, à Papeari, PK 51,900, côté montagne, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH de type F4 en bois avec terrasse.

17 août 2016

N° 16-214-3 MET.AU.TRP, Tiaipoi Terorotua, parcelle cadastrée n° 65, section BH, terre Paiatea, à Papeari, PK 51,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte.

19 août 2016

N° 16-211-3 MET.AU.TRP, Heiarii Bernardino, parcelle cadastrée n° 102, section BH, terre Tetapehiami 1 lot B du lot 5, à Papeari, PK 52,100, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-213-3, René Terorotua, parcelle cadastrée n° 36, section BM, terre Teurupareva-Manini, lot 8 ou parcelle A Arue et Temaru, à Papeari, PK 53,300, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-215-3, Lailani Mooraa épouse Toi, parcelle cadastrée n° 21, section BX, terre Teihapaa ou Teihiapa, à Papeari, PK 54,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F5 en bois avec terrasse couverte.

22 août 2016

N° 14-244-2 MET.AU.TRP, Mirabelle Ioane, parcelle cadastrée n° 31, section AX, terre domaine Vaihiria, lot 2, parcelle 1, lot B, parcelle A, à Mataiea, PK 48,200, côté montagne, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse ;

N° 16-210-3, Vanina Harua, parcelle cadastrée n° 319, section AM, terre propriété Georges-Snow, à Mataiea, PK 45,600, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F4 en bois avec terrasse couverte ;

N° 16-212-3, Laurette Pautu veuve Teakura, parcelle cadastrée n° 78, section BE, terre Nohohaura 3, à Papeari, PK 51,900, côté mer, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte.

23 août 2016

N° 16-154-4 MET.AU.TRP, Jessé Gilmore, parcelle cadastrée n° 9, section AZ, terre Tetututoohiti ou Tuteurutoohi parcelle, à Mataiea, PK 48,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation de type F3 en dur ;

N° 16-234-3, Pehaina Itaita, parcelle cadastrée n° 97, section BI, terre Rauvaru 2 et 4, parcelle B de la parcelle D, à Papeari, PK 52,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation de type F3.

24 août 2016

N° 14-164-2 MET.AU.TRP, Fabiola Teave, parcelle cadastrée n° 84, section AT, terre Vaihonu-Hiemoo-Puunonora, lot C, à Mataiea, PK 47,400, côté montagne, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH de type F4 en bois avec terrasse couverte ;

N° 14-194-2, Christelle Barbos, parcelle cadastrée n° 17, section BM, terre Teurupareva 1, à Papeari, PK 53, côté montagne, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH de type F4 en bois avec terrasse couverte ;

N° 14-243-2, Tehani Haumani épouse Mariteragi, parcelle cadastrée n° 55, section BS, terre Tehuheroa ou Tenuheroa, à Papeari, PK 54,200, côté montagne, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH de type F4 en bois avec terrasse couverte.

25 août 2016

N° 16-235-3 MET.AU.TRP, Christine Huna épouse Tinorua, parcelle cadastrée n° 7, section AM, terre Tefamarua, parcelle 3B partie, à Mataiea, PK 45,200, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte.

29 août 2016

N° 14-208-2 MET.AU.TRP, Heiporo Fareea épouse Amau, parcelle cadastrée n° 71, section BS, terre Tetahua 1, à Papeari, PK 54,500, côté montagne, prorogation du permis de construire d'une maison d'habitation OPH de type F3 en bois avec terrasse couverte.

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER
POUR LA PERIODE DU 29 AOUT AU 2 SEPTEMBRE 2016**

COMMUNE DE ARUE

1er septembre 2016

N° 16-517-4 MET.AU, Pierre-Jean Picart, pour le compte de Tahiti Beachcomber SA, parcelle cadastrée n° 1, sections TA, TB et TC, terre Onetahi partie, île de Tetiaroa, construction d'une villa Tetiaroa Résidences.

2 septembre 2016

N° 16-594-3 MET.AU, Jean-Yves Jacques et Papehau Kerkmeer, parcelle cadastrée n° 539, section E, lot 60, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE FAA'A

29 août 2016

N° 16-523-4 MET.AU, William Teikiheetai Lagarde, parcelle cadastrée n° 352, section T, lot C82 du lotissement SOCREDO Pamatai, construction d'une maison d'habitation.

1er septembre 2016

N° 16-595-3 MET.AU, Laurent Berenger, pour le compte de la SCI Matarii, représentée par Ariitu Guichenu, parcelle cadastrée n° 570, section V, lot 68 du lotissement Mamaia 2, construction d'une maison d'habitation.

2 septembre 2016

N° 13-344-2 MET.AU, Vairea Crawford, parcelle cadastrée n° 978, section V, lot 114 du lotissement Maimaia 3, construction d'une maison d'habitation (modification d'implantation + rajout d'un garage) ;

N° 16-459-3, Teva Sacault, parcelle cadastrée n° 940, section V, lot n° 183 du lotissement Pamatai Hills, construction d'une maison d'habitation (modification : extension chambre avec salle de bain, buanderie et deck).

COMMUNE DE PAEA

1er septembre 2016

N° 16-681-2 MET.AU, Louis Manuel Picard, parcelles cadastrées n° 28 et n° 29, section AM, terres Paaha, Atimahio, Vaite, Paieu et Oututaihi, lots 2 et 3 de la parcelle B, lot 3, PK 23,100, côté montagne, quartier Picard, terrassement (remblai 1 000 mètres carrés) et construction d'un mur de soutènement.

COMMUNE DE PAPARA

29 août 2016

N° 16-591-5 MET.AU, Liliane Teriitua, parcelle cadastrée n° 49, section AP, terre Omeho, lot 2D, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPEETE

29 août 2016

N° 16-285-6 MET.AU, SARL Le Kube Tahiti Architectes, pour le compte du vice-rectorat de la Polynésie française, parcelle cadastrée n° 37, section CO, lot 1, lot A, lot B de la terre Paiea, sise vallée de Titiro, aménagement des locaux du vice-rectorat aux niveaux 3 et 4 de l'immeuble Vehiarii ;

N° 16-476-3, Claude Boudet, mandataire de la SCI Iri Atea, parcelle cadastrée n° 6, section AC, propriété Gaden, lots 2 et 3, réaménagement et extension des bureaux Informatique de Tahiti aux rez-de-chaussée et R + 1 de l'immeuble Hokulea.

2 septembre 2016

N° 16-629-3 MET.AU, Lindey Joël Alves, parcelle cadastrée n° 15, section DN, lotissement rue du Tira, lot 40, vallée Popoto ou Tepapa, construction d'un mur de soutènement.

COMMUNE DE PUNAAUIA

29 août 2016

N° 15-478-2 MET.AU, Moehau Handerson et Aeatatetuahina Wohler, parcelle cadastrée n° 155, section AV, lot 6E du lotissement Tetavake village, construction d'une maison d'habitation, d'une clôture, d'un portail et d'un portillon (modifications : ajout d'une chambre avec salle de bain supplémentaire, modification de la toiture et agrandissement d'un séjour).

30 août 2016

N° 16-434-4 MET.AU, Moehau Pollock, parcelles cadastrées n° 123, n° 124 et n° 129, section AH, lots 2 partie et surplus, et le lot 3 surplus des terres Vaipapa et Paepae, sise au PK 16,560, terrassement et enrochement.

2 septembre 2016

N° 15-218-1 MET.AU, Mathieu Ambert, pour le compte de la SCI Te Tiare Immobilier, parcelle cadastrée n° 157, section H, domaine Outumaoro, aménagement et extension par l'ajout d'une salle d'ergothérapie dans le Centre Te Tiare.

COMMUNE DE FAKARAVA

31 août 2016

N° 16-582-4 MET.AU.TG, Edna Vahinerii Hamblin, pour le compte de Emile Achille Tinihauarii Juventin, parcelle cadastrée n° 6, section CX, terre Kaohaoroa ou Haokaoroa, sise à Aratika, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE MANIHI

29 août 2016

N° 16-735-2 MET.AU.TG, Faena Hendrick Toriki, parcelle cadastrée n° 45, section H, terre Tikakaea 1, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 16-736-2, Tony Junior Matuanu Mapuhi, parcelle cadastrée n° 45, section H, terre Tikakaea 1, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 16-738-2, Alfred Matua Toriki, parcelle cadastrée n° 48, section H, terre Marino 3, construction d'une maison d'habitation OPH.

ETAT RECAPITULATIF

**DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER
POUR LA PERIODE DU 5 AU 9 SEPTEMBRE 2016**

COMMUNE DE FAA'A

5 septembre 2016

N° 16-622-2 MET.AU, Dag Brown, parcelle cadastrée n° 497, section R, terre Vaiteatou, lots 9 et 10 bis parcelle, sise au PK 5,500, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-666-3, Myriam Namri, parcelle cadastrée n° 949, section V, lotissement Pamatai Hills, lot n° 129, extension d'une maison d'habitation.

8 septembre 2016

N° 16-683-3 MET.AU, Maire Viu et Rarahu Heloury, parcelle cadastrée n° 866, section R, terre Amoahiahia, lot D, construction de deux maisons d'habitation.

COMMUNE DE HITIA'A O TE RA

8 septembre 2016

N° 16-759-2 MET.AU, Tutu Papu, parcelle cadastrée n° 117, section I, terre Teaehe 1 partie, sise à Papenoo, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

5 septembre 2016

N° 16-504-4 MET.AU, Pauline Vahine Hotahota, parcelle cadastrée n° 43, section PT, terre Tuturuohiti partie, sise à Papetoai, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-634-3, Marania Keck, parcelle cadastrée n° 26, section CK, terre Fauï, Tiaoaï, vallée Maamaa, Piahea ou Tepiahea, Vaipapa, parties lot D (partie), sise à Teavaro, PK 26,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation OPH.

6 septembre 2016

N° 16-416-3 MET.AU, Hinaraimiti Tere de China Concept International, pour le compte de Mazell Tetuarere Faataura, parcelle cadastrée n° 4, section EA, lot B du lot 3 de la terre Teonetere 2, sise à Paopao, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-425-4, Denise Tarati, parcelle cadastrée n° 4, section EP, terre Vaiami, Teovavai, Ahe Iti, Moeoapu Iti, lot A2, sise à Paopao, construction d'une maison d'habitation ;

N° 16-714-2, Terei Pater-Germain, parcelle cadastrée n° 119, section PB, terre Tuturuohiti, sise à Papetoai, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 16-717-3, Pura Puarai, parcelle cadastrée n° 48, section AP, terre Temaire-Amatahiapo I Tai, parcelle A3 du lot A, sise à Afareaitu, construction d'une maison d'habitation OPH.

7 septembre 2016

N° 16-718-2 MET.AU, Edwin Tuahu, parcelle cadastrée n° 21, section DN, terre Vaitamore, sise à Teavaro, construction d'une maison d'habitation OPH.

8 septembre 2016

N° 16-392-3 MET.AU, Nelson Teriitehau, parcelle cadastrée n° 45, section HR, domaine Oio, parcelle A de la parcelle F, sise à Haapiti, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE PAPARA

6 septembre 2016

N° 16-626-3 MET.AU, Timeri Eva Drollet, parcelle cadastrée n° 221, section AR, terres Faataa 1 et Ofaipapa, lot A, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE PAPEETE

6 septembre 2016

N° 16-658-3 MET.AU, Fenua Projets, pour le compte de la SCI Taeatua, représentée par Rarahu Taeatua, parcelle cadastrée n° 98, section DL, lot B de la terre Urumaru et Putahi, construction d'une maison d'habitation et d'une piscine.

8 septembre 2016

N° 16-578-3 MET.AU, Hortense Young Pin Nee née Temauri, parcelle cadastrée n° 13, section HM, domaine de la Mission, lotissement Tearoha, lot 12, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE PUNAAUIA

6 septembre 2016

N° 16-291-3 MET.AU, Christiane Moetu Tatiana Lenoble-Clements, pour le compte de la SCI Taina 20, parcelle cadastrée n° 173, section LA, lot n° 20 de la résidence Taina, régularisation des travaux du garage.

COMMUNE DE ARUTUA

5 septembre 2016

N° 16-446-4 MET.AU.TG, Maria Temauri, parcelle cadastrée n° 40, section E, terre Puohu 5, sise à Apataki, construction d'une maison d'habitation OPH.

8 septembre 2016

N° 16-740-3 MET.AU.TG, Erani Piehi, parcelle cadastrée n° 1, section IA, terre Moturuahine, sise à Apataki, construction d'une maison d'habitation OPH.

COMMUNE DE HAO

5 septembre 2016

N° 15-754-4 MET.AU.TG, Teari Taputuarai de la SARL Coco Group Engineering CGE, mandataire de la SAS Tahiti Nui Ocean Foods (TNOF), représentée par Cheng Wang, parcelles cadastrées n° 4, n° 5, n° 8 et n° 9, section AR, n° 4, n° 7, n° 8, n° 9, n° 11 à n° 15, section AS, et n° 10 et n° 11, section AT, terres Tehotemu partie, Tetauraro partie, Ohava partie, Mori partie, Farakao parcelle, Tetopikorereka partie, lot A, remblai Heiheimanu partie et Farakao moitié ou parcelle, terre sans nom, construction de la base d'exploitation liée au projet d'une ferme aquacole.

COMMUNE DE MANIHU

6 septembre 2016

N° 16-612-3 MET.AU.TG, Kaveroga Tupana, mandataire de Laurent Wymann, parcelle cadastrée n° 68, section B, terre Tenukupara 3, sise à Ahe, construction d'une maison d'habitation OPH.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

ETAT DES INSCRIPTIONS REÇUES AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS DE PAPEETE PENDANT LE MOIS DE JUILLET 2016

IMMATRICULATIONS

1er juillet 2016

N° 16 1505 A, Pierre Materouru, pension chez l'habitant, Rikitea, côté mer, BP 120, 98755 Gambier, *nom commercial* : Pension Rikitea, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1506 A, Matthieu Bruno Yoan Petit, biologiste marin, PK 8, côté montagne, quartier White, terre Vihituoru-Tehui-Farehotu 2, Paopao, BP 1671 Papetoai, 98728, Moorea-Maiao, *nom commercial* : Ruahatu Pro, *date de début d'exploitation* : 8 juillet 2016 ;

N° 16 1507 A (276352), Anne-Marie Igrec née Flohr, création de modèles/patrons (vêtements, vêtements de maisons, accessoires), la couture sera sous-traitée et fabrication de bijoux avec perles, métaux précieux... (sous-traitance possible pour certains modèles), PK 35,800, côté montagne, BP 1451, 98712 Papara, *nom commercial* : Teura Love Forever 7, *date de début d'exploitation* : 30 juin 2016 ;

N° 16 1508 A, Emilie Mélanie Guy, suivi d'entreprises ou de particuliers sur le management, la gestion et le grooming, route de la résidence Manava, BP 1351 Punaauia centre, 98717 Punaauia, *nom commercial* : EMS, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1509 A, Teremu Jordan Lai, travaux en tous genres, PK 11,200, côté montagne, servitude Moe, Punaauia, BP 61458, 98702 Faa'a, *nom commercial* : Jordan Tous Travaux, *date de début d'exploitation* : 30 juin 2016 ;

N° 1510 A, Revanui Eoline Loucine Mugnier, location d'appareils d'amusements et organisation de manifestation sportives, PK 2,800, côté mer, Toahotu, BP 7742 Afaahiti, Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *nom commercial* : Bubble Foot Tahiti, *date de début d'exploitation* : 8 juillet 2016 ;

N° 16 1511 A (578666), Rodolph Mauri Taae, travaux en tous genres, PK 4,500, côté montagne, quartier Aoma, Toahotu, 98724 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 4 juillet 2016 ;

N° 16 1512 A, Georges Puakaika Tereino, négoce, route du lotissement Tenaho, BP 52322, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1513 A, Yannick Wilfrid Heifara Tom Sing Vien, plomberie, PK 35,200, côté montagne, Hitia'a, BP 111012, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 4 juillet 2016 ;

N° 16 1515 A, Ritia Micheline Teharuru, esthéticienne itinérant, lotissement Fautaua Val, lot n° 28, Pirae, BP 1065, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 4 juillet 2016 ;

N° 16 1516 A, Stéphane Robert Vernier, excursion lagonaire et autres activités récréatives et de loisirs, PK 22,300, côté montagne, Haapiti, BP 1733 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *nom commercial* : Moorea Seafari Cruises, *date de début d'exploitation* : 22 juin 2016 ;

N° 16 172 B, Tira, société à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP (fixe), avenue du Prince-Hinoi, immeuble Moehau, BP 20651, 98713 Papeete, *gérant* : Bernard Roger Foray, location d'espaces sur les pylônes, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 173 B, Ma Maison Tifaifai, société à responsabilité limitée à associé unique au capital de 100 000 F CFP (fixe), lotissement Miri, résidence Heremoana, n° 15, BP 13954, 98717 Punaauia, *gérant* : Michèle Monique Jacqueline Pêcheur, e-commerce et marketing de réseau, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016.

4 juillet 2016

N° 16 1514 A, Johnnattane Branaa, manucure itinérant, route de la résidence Terua, appartement n° 1, BP 14747, 9871er Arue, *nom commercial* : Jo'Nails, *date de début d'exploitation* : 30 juin 2016 ;

N° 16 1517 A, Christine Maire Tahi née Savoie, garde-malade et ménage, PK 10,500, côté montagne, route de la vallée Tuauru, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 4 juillet 2016

N° 16 1518 A (A 00254), Adrien Bernadat, ébéniste, route du pic Vert, lot n° 80, Papeete, BP 62109, 98702 Faa'a, *nom commercial* : Adrien Bernadat Ebénisterie (ABE), *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1519 A, Véronique Paule Poema Nordman née Céran-Jérusalémy, travaux de secrétariat, PK 36,200, côté mer, quartier Nordmann, BP 12218 - 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1520 A, Eric Jean Daniel Danty, référent technique pour la conduite d'élevage, PK 53, côté montagne, à côté de l'école primaire, Papeari, BP 52631, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1521 A, Sharleen Marie Gonnet, vendeuse, PK 4,500, côté montagne, Maharepa, Paopao, BP 1429 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 4 juillet 2016 ;

N° 16 1522 A, Randa Maire Feng-Tse-Tsai née Gooding, couture pour dames, en chambre, PK 55, côté mer, quartier Teriitahi, Papeari, BP 12442, 98712 Papara, *nom commercial* : Poetini Créations, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016

N° 16 1523 A, Romain Christian Jean Soler, bureau de publicité, PK 16,500, côté montagne, quartier Paia, Atiha, Haapiti, BP 1850 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1524 A (A 50010), Terouru Cathy Taiuri, importateur, PK 24,600, côté montagne, route du lotissement Vaitiare, lot n° 2, BP 10583, 98711 Paea, *nom commercial* : Turouru Hamblin, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1525 A (376335), Georges Tuehu Tiatoua, travaux en tous genres, route de Pamatai, quartier Dexter, BP 6367, 98702 Faa'a, *nom commercial* : Entreprise Georges, *date de début d'exploitation* : 6 juin 2016 ;

N° 16 1526 A, Marurai Yann Touatekina, marchand ambulant et artisan, PK 4,500, côté montagne, route de la servitude Papaoa, Arue, BP 123 collège La Mennais, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 12 juin 2016 ;

N° 16 1527 A, Antonio Moananui Toulza, négociant, PK 6,600, côté montagne, Faa'a, BP 1352, 98713 Papeete, *nom commercial* : Tam HBL, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1530 A (A 40334), Odyle Nicoletta Putahi Tehiva, ménage, jardinage, garde-malade, coiffure itinérant, esthétique itinérant, massage, composition florale, couronnes, couture, vente de pareo peint, nounou, décoration et événementiel, PK 4,800, côté montagne, route de Nuutania, quartier Lou, Faa'a, BP 44160 Fare Tony, 98713 Papeete, *nom commercial* : D&M Multiservices, *date de début d'exploitation* : 8 juin 2016 ;

N° 16 174 B, Taahana, société en nom collectif au capital de 200 000 F CFP (fixe), pointe de Matira, 98730 Bora Bora, *gérants, associés en nom* : Mairerauri Ghislaine Leverd et Kito Vatea Olivier Hiti Adolphe dit Sylvain, Maima Tehani Nadège Adolphe dit Sylvain, l'achat, la prise à bail ou la location de tous terrains et propriétés foncières de toute nature, la construction et l'aménagement sur les terrains d'immeubles collectifs ou individuels à usage d'habitation, professionnel ou commercial et tous annexes et dépendances, l'aménagement des terrains en lotissement, la vente, en totalité ou par fractions de terrain, la location des lots en stock dans l'attente de leur vente, pour la réalisation des opérations ci-dessus, la conclusion de toutes conventions de sous-traitance, contrats, promotion immobilière et de maîtrise d'œuvre déléguée, *date de début d'exploitation* : 4 juillet 2016.

5 juillet 2016

N° 16 1531 A, Vaiarii Albert Drion, technicien audiovisuel, résidence Fara Nui, logement au rez-de-chaussée, appartement n° 4, Tipaerui, BP 40314 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 13 juin 2016 ;

N° 16 1532 A (908285), Hans Ioane Jean Gfeller, fabricant de caissons de haut-parleurs portatifs et installateur audio, PK 12,500, route de la vallée Ahonu, 98709 Mahina, *nom commercial* : GH Audio, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1533 A (A 42256), Manurai Tiareva Gérald Lehartel, vente de jus de fruits et boisson en tous genres,

chemin vicinal de Taunua, quartier Tara-Mervin, lot n° 10, Papeete, BP 51373, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 15 juillet 2016 ;

N° 16 1534 A, Manoah Warren Maruhi, lavage automobile, PK 36,300, côté mer, 98705 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 4 juillet 2016 ;

N° 16 1535 A, Yves Faatiarai Paheo, infographiste et loueur en main-d'œuvre, PK 12, quartier Jambolana, Punaauia, BP 42997, 98713 Papeete, *nom commercial* : Vevo Services, *date de début d'exploitation* : 4 juillet 2016 ;

N° 16 1536 A, Jean Thierry Sylvano Raymond, massage, route de la cité Jay, Arue, BP 41367, 98713 Papeete, *nom commercial* : Harmonia Massage, *date de début d'exploitation* : 4 juillet 2016 ;

N° 16 1537 A, Mario Tarano, location sonorisation et jardinage, PK 19, côté mer, Avera, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 21 juin 2016 ;

N° 16 1538 A (848838), Henri Esau Tardivel, travaux en tous genres, quartier Walker, BP 52602, 98716 Pirae, *nom commercial* : Tardivel Travaux, *date de début d'exploitation* : 4 juillet 2016 ;

N° 16 175 B, 987 Elec, société à responsabilité limitée à associé unique au capital social de 100 000 F CFP (fixe), résidence Carlton-Hills, bâtiment B, appartement 200, BP 61609, 98702 Faa'a, *gérant* : Otis Henri Terainuiatea Watanabe, dépannage, maintenance, conception de travaux d'électricité, construction et rénovation maisons villas, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 176 B, Aquasplash, société à responsabilité limitée au capital social de 1 000 000 F CFP (fixe), PK 3,500, côté montagne, Paopao, BP 3357 Temae, 98728 Moorea-Maiao, *gérants* : Manu Eric Tapotofarerani et Ingrid Tapotofarerani née Tranchand, garderie d'enfants, formation professionnelle, location de jeux gonflables, vente de plats à emporter, cours de natation et location de minibus avec chauffeurs, *nom commercial* : Aquasplash, *date de début d'exploitation* : 1er juin 2016.

6 juillet 2016

N° 16 1539 A, Sophie Manatua Sweetie Atger, esthéticienne (onglerie, épilation), PK 14,800, côté montagne, Papenoo, BP 11478, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 1540 A (611459), Eric Serge Cordier, logeur, motu de Maeva, BP 632 Fare, 98731 Huahine, *nom commercial* : Nature Song Island, *date de début d'exploitation* : 1er juin 2016 ;

N° 16 1541 A, Jack Tefa Firuu, fabrication et vente de meubles en palettes, route du Bain-Loti, quartier Tauraa, près du stade Dragon, Titioro, 98716 Pirae, *nom commercial* : Firuu Entreprise, *date de début d'exploitation* : 5 juillet 2016 ;

N° 16 1542 A, Jean Mercier, jardinage, route du lotissement Oremu, logement n° 795, Faa'a, BP 45200 Fare Tony, 98713 Papeete, *nom commercial* : Espace Hoanui, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 1543 A, Brayan Pierrot Hei-Manarii Moetaua, travaux en tous genres, route de la pointe Vénus, résidence Riquet-Villierme, BP 11324, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 1544 A (A 39138), Ariitea Alexandre Salmon, infographiste, PK 7,500, côté montagne, Punaauia, BP 6449, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 5 juillet 2016 ;

N° 16 1545 A, Vaiatea Teanihi, plats à emporter et négociant, village Faie, face de la maison de Armand Teanihi, BP 553, 98731 Huahine, *date de début d'exploitation* : 23 juin 2016 ;

N° 16 1546 A, Jimmy Marmatoa Teriinohopua, service en caisse, vente en magasin, serveur et commis de cuisine, route de Saint-Hilaire, après le service hydraulique, BP 61574, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 6 juin 2016 ;

N° 16 1547 A (918516), Holman Paulo Tetuanui, construction maison individuelle, PK 29, côté montagne, Opoa, 98735 Taputapuatea, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1548 A, Jerry Tinirau, jardinage, quartier Faatetoro, Fitii, Maroe, BP 738 Fare, 98731 Huahine, *date de début d'exploitation* : 8 juillet 2016 ;

N° 16 1549 A, Ken Heifara Tetu Toa, travaux en tous genres, jardinage, électricité, contrôle conformité habitations avant location ou achat et informatique (réparation, dépannage, création sites internet), PK 4,500, côté montagne, quartier Aoma, Toahotu, BP 7770 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *nom commercial* : Toa & Co, *date de début d'exploitation* : 20 juin 2016 ;

N° 16 1550 A (B 16134), Vehiarii Maureen Sui-Leng Vanfau, importation de produits bien-être et autres, lotissement Te Tavake village, lot n° 25E, Punaauia, BP 9982 Motu Uta, 98715 Papeete, *date de début d'exploitation* : 5 juillet 2016 ;

N° 16 1551 A, Bruno Tema Utia, travaux en tous genres, PK 19, côté montagne, 20 mètres après la borne Hitia'a O Te Ra, Papenoo, 98707 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 10 Mai 2016.

7 juillet 2016

N° 16 1528 A (A 72121), Madgie Chene, masseur et esthéticienne (soins esthétiques), quartier Socredo, Faa'a, BP 895, 98713 Papeete, *nom commercial* : Santé, Beauté et Bonheur, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1529 A, Manuarii John Léon Oputu, travaux en tous genres, route du lotissement Matavai, lot n° 11, 98709 Mahina, *nom commercial* : Manu Services, *date de début d'exploitation* : 27 juin 2016 ;

N° 16 1552 A (536573), Linda Ernestine Rachal, animatrice d'atelier ludique et importateur, route de Heiri, bâtiment B3 au rez-de-chaussée, BP 63152, 98702 Faa'a, *nom commercial* : Entreprise Nicky's, *date de début d'exploitation* : 6 juillet 2016 ;

N° 16 1553 A (456764), Odette Taumihau née Mataitai, accueillant familial sans agrément, PK 4,500, côté montagne, quartier Aoma, Toahotu, 98724 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 8 juin 2016 ;

N° 16 1554 A, Bélanda Vaite Atiu, vente de service divers (récolte de légumes et œufs chez les particuliers avec nettoyage), quartier Vaimaari Opoa, 98735 Taputapuatea, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1555 A, Tahiatohoatua Levlina Barsinas, commis de cuisine et femme de service, PK 19,800, côté montagne, quartier Maraetefau, 98711 Paea, *nom commercial* : Hivaani, *date de début d'exploitation* : 6 juillet 2016 ;

N° 16 1556 A, Sébastien Bernard Defert, pizzaiolo, route du lotissement Hituira, lot n° 38, Hamuta, Pirae, BP 1313, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 6 juillet 2016 ;

N° 16 1557 A, Mike Herenui Jimmy Maihuti, jardinier, rue Tuterai-Tane, 98716 Pirae, *nom commercial* : Raimanutea Tainui Jardinage, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 1558 A, Mairona Roger Oehau, vente de service divers (récolte légumes et œufs chez les particuliers avec nettoyage), quartier Vaimaari, Opoa, 98735 Taputapuatea, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1559 A, Viki Peu, artisanat, quartier Saint-Hilaire, route du lotissement Tehapatoa, lot n° 13, BP 6437, 98702 Faa'a, *nom commercial* : Nihei Création, *date de début d'exploitation* : 20 juin 2016 ;

N° 16 1560 A, Ninirai Ahuarii Raveino, prestations marketing, démarchage partenariat et développement d'activité, route du lotissement Terua, lot n° 29, Arue, BP 2196, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 6 juillet 2016 ;

N° 16 1561 A, Tapuarii Tupuna Schmidt, transport de marchandises, quartier Hamiti, chez Carlos Schmidt, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 4 juillet 2016 ;

N° 16 1562 A, Sabrina Pipikura Ahutoru née Teake, nettoyage et entretien des locaux et snack, quartier Teapiri, BP 8222, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 7 juillet 2016 ;

N° 16 1563 A, Nohorai Tehetia, pose de granite, route de la vallée de Tipaerui, face Levy, Papeete, BP 1316 Punaauia centre, 98717 Punaauia, *nom commercial* : Granite de Polynésie, *date de début d'exploitation* : 7 juillet 2016 ;

N° 16 1564 A, Smith Teoru, jardinage, PK 25, côté mer, lotissement Quesnot, lot n° 53, Haapiti, BP 1576 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *nom commercial* : Timi, *date de début d'exploitation* : 4 juillet 2016 ;

N° 16 1565 A (656280), Shirley Maevatua Teriitaumihau, secrétariat, route du lotissement Hamuta, lot n° 17, Pirae, BP 43421 Fare Tony, 98713 Papeete, *nom commercial* : A Tous Services, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1566 A, Heimana Teuira, chauffeur d'engin, PK 32,550, côté mer, Mahaena, 98706 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 6 juillet 2016 ;

N° 16 177 B, JT Constructions, société à responsabilité limitée au capital social de 200 000 F CFP (fixe), immeuble protestant, 4e étage, Paofai, Papeete, BP 53281, 98716 Pirae, *gérant* : Jim Kenny Rotui Temau, la promotion et la construction de tous types de constructions, et généralement, toutes opérations de construction, aménagement, agencement, rénovation, promotion, de tous immeubles bâtis ou non bâtis, l'importation, l'achat, la vente en gros ou en détail, de tous matériels et matériaux, ainsi que les activités de quelque nature qu'elles soient, se rattachant à l'objet sus-indiqué, de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la société, son existence ou son développement, *date de début d'exploitation* : 16 juin 2016 ;

N° 16 178 B, Ohana Fun Tour, PK 25, côté mer, village Tiahura Iti, lots 90/91, BP 1937 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *gérants* : Alain Philippe Taoahere Patrick Malmezac et Donovan Fanauarii Philipp Albert Malmezac, location de jet ski, *date de début d'exploitation* : 1er septembre 2016 ;

N° 16 179 B, Rent à Bike Moorea, *sigle* : RBM, société à responsabilité limitée au capital social de 200 000 F CFP (fixe), PK 26,800, côté montagne, Haapiti, BP 1218 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *gérant* : Stéphane Wojcieszek, la location de véhicules sans chauffeur, mécanique générale et import, *date de début d'exploitation* : 1er octobre 2016.

8 juillet 2016

N° 16 1567 A, Olivier Ludovic Dupuich, réparation machines à coudre, quartier de la Mission, route de la vallée Tepapa, lot n° 98, BP 720, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 1568 A, Guillaume Patrick Alain Garmy, création import, PK 3,600, côté montagne, route de Pamatai, quartier Legayic, servitude Salmon, BP 60645, 98702 Faa'a, *nom commercial* : Fenua Bike, *date de début d'exploitation* : 7 juillet 2016 ;

N° 16 1569 A, Norman Emery James, exportateur, *nationalité* : Etats-Unis d'Amérique, route du lotissement Erima, lot social n° 52, BP 140495. 98701 Arue, *nom commercial* : Pacific Paradise Exports, *date de début d'exploitation* : 1er septembre 2016 ;

N° 16 1570 A, Abélina Ludmila Laïza Teiiteeoaiuevau Tetuahinenao Kauputona Wang Soi Pannée Le Bronnec, carrosserie peinture sur véhicules, quartier Pepeu, vers les protestants, BP 297 Atuona, 98741 Hiva Oa, *nom commercial* : Vehiarii Carrosserie/Peintre, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 180 B, Nuihiti Promotion, société à responsabilité limitée au capital social de 2 000 000 F CFP (fixe), immeuble Tauhere, Afaahiti, BP 7331 Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *gérant* : Teraiatea Teheura Tane Tee Bordes, l'acquisition, l'aménagement et l'exploitation de tous terrains, l'édification, la gestion immobilière et la vente, *date de début d'exploitation* : 8 juillet 2016 ;

N° 16 181 B, Mass Média, société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 5 000 000 F CFP (fixe), vallée de Titioro, SCI Bain-Loti, Papeete, BP 140514, 98701 Arue, *président* : Mercedes Dubaquier née Lozano, *commissaire aux comptes titulaire* : Gosse-Parion-Changues-Menard-Albert (SCPh), *commissaire aux comptes suppléant* : Moana Changues, holding, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 182 B, Oméga Radios, société à responsabilité limitée à associé unique au capital social de 100 000 F CFP (fixe), vallée de Titioro, SCI Bain-Loti, Papeete, BP 140514, 98701 Arue, *gérant* : Mercedes Dubaquier née Lozano, l'édition et la diffusion de programmes radio, l'enregistrement sonore et édition musicale et les activités de soutien au spectacle vivant, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 183 B, Polynésie Investissements 2016, société en nom collectif au capital social de 100 000 F CFP (fixe), centre commercial Lotus, 98718 Punaauia, *gérant, associé en nom* : Nexstep Finance (SARLh), représenté par Antoine Viardot et Jimmy Chant, l'achat dans un ensemble immobilier situé à Papeete, rue Castelnau, dénommé résidence Mihivai, cadastrée section AI, numéros 123 et 124 : - un appartement portant la référence commerciale 204, lot n° 4 + un emplacement parking, - un appartement portant la référence commerciale 304 + un emplacement parking, la location, la gestion et l'entretien de ces immeubles, les cautionnements, avais et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés et personnes avec lesquelles la société est en relation financière, l'avance au profit des associés, notamment en compte courant, et dans la limite de la trésorerie disponible de la société, des sommes suffisantes pour leur permettre de faire face aux échéances des emprunts contractés, et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières,

pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 1er juin 2016 ;

N° 16 184 B, Villas de Tahiti, société à responsabilité limitée au capital social de 200 000 F CFP (fixe), PK 21,500, côté montagne, Paea, BP 12541, 98712 Papara, *gérant* : Youenn Marie Guegan, construction de villas, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 63 C, FLOBLEU, société civile immobilière au capital social de 10 000 F CFP (fixe), PK 10,500, côté montagne, lotissement Les Hauts de Matatia, résidence Anavai, appartement 2, BP 380757, 98717 Punaauia, *gérant, associé* : Aurélia Maude Lucie Kuchta, l'acquisition, l'administration et la gestion par bail, location ou toute autre forme de tous immeubles et biens immobiliers, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières de caractère purement civil se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 64 C, SCI Jardins de Paea, société civile immobilière au capital social de 8 095 690 EUR (fixe), rue Afarerii, Pirae, BP 303, 98713 Papeete, *gérant, associé* : Société d'aménagement et de gestion de la Polynésie française (SAEMh), représenté par Albert Pierre Marie-Ange Teraihoarii Le Caill, transfert d'établissement dans le ressort, la gestion et l'exploitation par bail, location ou toute autre forme la vente d'immeubles, *date de début d'exploitation* : 11 mai 2016 ;

N° 16 65 C, SCA Tahitian Vanilla, société civile agricole au capital social de 100 000 F CFP (fixe), terre Tupaparaui, Tiva, 98733 Tahaa, *gérant, associé* : James Terii Piirai, agricole, *date de début d'exploitation* : 8 juillet 2016.

11 juillet 2016

N° 16 1571 A (232413), Jean-Pierre Champs, paysagiste, *nom commercial* : Les Pépinières de Takaroa, Teavaroa, 98781 Takaroa, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 1572 A, Jérémie Teva Collin, export, *nom commercial* : Kamakea.Com, PK 6,400, route du lotissement Pauhono, lot n° 18, Faa'a, BP 2778, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 18 juillet 2016 ;

N° TPI 16 1573 A, Ernest Jean Haami, jardinage, PK 1, côté montagne, résidence Vaimarua, lot n° 24, BP 7030 Afaahiti, Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 1574 A, Rereao Pua née Huaatua, nettoyage et entretien des locaux, PK 12,500, côté montagne, route de la vallée de Ahonu, BP 11535, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1575 A (994624), Béatrice Isabelle Maryse Bernard née Lecomte, secrétariat, quartier Farematie, BP 1140, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er février 2016 ;

N° 16 1576 A, Rutia Ina Maino, auxiliaire de vie, *nom commercial* : Polynesia Saiped, PK 18, côté montagne, quartier Parker, Teahupoo, 98723 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 1577 A, Michel Julien Manteca, supervision de chantiers et dessinateur de plans, avenue du Régent-Paraita, immeuble Le Régent, 98714 Papeete, *date de début d'exploitation* : 4 juillet 2016 ;

N° 16 1578 A, Teva Manfred Raufau, livreur, *nom commercial* : Take Away Food, route du lotissement Taapuna, lot n° 144, BP 130281, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1579 A, Arai Xavier Ebenezer Tuheiava, négociant, *nom commercial* : Haniatea Distribution, route du plateau de Taravao, route du lotissement Jamet-Osmond, BP 8071 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 1580 A (141010), Mario Martelli, garagiste et travaux en tous genres, *nom commercial* : Garage du Plateau, route du plateau de Taravao, Afaahiti, BP 7536 Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *loueur du fonds* : Bernard Fernand Andreis, RCS Papeete TPI n° 054965), *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 16 185 B, Kit Formation, société à responsabilité limitée au capital social de 200 000 F CFP (fixe), résidence Hamuta, lot n° 11, BP 52438, 98716 Pirae, *gérant* : Alexandre Michel Georges Marie Chodzko, la vente sur internet de kits de formation, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 66 C, SCI Farehotu, société civile au capital social de 200 000 F CFP (fixe), PK 17,500, côté montagne, Haapiti, Moorea, BP 852, 98713 Papeete, *gérants, associés* : Alphonse Bruno Ariioehau Tehihira et Stéphane Antoine Georges Jimenez, l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016.

12 juillet 2016

N° 16 1581 A (941989), Linda Popoua Teamotuaitau née Tamui, négociant de livres, *nom commercial* : Vaiheimana, PK 11,800, côté montagne, Pueu, 98721 Hitiaaotera, *date de début d'exploitation* : 12 juillet 2016 ;

N° 16 1582 A, Alvan Firimona Maruae, tatoueur (en clientèle), *nom commercial* : Alvantatto, lotissement Fareroi, lot n° B15, 98706 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 1583 A (A 82765), Pascal Mats Barbier, crêpier (sous-traitant), dépannages informatiques et jardinage, *nom commercial* : MB Serices, route de la résidence Le Lotus, tranche I, lot n° 256, BP 1394 Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 1584 A, Brice Boccobza, jardinage, route de la vallée Orofero, lotissement Perssem, lot n° 3, BP 10528, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 18 juillet 2016 ;

N° 16 1585 A (896241), Mike Alain Chan Kee Tham, roulotte (crêpes, glaces), *nom commercial* : My Krêperie, route de Pamatai, quartier Marama, BP 61226, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1586 A, Jean-Paul Chansin, vente de casse-croûtes, centre du marché Mapuru A Paraita, lot n° 1, BP 1618, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1587 A, Franky Sacault, consultant en économétrie, prévision et développement, *nom commercial* : Forecast Development Econometrics, PK 4,800, côté mer, Arue, BP 50162, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 15 juillet 2016 ;

N° 16 1588 A, Kimberley Tokahi Aïsha Ruth Tau née Selam, pizzeria et Marchand forain, *nom commercial* : Mikimiki Pizza, Pouheva, BP 14, 98769 Makemo, *date de début d'exploitation* : 15 août 2016 ;

N° 16 1589 A, Oanh Thi Hoang Geliot née Thai-Van-Lanh, travaux de secrétariat et assistante commerciale, PK 3,500, côté montagne, lotissement Tamhana, lot n° 32, Arue, BP 40798, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 186 B, Raffault Immobilier Tahiti, société à responsabilité limitée à associé unique au capital social de 100 000 F CFP (fixe), résidence Erina, Pamatai, BP 6340, 98702 Faa'a, *gérant* : Yves Charles Henri Raffault, location nue à des personnes qui y fixent leur résidence principale, *date de début d'exploitation* : 1er septembre 2016 ;

N° 16 187 B, Entretien Maintenance YR, société à responsabilité limitée au capital social de 100 000 F CFP (fixe), PK 6,200, côté montagne, quartier Bernardeau, Piafau, BP 60666, 98702 Faa'a, *gérants* : Robin Kumar Theophilus et Yoan Chahaut, réalisation de conseils et d'études dans l'ingénierie de l'entretien et la maintenance de tous ouvrages, *nom commercial* : EMYR, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 188 B, La Compagnie Agricole Polynésienne, société à responsabilité limitée à associé unique au capital social de 10 000 F CFP (fixe), PK 10, côté montagne, baie de Faaroa, Avera, BP 3277, 98735 Taputapuataea, *gérant* : Patrice José Convert, le négoce, la transformation et la commercialisation de produits d'origine animale et/ou végétale, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 67 C, Société Civile Immobilière Anaiti, *sigle* : SCI Anaiti, société civile immobilière au capital social de 160 000 F CFP (fixe), servitude Bunkley, BP 381606 Tamanu, 98717 Punaauia, *gérants, associés* : Stéphane Jean-Luc Perchaud et Amélie Marine Julie Humeau, propriété et gestion de son patrimoine immobilier, *date de début d'exploitation* : 12 juillet 2016.

13 juillet 2016

N° 16 1590 A, Taumataura Meuel, fabrication de bijoux, *nom commercial* : La Maison du Joyau, route du lotissement Erima, logement G n° 3, BP 140675, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 5 octobre 2012 ;

N° 16 1591 A, Flore Charlyne Danielle Fatima Benavides née Hani, import et impression sur textile, *nom commercial* : Sphère Tahiti Fight Wear, PK 21,500, côté montagne, route de la vallée de Orofero, BP 10707, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 15 juillet 2016 ;

N° 16 1592 A, Ariitea Pierre-Emmanuel Maitere, boulangerie pains spéciaux (bio), *nom commercial* : Boulangerie Maitere, PK 13, côté mer, Vairao, BP 53039, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 12 juillet 2016 ;

N° 16 1593 A (A 54160), Boris Allan Sandford, jardinage, *nom commercial* : Jardi Net Services, PK 7,900, côté montagne, route des Hauts de Outumaoro, lot n° 7, BP 13425, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 12 juillet 2016 ;

N° 16 1594 A, Taataparea Brad Taie, informaticien réparateur, PK 6,800, côté mer, Faa'a, BP 21576, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 12 juillet 2016 ;

N° 16 68 C, Loudel, société civile au capital social de 200 000 F CFP (fixe), lotissement résidence Matavai, lot n° 8, Arue, BP 50889, 98716 Pirae, *gérants, associés* : Sébastien Paul Ali Cardin et Karine Murielle Nadia Bernard, acquisition, gestion, construction, location et administration de tous biens et droits immobiliers, *date de début d'exploitation* : 23 juin 2016 ;

N° 16 189 B, Dolphins & Whales Spirit Adventure, société à responsabilité limitée à associé unique au capital social de 500 000 F CFP (fixe), PK 4,800, côté montagne, quartier Lucas, Maharepa, BP 3523 Temae, 98728 Moorea-Maiao, *gérant* : Céline Agnès Dupont, l'organisation d'excursions nautiques, en tous genres, touristiques et sportives, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 190 B, Law Audit SA, société anonyme au capital social de 5 000 000 F CFP (fixe), 128, rue du Commandant-Destremau, BP 1449, 98713 Papeete, *président du conseil d'administration, administrateur* : Vincent Law, *administrateurs* : Nadia Law née Shau, Mickaël Sébastien Tamatoa Law, *commissaire aux comptes titulaire* : Nelson Lii et *commissaire aux comptes suppléant* : Gérard Tsong, l'exercice de la profession de commissaire aux comptes, d'expert-comptable et, notamment, l'exécution des missions d'audit, de conseil, d'étude et la rédaction des actes juridiques accessoires, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016.

15 juillet 2016

N° 16 1595 A, Jonathan Burckel, maintenance informatique, web designer et création de sites internet, *nom commercial* : Nati Mai, PK 25,800, côté montagne, Tiarei, BP 71189 Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1596 A, Sandrine Lydie Dalmat, fabrication de bijoux de fantaisie, *nom commercial* : Sikiss, route de la résidence Le Lotus, lot n° H235, BP 381840, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1597 A (A 76973), Séline Anne-Marie Denise Duval, pâtisserie commune, PK 6,700, côté mer, Maharepa, Paopao, BP 3664 Temae, Teavaro, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 1er septembre 2016 ;

N° 16 1598 A, Teihoarii Alfred Ebbs, roulotte, avenue du Régent-Paraita, lot n° 56, Papeete, BP 111324, 98709 Mahina, *nom commercial* : Crepe'n Style, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1599 A, Olivier Sébastien Hannecart, entretien et nettoyage de bâtiment, *nom commercial* : Athos 83, quartier Patutoa, immeuble de la résidence Le Lagon Bleu, lot n° C02, Fariipiti, BP 9420 EMI PF, 98715 Papeete, *date de début d'exploitation* : 13 juillet 2016 ;

N° 16 1600 A, Elisabeth Taea, technicienne de surface, PK 0,280, côté mer, BL n° 77 Teavaro, Temae, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 16 juin 2016 ;

N° 16 16101 A (327940), Fanaura Nathalie Voirin, massage et esthétique (en clientèle), *nom commercial* : Institut de Massage et Beauté Nath'urelle, route du lotissement Mahina, Tahua, lot n° 134, Mahina, BP 140105, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 13 juillet 2016.

18 juillet 2016

N° 16 1602 A (470856), Leiana Tiare Teauoroa née Hoto, accueillant familial agréé, route de la résidence Titaaviri, lot n° 12, BP 16186 Papeari, 98727 Teva I Uta, *date de début d'exploitation* : 14 février 2015 ;

N° 16 1603 A, Floriane Tamahere Tehei née Papara, pompes funèbres, *nom commercial* : Raromatai Funéraire, lotissement Socredo, lot n° 104, Tahina, Uturoa, BP 120022, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1604 A, Guillaume Amaury Brenner, ingénieur conseil en bâtiment, *nom commercial* : Imotep, route de la pointe des Pêcheurs, résidence Les Jardins du Musée, lot n° 95, BP 380870 Tamanu, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 15 juillet 2016 ;

N° 16 1605 A, Romain Frédéric Albert Daubin, travaux en tous genres, *nom commercial* : Etan&Co, route de la résidence Tamahana, appartement n° 407, BP 140545, 987101 Arue, *date de début d'exploitation* : 15 juillet 2016 ;

N° 16 1606 A, Aurélien Baptiste Girard, importation, vente et installation de domotique, *nom commercial* : Domotique et Confort, quartier Pamatai, route de la résidence Te Ava Nui, appartement n° D12, BP 61752, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1607 A (711630), Erika Hörstijng, importation de vêtements et accessoires, création de vêtements, colliers et paniers costumisés, *nom commercial* : Le Dressing d'Erika, route de Saint-Hilaire, quartier Taro-Bordes, Faa'a, BP 13547, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 18 juillet 2016 ;

N° 16 1608 A, Elisabeth Tehitirere Marurai, loueur en main-d'œuvre, route du lotissement Teroma 2, lot n° 52, BP 60660, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 18 juillet 2016 ;

N° 16 1609 A (B 55389), Heilanie Puairau, travaux de secrétariat comptabilité, route du lotissement Teroma 2.2, bâtiment E, lot n° 90, Faa'a, BP 20287, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 18 juillet 2016 ;

N° 16 1610 A, Doris Tetuatemaui Tehetia, secrétariat et photographe ambulant, terre Vaiteatea, Papeari, BP 9878 Motu Uta, 98715 Papeete, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 191 B, Aute-Ura, société à responsabilité limitée au capital social de 200 000 F CFP (fixe), Faanui, 98730 Bora Bora, *gérant* : Hélène Tuehu Pothier née Teihotu, l'acquisition, l'exploitation et la gestion de tout fonds de commerce, l'importation, la vente en gros ou en détail de toutes marchandises de toute nature, l'aliénation de tout ou partie des biens, meubles ou immeubles appartenant à la société par voie d'échange ou de vente, d'apport en société ou cession de droit au bail, les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers, nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de tous biens meubles ou immeubles appartenant à la société, tous placements de capitaux sous toutes ses formes que ce soit, y compris l'acquisition ou la souscription de toutes actions, obligations, parts sociales, et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 5 juillet 2016 ;

N° TPI 16 192 B, La Boutique du Piano, société à responsabilité limitée au capital social de 500 000 F CFP (fixe), avenue Georges-Clemenceau, immeuble la Orana, Mamao, BP 186, 98713 Papeete, *gérant* : Diego Teckon Lao, l'importation, le négoce, le transport, la location de tous instruments de musique et accessoires, et plus généralement de tous ce qui se rapportent à la pratique de la musique, *date de début d'exploitation* : 23 juin 2016 ;

N° 16 193 B, Origami, société à responsabilité limitée au capital social de 100 000 F CFP (fixe), lotissement Arevareva, lot n° 70, Faa'a, BP 1180, 98713 Papeete, *gérant* : Jean-Jacques Gelberg, négociant et importateur, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 194 B, Cabinet JPO Lawyer Consultant, société d'exercice libéral à responsabilité limitée au capital social de 200 000 F CFP (fixe), passage Cardella, immeuble Bambridge, BP 102, 98713 Papeete, *gérant* : Jérôme Michel Marie Pouillet-Osier, exercice de la profession d'avocat et de toutes les opérations liées, connexes ou complémentaires, *date de début d'exploitation* : 9 juin 2016 ;

N° 16 69 C, Tamahana 106, société civile au capital social de 50 000 F CFP (fixe), PK 3,400, côté montagne, résidence Tamahana, Arue, BP 1527, 98713 Papeete, *gérants, associés* : Eric Terii Jean-Louis Emmanuel et Carolyn Nancy Maire Emmanuel-Chin Foo née Chin Foo, immobilier, *date de début d'exploitation* : 31 juillet 2016 ;

N° 16 70 C, Poemoana Tahiti, société civile au capital social de 100 000 F CFP (fixe), avenue du Prince-Hinoi, immeuble Keyala, Papeete, BP 6331, 98702 Faa'a, *gérant, associé* : Kévin Lucien Heimoana Ching, pêche hauturière, *nom commercial* : SCA Poemoana Tahiti, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2017 ;

N° 16 71 C, Poetua Tahiti, société civile au capital social de 100 000 F CFP (fixe), avenue du Prince-Hinoi, immeuble Keyala, Papeete, BP 6331, 98702 Faa'a, *gérant, associé* : Kévin Lucien Heimoana Ching, pêche hauturière, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2017.

19 juillet 2016

N° 16 1611 A, Maximilien Orama Cichoszewski, jardinage, *nom commercial* : MC Entreprise, PK 1,500, côté montagne, BP 3377 Temae, Teavaro, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 1er février 2016 ;

N° 16 1612 A, Lucien Ariihohoa, travaux en tous genres, PK 8,900, côté montagne, Pueu, 98721 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 19 juillet 2016 ;

N° 16 1613 A (B 16928), Charlotte Marie Esposito, consultant, PK 32,600, côté montagne, quartier de la Mission, résidence Kaoha Nui, appartement n° 711, Papeete, BP 1636 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 19 juillet 2016 ;

N° 16 1614 A, Maea Hoatua, roulotte, *nom commercial* : Roulotte Vaitomoana, PK 45,500, côté montagne, Mataiea, 98726 Teva I Uta, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1615 A, Eliane Ihorai, entretien des locaux, quartier Graffe près de l'école Saint-Paul ou boulevard d'Alsace, quartier Perry c/o Manuhoe, 98714 Papeete, *date de début d'exploitation* : 18 juillet 2016 ;

N° 16 1616 A, Heiau Taaroa Jean-Baptiste Teave Orbeck, location de pirogue, *nom commercial* : Fare Teremoana, route du lotissement Montaron après Haereraaroa, lot n° 10, Paea, BP 3235 Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 6 juillet 2016 ;

N° 16 1617 A, Louis Jean Edouard Talon, travaux en tous genres, *nom commercial* : Talon Services, PK 15,800, côté montagne, lotissement Bellevue, Auehi, Tautira, BP 7841 Taravao, Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 19 juillet 2016 ;

N° 16 1618 A (959155), Tematai Teta Fauziah Tane, services de restauration (serveuse, commis...), *nom commercial* : Tane Tematai, PK 13,800, côté mer, BP 2452 Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 19 juillet 2016

N° 16 1619 A, Rainui Raymond Taupua, jardinage, *nom commercial* : Tupa Ecolos, route de la cascade avant Shigetomi Georges, Afareaitu, BP 3479 Temae, Teavaro, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 18 juillet 2016 ;

N° 16 1620 A (287490), Georges Tekurarere, travaux en tous genres, *nom commercial* : G.Teku, PK 17, côté montagne, lotissement Auehi Bellevue, lot n° 2, Tautira, 98722 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 19 juillet 2016 ;

N° 16 1621 A, Corinne Heimanu Romain née Tiroa, jardinage, élagage et nettoyage maison ou bureau, *nom commercial* : Entreprise Heimakea, PK 50,800, côté mer, Faaone, BP 70156 Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 13 juillet 2016 ;

N° 16 1622 A, Maheata White, consultant, *nom commercial* : Oxpul, résidence The Royal Palms, lot 25-B27, Punaauia, BP 45022, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 18 juillet 2016 ;

N° 16 1623 A, Sophie Ortega-Fernandez, prestations en pharmacie, route de la résidence Les Hauts de Mahinarama, lot n° 14, BP 11680, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 20 juillet 2016 ;

N° RCS Bourges 16 195 B, Semm Logging, société par actions simplifiée, mise en activité de la société à compter du 18 juillet 2016, 1, rue Puara-Cowan, immeuble Fare Ute Center, 98714 Papeete.

20 juillet 2016

N° 16 1624 A, Eva Grouazel, roulotte (vente à emporter), PK 42,500, côté mer, Mataiea, BP 12934, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1625 A, Michel Jean-Paul Biesse, travaux en tous genres, *nom commercial* : Maopi Construction, PK 14,500, côté mer, Punaauia, BP 20505, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 5 août 2016 ;

N° 16 1626 A, Moetama Rauhere Néphi Jacob Faatau, travaux de dépotage, rangement, livraisons, PK 11 côté montagne route de la résidence Amoe, bâtiment K, appartement n° K3, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1627 A, Heiarii Luc Jean Fortin, travaux en tous genres, PK 6,900, côté montagne, quartier Tehoro, derrière la chapelle adventiste, Pueu, BP 8865 Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 19 juillet 2016 ;

N° 16 1628 A, Franck Lambert, chroniqueur et animateur radio, route de la résidence du Carlton Plage, BP 381586, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 20 juillet 2016 ;

N° 16 1629 A, Tainui Lenoir, travaux en tous genres (travaux en hauteur, jardinier...), avenue du Régent-Paraita, quartier Puea, lot n° 131, Taunua, 98714 Papeete, *date de début d'exploitation* : 9 août 2016 ;

N° 16 1630 A, Armand Manarii, jardinier, *nom commercial* : Revatua Manarii, rue Sarah-Buchin, lotissement Fautaua Val, lot n° 17, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 1er septembre 2016 ;

N° 16 1631 A, Tefana Mataitai, travaux en tous genres, PK 10,900, côté montagne, Pueu, 98721 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 19 juillet 2016 ;

N° 16 1632 A, Tepairu Dounia Teurua née Moarii, nettoyage ménage, *nom commercial* : Vahinerootepairu 1, PK 15, côté montagne, vallée de Faaripo, Papenoo, 98707 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 20 juillet 2016 ;

N° 16 1633 A (491845), Marguarita Lucienne Gauthier née Puteitihou, couturière pour dames, en chambre, *nom commercial* : Mgauthier Création, cours de l'Union-Sacrée, lot n° 126, Taunoo, Papeete, BP 51738, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 19 juillet 2016 ;

N° 16 1634 A, Sarah Corina Tetuarii, loueur en main-d'œuvre, PK 11,800, côté montagne avant le lotissement Teniupupure, Pueu, BP 7897 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 19 juillet 2016 ;

N° 16 1635 A, Germain Pepe Tiaihau, travaux de construction de maison individuelle, *nom commercial* : Hapare TG, PK 4,800, côté montagne, route de Tavararo, quartier Hapare, 98704 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 19 juillet 2016 ;

N° 16 1636 A, Fabien Titi, travaux en tous genres, *nom commercial* : Outuofai Entreprise, PK 45,500, côté montagne, lotissement Teotuu, lot n° 4, Faaone, 98720 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 19 juillet 2016 ;

N° 16 1637 A, Raroia Hei-Tea Tuera, travaux en tous genres, PK 11,800, côté mer, quartier Ahaavini, Pueu, 98721 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 19 juillet 2016 ;

N° 16 1638 A, Joe Tanematea White, travaux en tous genres, PK 8,900, côté montagne, Pueu, 98721 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 19 juillet 2016 ;

N° 16 196 B, AMP Services, société à responsabilité limitée au capital social de 100 000 F CFP (fixe), route lotissement Vetea, résidence Pater, Pirae, BP 11897, 98709 Mahina, *gérants* : Amulek Teuarai et Pavel Nikolaev Tonev, activités mécaniques générales et prestations de services en tout genre, *nom commercial* : AMP Services, *date de début d'exploitation* : 22 juin 2016 ;

N° 16 197 B, Chez Marutea 2, société à responsabilité limitée à associé unique au capital social de 50 000 F CFP (fixe), PK 43,700, côté montagne, Mataiea, BP 12584, 98712 Papara, *gérant* : René Pierre Roche, véhicule de restauration (roulotte) et débitant de boissons hygiéniques, *nom commercial* : Chez Marutea 2, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016.

21 juillet 2016

N° 16 1639 A (A 43809), Titipa Jonathan Hura Tematahotoa, prestations administratives et gestion pour entreprises et sociétés (secrétariat), location de matériel bureautique et engins (2 roues), *nom commercial* : Tahiti Works, route de la résidence Vaihiapa, appartement n° M203, Tipaerui, BP 9970 Motu Uta, 98715 Papeete, *date de début d'exploitation* : 20 juillet 2016 ;

N° 16 1640 A, Maimiti Tevate Aude Bisiaux, surveillante collège (loueur en main-d'œuvre), PK 13,100, côté montagne, route du lotissement Punavai Plaine, lot n° 32, Punaauia, BP 3326, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1641 A, Hakime Benchabane, régie publicitaire sur internet et créateur de sites, *nom commercial* : Uberzone, PK 15,100, côté mer, BP 380348 centre commercial Tamanu, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 20 juillet 2016 ;

N° 16 1642 A (906958), Tinomana Glenn John Ebb, frigoriste, électricien, plombier et soudeur, *nom commercial* : Tahiti Iti Froid, PK 46,600, côté mer, Mataiea, BP 7469 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 20 juillet 2016 ;

N° 16 1643 A, Jeannette Tani née Rupea, nettoyage et entretien des locaux, *nom commercial* : Heinofara, PK 23,800, côté montagne, quartier Maeta, Tiarei, BP 1126, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1644 A (149005), Georges Ronald Opuhara Sage, location d'un terrain en bord de mer avec ou sans repas, *nom commercial* : Painapo Wombao, PK 33, côté mer, terre Vaitepiha, section KB, n° 92, Haapiti, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1645 A, Wilfrid Temakeu, travaux en tous genres, *nom commercial* : Entreprise Temakeu, route du lotissement de la CPS, lot n° B46, Mahina, BP 52520, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 20 juillet 2016 ;

N° 16 1646 A, Jean-Pierre Marama Gregory Tetauru, travaux en tous genres et électricien, *nom commercial* : Technic Home, route du lotissement de la CPS, lot n° B47, BP 110359, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 20 juillet 2016 ;

N° 16 198 B, Sou Haine, société à responsabilité limitée au capital social de 100 000 F CFP (fixe), PK 2,700, côté mer, Faa'a, BP 2320, 98713 Papeete, *gérant* : Paul Chant, location d'emplacement pour les fêtes, séjours, camping, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 72 C, SCI BO 45, société civile au capital social de 100 000 F CFP (fixe), 415, boulevard Pomare, immeuble Vaiete, 98714 Papeete, *gérant, associé* : Tino Jean-Baptiste U, achat, prise à bail ou location de tous terrains et propriétés foncières de toute nature, *date de début d'exploitation* : 21 juillet 2016 ;

N° 16 73 C, SCI Keona, société civile immobilière au capital social de 100 000 F CFP (fixe), résidence Vaihiapa, appartement M203, Tipaerui, BP 9970 Motu Uta, 98715 Papeete, *gérant, associé* : Titipa Jonathan Hura Tematahotoa et Roroura Moerani Makiroto-Piritua, acquisition et la location de biens immobiliers, *date de début d'exploitation* : 20 juillet 2016.

22 juillet 2016

N° 16 1647 A, Georges Antoine Molto, snack, PK 2,300, côté montagne, BP 1143, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1648 A, Yohan George Maurice Rivière, courtier et consultant, *nom commercial* : Costpac, domaine Tamahana, lot n° 31, Arue, BP 3414, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er septembre 2016 ;

N° 16 1649 A, Alec Mose Ariiveheata, travaux en tous genres, *nom commercial* : Vaimoco, route de l'ancienne laiterie Van-Bastolaer, plateau de Taravao, Afaahiti, BP 71242 Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1650 A (B 29921), Heitu Heimiti Bruna Bonno, prothésiste ongulair, *nom commercial* : Rock Nails, près du lotissement Erima, résidence Terua, lot n° 6, Arue, BP 3401 RP, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1651 A (396846), Dolorès Marieta Clavel née Brun, logeur, *nom commercial* : Fare Tevanaki, route de la résidence Taapuna, lot n° 112, Punaauia, BP 6784, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 21 juillet 2016 ;

N° 16 1652 A, Arenui Alexander Steven Frogier, agent d'accueil touristique, réceptionniste, serveur, vendeur (loueur en main-d'œuvre), jardinier paysagiste et bûcheron, route Les Hauts de Matatia, lot n° 4, Punaauia, BP 43672, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 21 juillet 2016 ;

N° 16 1653 A, Vaianui Iro, commissionnaire sur la vente de services de restauration en ligne, *nom commercial* : Bonapp, route du lotissement CPS, lot n° 10, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2016 ;

N° 16 1654 A, Heremoana James Manea, livreur, jardinier et manœuvre, *nom commercial* : Ent. Manea Heremoana, PK 25,500, côté montagne, servitude Teonetera, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 199 B, Tahiti Mareyage Industrie, société en nom collectif au capital social de 100 000 F CFP (fixe), avenue du Prince-Hinoui, immeuble Keyala, Papeete, BP 61350, 98702 Faa'a, *gérant, associé* : Kévin Lucien Heimoana, *associés en nom* : Yann Heifara Francis Ching et Laetitia Poerava Francine Ching, la manutention, transformation, conditionnement et entreposage des produits de la mer, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 200 B, Pacific TV Productions, société à responsabilité limitée à associé unique au capital social de 100 000 F CFP (fixe), PK 42,500, côté montagne, résidence Vahoata, lot G2, Mataiea, BP 130259, 98717 Punaauia, *gérante* : Marie-Eve Claire Lucie Tefaatau née Robreau, production audiovisuelle et développement de la filière cinématographique, *nom commercial* : Pacific TV Prod Tahiti, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° (étranger) 16 201 B, Hakanui Fusion LLC, société de droit étranger, mise en activité de la société à compter du 22 juillet 2016, adresse de l'établissement : PK 45,500, côté mer, Mataiea, 98726 Teva I Uta ;

N° 16 202 B, Ecole Bilingue de Polynésie, *sigle* : EBP, société à responsabilité limitée au capital social de 50 000 F CFP (fixe), angle des rues Clappier et Leboucher, immeuble Mu Si Yan, 1er étage, BP40194, 98713 Papeete, *gérant* : Benoit Louis Robert Picault, enseignement privé, *date de début d'exploitation* : 23 août 2016 ;

N° 16 203 B, EURL Raihiria, société à responsabilité limitée à associé unique au capital social de 100 000 F CFP (fixe), Uturoa, BP 62, 98735 Uturoa, *gérant* : Anthony Chalons, loueur du fonds, prise en location-gérance, et l'exploitation d'une station-service, vente d'hydrocarbures et de marchandises générales, *nom commercial* : Station Shell Hava'i, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016, *loueur du fonds* : Pacific Petroleum et Services ;

N° 16 74 C, SCI Te Mana, société civile immobilière au capital social de 100 000 F CFP (fixe), route tavana Liais, Saint-Hilaire, Faa'a, BP 4578, 98713 Papeete, *gérant, associé* : Ramon Wong, l'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers, et notamment d'une SARL Centre d'enfouissement technique de Hitia'a, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 75 C, SCI Vainiu 108, société civile immobilière au capital social de 100 000 F CFP (fixe), lotissement Aute II, lot n° 71, Pirae, BP 1382, 98713 Papeete, *gérant, associé* :

Magaly Herenui Wiking, la construction, l'administration et la gestion de tous immeubles et biens immobiliers, *date de début d'exploitation* : 1er septembre 2016.

25 juillet 2016

N° 16 1655 A (733618), Brahman Hiro-Tetuanui Bambridge, travaux de bâtiment, *nom commercial* : EGB, route de la résidence Taina, lot n° 96, BP 380853 Tamanu, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 22 juillet 2016 ;

N° 16 1656 A, Régis Martial Dautremont, ingénieur conseil, PK 11, côté montagne, route du lotissement Mahinarama, lot n° 79, Mahina, BP 140266, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 22 juillet 2016 ;

N° 16 1657 A (887505), Anne Moéa Opuu née Faaio, services divers et coursier, *nom commercial* : Ku'ulei Service, quartier Afaahiti, Maeva, Huahine, BP 731, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1658 A (507764), Christophe Joël Teiki Faure, travaux en tous genres, *nom commercial* : Chris Tous Travaux, PK 1,700, côté montagne, quartier Snow, Faa'a, BP 5546, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 22 juillet 2016 ;

N° 16 1659 A (914242), Vahineura Natacha Helme, travaux de secrétariat, *nom commercial* : Kohimana, PK 10,500, lotissement Matavai, lot n° 63, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1660 A (A 50754), Damiana Teiareapetahi Astrolabe Patere, agent de publicité et de communication, PK 4,800, côté mer, quartier Faataura, maison n° 3, 98704 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 25 juillet 2016 ;

N° 16 1661 A, Stéphane Gustave Roullet, service réparation matériel de bureautique, route de la résidence Orava, appartement n° E14, BP 44514, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 204 B, Fara Immo, société à responsabilité limitée au capital social de 200 000 F CFP (fixe), PK 9,400, côté mer, Vairao, 98725 Hitia'a O Te Ra, *gérant* : Clothilde Virmaux née Puairau, immobilier, *date de début d'exploitation* : 6 juillet 2016.

26 juillet 2016

N° 16 1662 A, Moanaterai Louis Hurupa, carrossier tôlier et mécanique, *nom commercial* : HLM Design, PK 20,500, côté montagne, quartier Tiaiti Farepua, Atuaviti, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 25 juillet 2016 ;

N° 16 1663 A, Yannick Patrick Le Pogam, consultant informatique et gestion de projet, e-commerce (vente en ligne de produits et marchandises), travaux en tous genres, loueur en main-d'œuvre, services aux entreprises (administratif) et artisanat, *nom commercial* : Polynesia Pulse, route de la servitude Pugibet 2, BP 381446, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 25 juillet 2016 ;

N° 16 1664 A (105 973), Jacques Louis Raihaamana Manjard, entretien (mécanique-réparation) en tous genres (véhicule et matériel), *nom commercial* : Boating Services, route de la marina Taina, enceinte de la marina, box fare va'a, Punaauia, BP 8323, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 25 juillet 2016 ;

N° 16 1665 A (724658), Perrot Alexis Rere Maui, travaux en tous genres, *nom commercial* : Nuuraireva, route Amo E, derrière Bimat, BP 8305, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 25 juillet 2016 ;

N° 16 1666 A, Olivier Charles Robert Poli, location saisonnière, *nom commercial* : Poerava Beach, route de la résidence Lafayette Beach, bâtiment 5, appartement n° 5402, Arue, BP 40770 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 25 juillet 2016 ;

N° 16 1667 A, Jacques Samuel Raapoto, négociant de produits de nutrition et de complément alimentaires, PK 34,100, côté montagne, Mahaena, Hitia'a O Te Ra, BP 3955, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 25 juillet 2016 ;

N° 16 1668 A, Emy Vaea Mahinatea Tarano, vendeuse en boutique, route de Sainte-Amélie, immeuble Te Ofe, rez-de-chaussée, appartement n° 14, Papeete, Hakamahi, 98745 Ua Pou, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 1669 A (652602), Ernest Teikinaotaiotemanu Touatini, travaux en tous genres, *nom commercial* : Entreprise Ernest, PK 34,400, côté montagne, route du lotissement Vaipahu, lot n° 13, BP 12691, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016.

27 juillet 2016

N° 16 1670 A, Tania Krystèle Bonno, organisations événementielles, *nom commercial* : Ahinavai, 1123 N, Tahauku, Atuona, BP 536, 98741 Hiva Oa, *date de début d'exploitation* : 16 août 2016 ;

N° 16 1671 A, Moana Ludovic Dolcini, bûcheron, Tahina résidentiel lot n° 117, BP 1146, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 4 juillet 2016 ;

N° 16 1672 A (A 55787), Cyril Mathieu Ferry, jardinier, travaux en tous genres, vendeur (loueur en main-d'œuvre), commissionnaire en affaires locales (dépôt vente) et artisanat, *nom commercial* : Tahiti Sweete Garden et Services, PK 39, côté montagne, 2e maison, BP 12588, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1673 A, Grace Feaniheiveteaotemetiu Napualani Harehoe, importation (protection contre les ondes électromagnétiques et autres produits...), *nom commercial* : Tahitian Protect Wave, PK 2,500, côté montagne, lotissement Van Cam, BP 6978, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1674 A (705590), Tedy Blue Ioane, travaux en tous genres, PK 17,500, côté montagne quartier, Atohei, Papenoo, 98707 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1675 A, Rémi Laussucq, consultant en communication et marketing, *nom commercial* : RLS Conseil Marketing Communications, route du lotissement Green Valley, lot n° 73, Punaauia, BP 62593, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1676 A (524876), Johanne Timena Lemaire, négociant en produit bien-être, *nom commercial* : HBF Ron, Tahina, lot n° 157, BP 1011, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 8 juillet 2016 ;

N° 16 1677 A, Teraimateata Garline Dayana Truong née Maro, serveuse polyvalente, PK 23,300, côté montagne, Papetoai, BP 273 Maharepa, Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 15 juillet 2016 ;

N° 16 1678 A, Corinne Louise Mateata Mc Kittrick, secrétariat, *nom commercial* : Tahitiens Natives, route du lotissement Lotus, lot n° F160, Punaauia, BP 3944, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1679 A, Maima Astrid Manutahi née Parker, garde-malade sans agrément, PK 4,500, côté montagne, quartier Brodien, Irivai, Avera, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 8 juillet 2016 ;

N° 16 1680 A, Manava Jeanne Pittman, coiffeuse sans établissement fixe, maquilleuse, *nom commercial* : Anavai Source de Bien-Etre, PK 11,500, côté montagne à côté Naphatali, Haumi, Afareaitu, BP 1607 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1681 A (811448), Tina Jenna Demary née Punaa, travaux du bâtiment, peintre en bâtiment, jardinier bûcheron, *nom commercial* : Lokahi Entreprises, PK 6,240, côté montagne, route de la vallée Tefaaaroa, BP 140156, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1682 A, Hiro Larrys Tapea, menuiserie, jardinage, nettoyage et entretiens des locaux, PK 24,500, côté mer, avant l'école Vaiaau, Tevaitoa, 98735 Tumaraa, *date de début d'exploitation* : 11 juillet 2016 ;

N° 16 1683 A, Joseph Teamo, menuiserie métallique (pose, réparations...) et travaux en tous genres, *nom commercial* : Entreprise Teamo, vallée de Titioro, quartier Maraetefau, servitude Terai-Rosa, 98714 Papeete, *date de début d'exploitation* : 26 juillet 2016 ;

N° 16 205 B, Tapare Terrassement, société à responsabilité limitée au capital social de 1 000 000 F CFP (fixe), quartier Drollet, Pamatai, BP 60951, 98702 Faa'a, *gérant* : Louis Vetea Tamatao Tapare, travaux de terrassement, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1684 A, Remuel Remuera Teina, travaux en tout genre, PK 29, côté montagne, vallée avant le pont à côté Smith-Maxime, Opoa, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 6 juillet 2016 ;

N° 16 1685 A, Julienne Mateata Snow née Tekohuotetua, serveuse polyvalente, route Les Hauts du Tira, bâtiment F, lot n° 42, Mission, BP 42092 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1686 A, Mathias Michel Jacques Touzalin, travaux en tous genres, route du lotissement Green Vallée Nui, lot n° 3, BP 13303 chez Michèle de Chazeaux, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 76 C, Rud Boy, société civile immobilière au capital social de 50 000 F CFP (fixe), résidence Tamahana, loge du gardien, BP 141478, 98701 Arue, *gérant, associé* : Imihia Emmanuel Itae, l'acquisition, l'administration et la gestion par bail, location ou toute autre forme de tous immeubles et biens immobiliers, *date de début d'exploitation* : 21 juillet 2016.

28 juillet 2016

N° 16 1687 A, Adrian Ferenc Pataki, *nationalité* : hongroise, mécanicien (de moteur diesel), *nom commercial* : Diesel Clinic, PK 9, côté mer, route de la marina Taina, navire Atilla, BP 13003, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1688 A, Raimana Jules Dehors, mécanicien réparateur et tôlier carrossier, PK 12,500, côté montagne, route de la vallée Ahonu, BP 110103, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 27 juillet 2016 ;

N° 16 1689 A, Raphaël Pierre Claude Delente, paysagiste (conception de plan, suivi réalisation), maison de location Youssef Paulin, baie de Povai, Matira, Nunue, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1690 A, Mauihere Anna Charleen Demont, aide-cuisinière, *nom commercial* : Monster Ham, route du lotissement Hitiraamahana, lot n° 4, BP 11662, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 29 juillet 2016 ;

N° 16 1691 A, Tommy Marutea Enzo Ebb, taxi, PK 0,800, côté montagne, quartier Vaitaporo, BP 20, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 22 février 2016 ;

N° 16 1692 A (538504), Sylvie Tahia Brown née Ennemoser-Commenge, travaux de construction de petites maisons individuelles, *nom commercial* : CFB, PK 10,500, route du lotissement Pereua, lot n° 44, BP 112166, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 27 juillet 2016 ;

N° 16 1693 A, Lionel Patrick Antoine Fraccaroli, coiffeur sans établissement fixe, *nom commercial* : Lionel F, PK 16,600, côté mer, Papeete, BP 111095, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 27 juillet 2016 ;

N° 16 1694 A, Teparearii John Kaukura, mécanique générale, quartier Afaahiti, Maeva, BP 211, 98731 Huahine, *date de début d'exploitation* : 30 juin 2016 ;

N° 16 1695 A, Léa Chongaud née Potiaroa, nettoyage et entretien des locaux, quartier Vaianu, Haamene, 98733 Tahaa, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1696 A, Romain Guy Christian Rissel, mécanicien, *nom commercial* : Polyriders, 5, avenue du Régent-Paraita, immeuble Jeannina, BP 1409, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 27 juillet 2016 ;

N° 16 1697 A, Gregory Ziona Tehoiri, mécanique itinérante, *nom commercial* : GTA Services PK 42, côté montagne, Hitia'a, BP 8014, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1698 A, Steeve Tauahaamea Tekohuetetua, travaux en tous genres, *nom commercial* : Pas Laaa, PK 31,100, côté montagne, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 27 juillet 2016 ;

N° 16 1699 A, Mélanie Tiihiva, nettoyage et entretien des locaux, terre Torehape Haamene, 98733 Tahaa, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1700 A, Heirani Heroa Nahiti Tupea, rénovation, embellissement, entretien, nettoyage, fleurissement de monuments funéraires, marchand de sable blanc et entretien des jardins, parcs et établissements, *nom commercial* : L'Atelier du souvenir, des parcs et des jardins, PK 5, côté montagne, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 27 juillet 2016.

29 juillet 2016

N° 16 1701 A, Suzanne Vaimiti Meyer, bijoux, Rikitea, Mangareva, BP 128, 98755 Gambier, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2016 ;

N° 16 1702 A, André Mac-Carthy, location saisonnière, terre sans nom, cadastrée CB, n° 6, Rotoava, Fakarava, BP 3902, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 19 juillet 2016 ;

N° 16 1703 A, Joseph Moeava Matitai, artisanat et travaux en tous genres (jardinier), *nom commercial* : Hiona Construction, quartier Dexter, BP 44 Avatoru, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1704 A, Georges Marama Tehariki, mécanicien, remorqueur, travaux en tous genres, poissonnerie, marchand ambulant et mise à disposition d'internet (terminaux), *nom commercial* : Garage Eighty Nine Car Services, PK 4,800, côté montagne, quartier Hiti, derrière le lycée professionnel de Faa'a, 98704 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 10 août 2016 ;

N° 16 1705 A, Rosebelle Mina Hilda Tetua, maquillage, PK 7,100, côté montagne, face Bel Air, quartier Charles 1, Punaauia, BP 8592, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 1706 A (A 85784), Eliane Heipua Tiihiva, travaux de construction, *nom commercial* : Tamavai Construction, Le Hameau de Mahinarama, lot n° A3, BP 111651, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 28 juillet 2016 ;

N° 16 1707 A, Rarahu Titaua Tipani Toromona, vente produits locaux (fruits et légumes), terrain après le logement de l'aviation proche de la maison de Hiro, Avatoru, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 1er août 2016 ;

N° 16 206 B, Espace Natura, société à responsabilité limitée à associé unique au capital social de 300 000 F CFP (fixe), PK 19,500, côté mer, terre Vihiaura, parcelle AC, n° 441, BP 10788, 98711 Paea, *gérant* : Teriitua Salmon, l'entretien et le soin des parcs et jardins, la tonte de pelouses, le nettoyage, le débroussaillage, le jardinage, l'élagage, la taille, le démontage et l'abattage d'arbres, *date de début d'exploitation* : 29 juillet 2016.

MODIFICATIONS

8 avril 2016

N° 09 268 B, SAS VITI, société par actions simplifiée, *nom commercial* : VMAIL, suivant délibérations du conseil d'administration du 24 février 2016, Mme Constance Edwige Rattinassamy a été nommée administrateur provisoire de la société par cooptation, en remplacement de M. Tuanaki Rattinassamy-Nouveau, administrateur démissionnaire, pour la durée du mandat de son prédécesseur, qui avait été nommé sans limitation de durée ;

N° 07 44 C, Paille en Queue, société civile immobilière, transfert du siège social, aux termes d'un acte aux minutes de la SCP Philippe Clemencet, Alexandrine Clemencet et Jean-Philippe Pinna, titulaire d'un office notarial à Papeete, en date du 29 février 2016, M. Serge Lallemand et M. Geoffroi Lallemand ont cédé la totalité des parts et créance leur appartenant à M. et Mme Pascal et Myriam Olivier et Mlle Ganaëlle Olivier. Il a en outre été constaté la démission de M. Serge Lallemand de ses fonctions de gérant et la nomination de Mlle Ganaëlle Olivier en qualité de gérant de ladite société et de transférer le siège social de Tahiti, route de la pointe Vénus, Mahina ou BP 40010, 98713 Papeete, à Arue, terre Vaipoopoo 8, BP 111146 Mahina.

12 avril 2016

N° 07 95 C, SCI Aute Fare Iti, société civile immobilière, modification survenue sur la dénomination et transfert du siège social, aux termes d'un acte reçu par Me Michel Guichenu, notaire au sein de l'Office notarial de Me Dubouch, notaire à Papeete, le 15 mars 2016, M. Philippe Arhets et Mme Magali Tena ont été nommés gérants en remplacement de Mme Josiana Ah Ram, démissionnaire. Le siège social a été fixé à Pirae, lot n° 41 du lotissement Aute III, BP 21209 Papeete, et la dénomination est SCI Aute Fare Iti.

18 avril 2016

N° 12 3 B, Polynésie Trip, société à responsabilité limitée, suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 2 janvier 2016, l'associée unique a décidé de modifier son statut d'EURL et passe en SARL. Elle augmente aussi son capital qui passe à 400 000 F CFP et nomme M. Julien Pitthois, nouvel associé, en qualité de co-gérant.

20 avril 2016

N° 02 64 B, Sodirent, société anonyme, *président du conseil d'administration, administrateur* : Gilles Roger Georges Bonvarlet, *directeur général, administrateur* : Jacques Pierre Andreani, *administrateurs* : SOFIMAL (SASh) représenté par René Heremana Malmezac et Hart Immobilier (SCIh) représenté par Steven John Hart, *commissaires aux comptes titulaire* : Thierry Wagener, *commissaire aux comptes suppléant* : Véronique Morin, modification survenue sur l'administration, aux termes de l'assemblée générale ordinaire du 1er février 2016, il a été décidé de nommer de M. Gilles Bonvarlet en remplacement de M. Paul Yeou et M. Jacques Andreani en remplacement de M. Yvon Yeou en qualité d'administrateur. Aux termes du conseil d'administration du 1er février 2016, M. Gilles Bonvarlet est nommé en qualité de président du conseil d'administration en remplacement de M. Paul Yeou et M. Jacques Andreani est nommé en qualité de directeur général ;

N° 63 20 B, Société de distribution de véhicules automobiles, Sodiva, société anonyme, aux termes du conseil d'administration du 14 janvier 2016, il a été constaté la démission de M. Paul Yeou de ses fonctions d'administrateur et de président directeur général, ainsi que les démissions de Mme Marie Wong Chou, Mlle Lisette Wong Chou, Mlle Dolorès Ah Sing, Mme Elisabeth Ah Sing et M. Yvon Yeou de leurs fonctions d'administrateur. En outre M. Gilles Bonvarlet a été nommé en qualité de président directeur général. Aux termes de l'assemblée générale ordinaire du 1er février 2016, il a été décidé de nommer en qualité d'administrateur M. Gilles Bonvarlet en remplacement de M. Paul Yeou ainsi que la SC Sodi Holding, représentée par M. Gilles Bonvarlet, M. Jacques Andreani, M. Philippe Ardaillet, M. Jean Giuly et Mme Linda Erades, tous en qualité d'administrateur. Aux termes du conseil d'administration du 1er février 2016, M. Jacques Andreani est nommé en qualité de directeur général ;

N° 12 30 B, Gesco, société à responsabilité limitée, par décision en date du 31 décembre 2015, l'associé unique a décidé une augmentation de capital pour le porter de 100 000 F CFP à 3 125 000 F CFP, suivie d'une réduction de capital d'un montant de 3 025 000 F CFP pour le ramener à 100 000 F CFP, afin d'amortir les pertes.

21 avril 2016

N° 13 294 B, Tahiti Tuna Consulting, société à responsabilité limitée, l'assemblée générale extraordinaire du 6 avril 2016 a modifié l'objet social de la société par adjonction des activités suivantes : achat, vente, importation de tous produits et marchandises, transformation et revente de produits alimentaires.

22 avril 2016

N° 13 34 C, The Pew Charitable Trusts, société de droit étranger, suivant acte du 29 janvier 2016, M. Jérôme Noël Petit a été nommé représentant légal de la succursale en Polynésie française remplacement de M. Jean-Paul Michel ;

N° 06 209 B, Tere Ia, société coopérative maritime, aux termes d'une assemblée du 16 novembre 2014, il a été décidé de créer un conseil d'administration avec pour administrateur M. Arnold Tama et M. Patrick Taiyu Sing. Mme Rosalie Maiana Watanabe est nommée présidente, du conseil d'administration, et M. Stanley Watanabe est nommé conseiller technique.

26 avril 2016

N° 13 334 B, Fenuaexotik, société à responsabilité limitée à associé unique, *liquidateur* : Philémon Joël Ekouma Ndong, dissolution de la société, en date du 25 mars 2015 par assemblée générale extraordinaire, il a été adopté à l'unanimité la résolution suivante : dissolution anticipée de la société. M. Joël Ekouma est nommé liquidateur et le siège de la liquidation est fixé à Papeete, rue des Poilus-Tahitiens. Journal d'annonces légales : *Journal officiel* de la Polynésie française du 17 avril 2015.

27 avril 2016

N° 07 279 B, Ecofip, société par actions simplifiée à associé unique, modification du capital social de la société à 500 000 euros dont le siège social est à Fort de France, Zac du Lareinty, 97232 Le Lamentin ;

28 avril 2016

N° 08 51 B, Atoll Architecture, société à responsabilité limitée, l'assemblée générale extraordinaire, après avoir pris connaissance des actes de cession de parts sociales en date du 14 mars 2016, décide de modifier l'article 7 des statuts relatif au capital social dont la rédaction est la suivante : Art. 7. — *capital social* : Le capital social est fixé à la somme de 10 000 000 F CFP, montant des apports en nature et en numéraire constatés sous l'article 6 qui précède. Il est divisé en 5 000 parts de 2 000 F CFP chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 5 000 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir : à Mme Sylvaine Rivierre, à concurrence de 3 000 parts, numérotées de 1 à 3 000 ; à M. Pierre-Jean Picart, à concurrence de 1 550 parts, numérotées de 3 001 à 4 550 ; à Mme Fabienne Baudchon-Chapus, à concurrence de 150 parts, numérotées de 4 551 à 4 700 ; à M. Richard Baudchon, à concurrence de 150 parts, numérotées, de 4 701 à 4 850 ; à M. Yannick Viault, à concurrence de 150 parts, numérotées, de 4 851 à 5 000 ; total égal au nombre de parts composant le capital social : 5 000 parts ;

N° 06 365 B, Mahana Resort, société par actions simplifiée, aux termes d'un acte sous seing privé du 13 avril 2016, l'assemblée générale extraordinaire a pris acte de la démission de M. François Coudert de ses fonctions de président et a décidé de nommer à ce poste M. Jean Croteau à compter du 13 avril 2016.

29 avril 2016

N° 09 288 B, Tahiti Sunset, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte du 20 avril 2016, les associés ont décidé d'augmenter le capital social de la société à 4 096 000 F CFP pour le porter à 4 196 000 F CFP et de le réduire de 4 096 000 F CFP pour le ramener à 100 000 F CFP, ce qui n'entraîne aucune modification des statuts ;

N° 10 186 B, Solutions sécurité incendie, *sigle* : SSI, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 14 avril 2016, M. Pascal Mainguy a démissionné de ses fonctions de co-gérant ;

N° 08 104 C, Teroma, société civile immobilière, modification survenue sur le capital, par délibération en date du 26 janvier 2016, l'assemblée générale mixte a décidé de réduire le capital social pour le ramener à 982 F CFP par incorporation du report à nouveau déficitaire et par annulation de parts sociales et de changer de gérant ;

N° 14 7 C, Société civile d'exploitation agricole Agri Futur Bio, *sigle* : Scea Agri Futur Bio, société civile d'exploitation agricole, suivant acte sous seing privé en date du 9 novembre 2015, M. Nicolas Laugeon a cédé 14 parts à Mme Pierrette Taerea, 22 parts à Mme Moena Hoefnagels, 3 parts à M. Jean-Claude Lii et M. Teiki Richmond a cédé 10 parts à Mme Pierrette Taerea. En conséquence, l'article 7 des statuts est modifié. En outre, M. Teiki Richmond a démissionné de ses fonctions de gérant ;

N° 15 36 B, Hiva Queen, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 10 octobre 2015, M. Nicolas Laugeon a cédé à M. Jean-Claude Lii, 1 part sociale, M. Geoffrey Tuteirihia a cédé à M. Jean-Claude Lii, 1 part sociale, M. Teiki Richmond à Mme Huguette Munos épouse Lii, 1 part sociale. Les statuts ont été modifiés en conséquence ;

N° 15 36 B, Hiva Queen, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 31 mars 2016, M. Nicolas Laugeon a cédé à M. Athanase Yuen, 1 part sociale et M. Geoffrey Tuteirihia a cédé à M. Ikaotetua Napuahi, 1 part sociale. Les statuts ont été modifiés en conséquence ;

N° 13 86 B, Technopro, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous seing privé du 23 octobre 2015, M. Nicolas Laugeon a cédé à M. Jean Claude Lii, 2 parts sociales et à Mme Huguette Munos épouse Lii, 1 part sociale. Les statuts ont été modifiés en conséquence ;

N° 14 29 B, Tahiti Bio, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 19 octobre 2015, M. Nicolas Laugeon a cédé à M. Jean Claude Lii, 3 parts sociales et à Mme Huguette Munos épouse Lii, 3 parts sociales. Les statuts ont été modifiés en conséquence ;

N° 14 29 B, Tahiti Bio, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 22 mars 2016, M. Nicolas Laugeon a cédé à M. Jean-Claude Lii, 7 parts sociales et à Mme Huguette Munos épouse Lii, 7 parts sociales. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

3 mai 2016

N° 12 212 B, Aquabike Pacific, société à responsabilité limitée, modification survenue sur l'activité, aux termes d'un acte aux minutes de la SCP Restout-Delgrossi-Buirette-Monnot, titulaire d'un office notarial à Papeete, du 6 avril 2016, la société Aquabike Pacific a cédé sa branche de fonds de commerce d'enseignement de l'activité d'aquabike au profit de la société Feeling Good. L'entrée en jouissance est fixée au 6 avril 2016 ;

N° 16 55 B, Feeling Good, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte aux minutes de la SCP Restout-Delgrossi-Buirette-Monnot, titulaire d'un office notarial à Papeete, du 6 avril 2016, la société Feeling Good a acquis de la société Aquabike Pacific la branche de fonds de commerce d'enseignement de l'activité d'aquabike. L'entrée en jouissance est fixée au 6 avril 2016 ;

N° 00 318 B, Marinechandler, société à responsabilité limitée, par acte sous seing privé du 1er avril 2016, M. Alain Blin a cédé la totalité de ses parts sociales au profit de M. Bernard Paureau. suite à l'assemblée générale extraordinaire du 1er avril 2016, il a été pris acte de nommer en qualité de nouveau gérant à compter de ce jour M. Bernard Paureau, en remplacement de M. Alain Blin, pour cause de

démission et donné quitus pour sa gestion. En outre le siège social a été transféré à Punaauia, Punavai Nui lot n° 30. Le reste sans changement ;

N° 05 34 C, Dolce Vita, société civile immobilière, *gérant, associé* : Olivier François Herrmann-Auclair, modification survenue sur l'administration, par acte sous seing privé en date du 29 avril 2016, M. Olivier Herrmann-Auclair a cédé à Mme Caroline Bortolaso épouse Herrmann-Auclair, 100 parts sociales, soit la moitié du capital social ;

N° 06 53 B, Coopérative de pêcheurs de Vairao Rava Ai, société coopérative maritime, aux termes de l'assemblée générale du 27 mars 2016, il a été décidé le renouvellement du bureau et les membres ont décidé que M. Adolphe Teraiefa reste le président de la coopérative pour une durée de 2 ans.

4 mai 2016

N° 77 65 B, Polynésienne des moteurs, *sigle* : Sopom, société à responsabilité limitée, *nom commercial* : Sopom, modification survenue sur le capital, aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 7 mars 2014, il a été décidé la poursuite des activités et qu'il n'y a pas lieu de prononcer la dissolution anticipée de la société. Aux termes de la même assemblée, il a été procédé à la réduction du capital de 20 000 000 F CFP par imputation sur les pertes sous condition suspensive de son augmentation à 33 000 000 F CFP. Aux termes de la même assemblée, il a été procédé à l'augmentation du capital de 33 000 000 F CFP par l'émission au pair de 6 600 parts nouvelles de 5 000 F CFP chacune, puis à sa réduction par imputation sur les pertes pour le ramener à 4 620 000 F CFP par voie de réduction de la valeur nominale des 6 600 parts nouvelles qui a été ramenée de 5 000 F CFP à 700 F CFP chacune ;

N° 16 48 B, Magasin Liki, société à responsabilité limitée à associé unique, établissement principal reçu en location-gérance, par acte sous seing privé en date du 30 mars 2016, la société Magasin Liki a reçu en location-gérance de M. Jean-Pierre Chung, l'exploitation d'un fonds de commerce de station service sise à Vairao, PK 10, pour une durée d'une année à compter du 1er avril 2016. Pour compter du 1er avril 2016, adjonction de l'activité de distributeur de carburant ;

N° 97 101 C, SCA Teaihu, société civile d'exploitation aquacole, *liquidateur* : Gilbert Wane, dissolution de la société, l'associé unique a décidé le 19 avril 2016 la dissolution anticipée de la société. M. Gilbert Wane a été nommé en qualité de liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et le siège de la liquidation est fixé à Papeete, BP 41298 Fare Tony, 98713 Papeete, journal d'annonces légales : *Journal officiel de la Polynésie française* du 26 avril 2016 ;

N° 99 155 C, Raiatua, société civile, aux termes d'un acte contenant cession de parts sociales dans la SCI Raiatua reçu par Me Bruggmann, notaire à Papeete le 7 avril 2016, M. et Mme Roger et Aurélia Thery ont cédé leurs parts à M. et Mme Cédric et Lenik Tapiero savoir : les 50 parts numérotées de 1 à 30 et 61 à 80 appartenant à M. Thery et les 50 parts numérotées de 31 à 60 et 81 à 100 appartenant à Mme Thery. Aux termes de cet acte M. et Mme Tapiero ont été tous deux nommés gérant de la SCI Raiatua.

6 mai 2016

N° 15 57 B, Te Fetia, société à responsabilité limitée, PK 8,500, côté montagne, résidence Taharaa n° 110, Mahina,

BP 52944, 98716 Pirae, transfert du siège social, aux termes de l'assemblée générale ordinaire du 1er mai 2016, les associés ont décidé de transférer le siège social à Mahina, résidence Taharaa n° 110, PK 8,500, ainsi que le domicile personnel de Mme Joëlle Prost à la même adresse à compter du 1er mai 2016 ;

N° 09 133 C, Sun Pacific Investments Real Estate, *sigle* : Spire, société civile immobilière, il résulte des décisions de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 1re avril 2016, que l'exercice social commence le 1er novembre et finit le 31 octobre de chaque année. L'article 31 des statuts relatif à l'exercice social a été modifié en conséquence.

9 mai 2016

N° 97 139 C, Office notarial Restout-Delgrossi-Buirette-Monnot, société civile professionnelle, modification survenue sur la dénomination et il résulte d'un acte sous seing privé, sous condition suspensive, en date du 7 septembre 2015, enregistré le 10 septembre 2015, folio 55, bordereau 1756/5, contenant cession par M. Bernard Restout des 19 parts sociales lui appartenant dans la société et de l'arrêté n° 258 CM du 10 mars 2016, les modifications ci-après : la nomination de M. Franck Monnot en qualité de gérant, le changement de dénomination sociale en Office notarial Restout-Delgrossi-Buirette-Monnot, et la nouvelle répartition du capital social : M. Bernard Restout, propriétaire d'1 part sociale numérotée 1, M. Franck Monnot, propriétaire de 19 parts sociales numérotées de 2 à 15 et de 31 à 35, M. Michel Delgrossi, propriétaire de 20 parts sociales numérotées de 16 à 30 et de 36 à 40, Mlle Stéphanie Buirette, propriétaire de 20 parts sociales numérotées de 41 à 60.

10 mai 2016

N° 02 241 C, SCI Sodimo, société anonyme, modification survenue sur le capital, au terme d'une délibération en date du 2 juillet 2008, l'assemblée générale extraordinaire des associés a décidé la réduction du capital social afin de le porter de 305 331 270 F CFP à 205 328 300 F CFP et de modifier corrélativement les articles 6 et 7 des statuts.

11 mai 2016

N° 16 12 B, Société de communication polynésienne, *sigle* : SCP, société à responsabilité limitée, *nom commercial* : Tivi, Hotu Pacifique, Moripata, le journal local, le journal local de Tahiti, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 31 mars 2016, les associés ont modifié l'objet social en ajoutant l'activité suivante : La programmation informatique, la création, le développement, l'administration de sites internet ; l'achat d'espaces publicitaires ; la prise de participation, référencement de sites internet, la vente sur internet, et par correspondance d'objets divers et toute activité annexe ou connexe en relation avec internet ;

N° 11 295 B, Fenuavocats, société d'exercice libéral à responsabilité limitée, aux termes d'un acte du 27 avril 2016, M. Benoît Malgras a cédé à M. Christophe Rousseau-Wiart, 8 parts numérotées de 35 à 42 et à M. Vincent Dubois, 8 parts numérotées de 43 à 50 lui appartenant dans la société ;

N° 92 125 B, Archipels Croisières, société à responsabilité limitée, par procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 8 octobre 2015, M. Romuald Caillaud a été nommé en qualité de co-gérant de la SARL Archipels Croisières.

12 mai 2016

N° 14 105 B, SARL Akau Enana, société à responsabilité limitée, *liquidateur* : Jean Emile Cabot, dissolution de la société, par assemblée générale extraordinaire du 9 mai 2016, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société. M. Jean Cabot est nommé en qualité de liquidateur et le siège de la liquidation est fixé à Nuku Hiva, BP 377 Taiohae. Journal d'annonces légales : La Dépêche de Tahiti du 11 mai 2016 ;

N° 94 164 B, Océanienne de Services Bancaires, *sigle* : OSB, société anonyme, en sa séance du 22 mars 2016, le conseil d'administration de la Calédonienne de Services Bancaires a nommé M. Vincent Gourmelen en qualité de représentant permanent de la Calédonienne de Services Bancaires au sein du conseil d'administration de l'Océanienne de Services Bancaires, en remplacement de M. Michel Copreaux ;

N° 15 173 B, Dream Water Tahiti, société à responsabilité limitée, aquaculture en mer, export, négociant. Modification survenue sur l'activité et suite à l'assemblée générale extraordinaire du 27 janvier 2016 et des cessions de parts intervenues le 14 avril 2016, M. Gianni Zacchello a cédé une partie de ses parts à chacun des associés et à Mme Christine Matarere, nouvelle associée. Pour régularisation : suppression des activités de bureau d'études et de travaux du bâtiment et adjonction des activités d'export et négociant à compter du 15 juillet 2015.

13 mai 2016

N° 99 134 C, Arenui, société civile, transfert du siège social, aux termes d'une assemblée générale ordinaire du 29 avril 2016, les associés ont décidé de transférer le siège social à Punaauia, lotissement Miri, lot n° 380, BP 51112, 98716 Pirae et de nommer M. Daniel Mietlicki en qualité de gérant en remplacement de M. Christophe Nivet et Mme Danièle Mietlicki ;

N° 15 14 B, EURL Ma - Joha, société à responsabilité limitée à associé unique, suite à une décision de l'associé unique du 21 mars 2016, l'objet social est modifié comme suit : hébergement touristique et autre hébergement de courte durée. Toutes prestations de services divers et l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non. L'article 2 des statuts est modifié en conséquence.

N° 09 304 B, Solution Crédit 98, société à responsabilité limitée à associé unique, transfert du siège social, il résulte d'une décision de l'associé unique du 11 avril 2016 que le siège social est transféré à Papeete, rue des Remparts, immeuble Giau.

17 mai 2016

N° 13 151 B, Atea, société par actions simplifiée, démission de M. Olivier Houssin de ses fonctions du directeur général, à effet au 29 février 2016 ;

N° 97 44 C, Dumont d'Urville n° 20, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu par Me Stéphane Mounier, notaire salarié au sein de l'Office notarial de Me Dubouch, notaire à Papeete, le 14 avril 2016 contenant cession de parts par M. Patrice Roy au profit de M. Alain Dumouchel, le siège social de la société a été transféré à Papeete, résidence Fare'ata, appartement 131, BP 50273 Pirae. M. Alain Dumouchel a été nommé gérant en remplacement de M. Patrice Roy, démissionnaire ;

N° 99 82 B, Tahiti Jeunesse, société par actions simplifiée, *nom commercial* : Odyssey - Office City, aux termes des décisions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 22 février 2016, M. Pascal Kwong a été nommé directeur général à compter du même jour ;

N° 06 83 C, SCI du 23 février, société civile immobilière, suivant l'assemblée générale ordinaire du 14 avril 2016, M. Damien Henry a été nommé en qualité de nouveau gérant en remplacement de Mlle Christelle Depeint, démissionnaire ;

N° 14 221 B, Tahitian Import And Trading Company, *sigle* : TITC, société à responsabilité limitée, *liquidateur* : Anthony Giovanni Stefanutti, dissolution de la société, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 9 février 2016, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour et sa liquidation amiable. M. Anthony Stefanutti est nommé liquidateur et le siège de la liquidation est fixé à l'ancien siège social. Journal d'annonces légales : *Journal officiel* de la Polynésie française du 12 avril 2016 ;

N° 88 8 C, Tevaipatu, société civile, cessation d'activité de la société, mise en sommeil de la société à compter du 13 mai 2016 ;

N° 95 139 B, Technimarine, société par actions simplifiée modification survenue sur la forme juridique, le capital et transfert de l'établissement principal, aux termes d'une décision en date du 5 avril 2016, les associés ont décidé la transformation de la société en société par actions simplifiée à compter du même jour. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Régularisation de l'assemblée générale du 27 octobre 2010 : nomination des commissaires aux comptes titulaire et suppléant, augmentation de capital et précision complémentaire du siège social : remblais de Papeava, Fare Ute, Papeete ;

N° 11 172 B, Tahiti Contrôle Technique, *sigle* : TCT, société à responsabilité limitée, transfert du siège social, suite à l'assemblée générale ordinaire du 24 avril 2016, les associés ont décidé le transfert du siège social à Papeete, 119, rue des Poilus-Tahitiens, servitude Tematua, et le changement des coordonnées postaux : nouvelle BP : 63890, 98702 Faa'a. Fermeture de l'établissement sis à Papeete, 119, rue des Poilus-Tahitiens, qui devient le siège social et l'établissement principal. Cession de parts entre associés en date du 25 avril 2016.

18 mai 2016

N° 98 299 B, Edec, société à responsabilité limitée, transfert de l'établissement principal, aux termes des décisions du 29 septembre 2015, l'assemblée générale extraordinaire a décidé le transfert du siège social à Papeete, rue du 5 mars, immeuble Artémis et l'assemblée générale ordinaire a accepté la démission de M. Laurent Findling en qualité de co-gérant de la société à compter du 3 octobre 2015 à minuit, donc le 4 octobre 2015 ;

N° 98 195 B, Tiki Soft Café, société à responsabilité limitée, exploitation d'un snack-bar, proposant une mise à disposition d'un service internet pour la clientèle. Licence de débit de boissons de 5e classe. *Nom commercial* : La Rotisserie RM, modification survenue sur l'activité, transformation de la licence de débit de boissons en 5e classe ;

N° 02 140 C, Te Aito Rava'ai Nui, société civile, suivant l'assemblée générale en date du 1er janvier 2016, M. Auguste Bu Luc est nommé en qualité de co-gérant de la société ;

N° 13 23 C, MLF, société civile immobilière, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 29 septembre 2015, les associés ont pris acte de la démission de M. Laurent Findling de son poste de co-gérant de la société à compter du 3 octobre 2015 à minuit, donc le 4 octobre 2015 ;

N° 13 80 B, Edec Audit, société à responsabilité limitée, aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 29 septembre 2015, les associés ont pris acte de la démission de M. Laurent Findling de son mandat de co-gérant à compter du 3 octobre 2015 à minuit, donc le 4 octobre 2015 ;

N° 13 202 B, Toanui, société à responsabilité limitée, *liquidateur* : Cyril Jean-Luc Fuda, dissolution de la société, en date du 8 janvier 2016, l'assemblée générale extraordinaire a décidé la dissolution anticipée de la société. M. Cyril Fuda est nommé liquidateur et le siège de la liquidation est fixé au domicile du liquidateur. Journal d'annonces légales : La Dépêche de Tahiti du 30 avril 2016.

19 mai 2016

N° 82 44 B, Olympian's Sport, société à responsabilité limitée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 31 mars 2016, il a été décidé l'extension de l'objet social à l'activité suivante : le transport terrestre de toutes marchandises (T07) ;

N° 11 2 B, La Pasta, société à responsabilité limitée, *nom commercial* : Moko Café, aux termes d'un acte reçu par Me Philippe Clemencet, notaire associé à Papeete, le 15 avril 2016, M. et Mme Roland et Léontine Tuheiava ont cédé la totalité des parts sociales leur appartenant dans la SARL La Pasta au profit de M. Emile Baumgartner et Mme Heiata Pigué et il a été procédé à la nomination de Mme Heiata Pigué en qualité de gérant pour une durée illimitée en remplacement de Mme Léontine Tuheiava et Mme Temanuata Tepa, démissionnaires. Adjonction également de l'enseigne Moko Café à compter du 15 avril 2016.

23 mai 2016

N° 03 16 B, Moorea Impact, société en nom collectif, *nom commercial* : Moorea Meubles Deco, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 26 mars 2016, M. Hugues Marescot a cédé la totalité de ses parts sociales à M. Yves Dedieu.

24 mai 2016

N° 00 94 B, AG Automobiles, société à responsabilité limitée, *liquidateur* : Andy Rocco Gallet, dissolution de la société, l'assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2016 a décidé la dissolution anticipée de la société. M. Andy Gallet a été nommé en qualité de liquidateur et le siège de la liquidation est fixé à Papara, PK 39, côté montagne, BP 12684. Journal d'annonces légales : *Journal officiel* de la Polynésie française du 20 mai 2016.

25 mai 2016

N° 15 68 B, Tahiti Exchange, société en nom collectif, modification survenue sur la forme juridique, aux termes de l'assemblée générale mixte du 29 avril 2016, les associés ont décidé la transformation de la société en société en nom collectif à compter du 1er mai 2016. Sous sa nouvelle forme, la société est gérée par MM. Julien Torregrossa et Yves Buhagiar, associés en nom ;

N° 12 28 C, SCI Matira, société civile, suite à un acte sous seing privé du 11 mai 2016, M. Christian Triep-Capdeville a cédé 50 parts sociales à M. Nicolas Loyer et démissionné de son poste de gérant. M. Nicolas Loyer demeure seul gérant ;

N° 94 173 B, JCM Conseil Investissements, société à responsabilité limitée, *nom commercial* : JCM Conseil, Cifi, Nanea, Tahiti In Style, Polynesia Dream Lodge, ouverture d'un établissement complémentaire sis à Papeete front de mer. Immeuble Poe Rava sous l'appellation Nanea pour l'activité d'agence immobilière, depuis le 15 février 2015.

26 mai 2016

N° 10 83 B, Activ'résumé, société à responsabilité limitée à associé unique, aux termes d'un acte du 31 mars 2016, Mme Claudine Bassuet a cédé la totalité de ses parts sociales à la SARL Fare 51. Par une assemblée du même jour, M. Philippe Lacarriere a été nommé gérant de la société en remplacement de Mme Claudine Bassuet.

27 mai 2016

N° 15 302 B, Sea Breeze, société à responsabilité limitée, *nom commercial* : Sea Breeze, suivant acte reçu par Me Frédéric Rapady, notaire à Papeete, le 6 avril 2016, la société Sea Breeze a acquis de M. et Mme Fontaine, un fonds de commerce de restauration rapide, sis et exploité à Punaauia, centre commercial du Lotus, connu sous l'enseigne Snack du Lotus ;

N° 07 55 B, Invitu, société à responsabilité limitée à associé unique, prestations de services informatiques. réseaux, systèmes, bases de données. Négociant. Modification survenue sur l'activité. Adjunction de l'activité de négociant à compter du 26 mai 2016.

30 mai 2016

N° 12 128 B, La Tour De Pizz', société à responsabilité limitée, ouverture d'un établissement de restauration à emporter à l'enseigne La Tour De Pizz' sis et exploité à Papeete, rue du Maréchal-Foch, impasse Liberty, à compter du 2 novembre 2015 ;

N° 15 324 B, Poly-Irm, société à responsabilité limitée, modification survenue sur le capital. Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 5 février 2016, le capital social a été augmenté en numéraire de 168 000 F CFP et porté à 378 000 F CFP. Adjunction d'un co-gérant M. Christophe Garnier ;

N° 58 1 B, Air Tahiti, société anonyme, Il résulte de l'extrait du procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 26 novembre 2015 et de divers actes : désignation de M. Thierry Paulais en qualité de représentant permanent de l'Agence française de développement en remplacement de M. Frédéric Audras ; désignation de Mlle Estelle Vierling en qualité de représentant permanent du comité d'entreprise Air Tahiti en remplacement de Mme Noélani Tinirauarii. *Ancienne mention* : conseil d'administration : M. Joël Allain (PDG) ; Agence française de développement (M. Frédéric Audras) ; Air France (M. Alex Hervet) ; comité d'entreprise Air Tahiti (Mme Noélani Tinirauarii) ; OCI (M. James Estall) ; Polynésie française (M. Albert Solia) ; SAEML Air Tahiti Nui (M. Michel Monvoisin) ; SCP Emar (M. Jean-Pierre Fourcade) ; SCP Moana Nui (M. Claude Girard) ; M. Matahi Brothers ; M. Marcel Galenon. *Nouvelle mention* : conseil

d'administration : M. Joël Allain (PDG) ; Agence Française de Développement (M. Thierry Paulais) ; Air France (M. Alex Hervet) ; Comité d'Entreprise Air Tahiti (Mlle Estelle Vierling) ; OCI (M. James Estall) ; Polynésie française (M. Albert Solia) ; SAEML Air Tahiti Nui (M. Michel Monvoisin) ; SCP Emar (M. Jean-Pierre Fourcade) ; SCP Moana Nui (M. Claude Girard) ; M. Matahi Brothers ; M. Marcel Galenon ;

N° 09 192 C, SCI Moohono Ho'e, société civile, modification survenue sur la dénomination, aux termes d'une assemblée générale ordinaire en date du 29 mars 2016, les associés ont décidé de changer de dénomination sociale qui sera désormais : SCI Moohono Ho'e ;

N° 91134 B, Prince Hinoi Center, société par actions simplifiée, *nom commercial* : Office One, aux termes des décisions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 22 février 2016, Mme Paulette Kwong a été nommée pour une durée non limitée, présidente en remplacement de M. Eugène Kwong, démissionnaire. Aux termes des mêmes décisions, M. Pascal Kwong a été nommé directeur général.

31 mai 2016

N° 16 3 B, Station Paofai, *sigle* : SARL Station Paofai, société à responsabilité limitée, établissement principal reçu en location-gérance, aux termes d'un acte sous seing privé, la société Station Paofai a reçu à bail au titre de location-gérance de la société Sermodis, un fonds de commerce de station-service dénommé Station Mobil Paofai, sis à Papeete, Paofai à compter du 1er janvier 2016, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation ;

N° 85 239 B, Sermodis, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous seing privé, la société Sermodis a donné à bail au titre de location-gérance à la SARL Station Paofai, un fonds de commerce de station-service dénommé Station Mobil Paofai à compter rétroactivement du 1er janvier 2016, pour une durée d'un an renouvelable d'année en année par tacite reconduction sauf dénonciation. Résiliation au 31 décembre 2015 du contrat de location-gérance du fond de commerce de station-service, dénommé Station Mobil Paofai conclu le 1er janvier 2004 au profit de M. Stanley Lhies.

1er juin 2016

N° 01 40 B, Compagnie Touristique Polynésienne, société anonyme, aux termes de l'assemblée générale ordinaire du 28 mars 2016, Mme Marie-Christine Patard veuve Kalinowski a été nommée administrateur. Aux termes du conseil d'administration du 28 mars 2016, Mme Marie-Christine Patard veuve Kalinowski a été nommée président du conseil d'administration en remplacement de M. Christian Kalinowski, décédé, M. Jean-Marc Bruel a été reconduit dans ses fonctions de directeur général ;

N° 91 58 B, La Pacifique des Jeux, société anonyme à conseil d'administration, modification des conditions d'entrée au sein du conseil d'administration à compter du 28 juin 2013. L'article 10-1 s'en trouve modifié comme suit : La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et douze au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion. Nul ne peut être nommé administrateur s'il est âgé de plus de 68 ans.

2 juin 2016

N° 15 2724 A, Mme Laurence Yvette Marie Solange Dhaenens née Henry, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia, en date du 22 mars 2016, Mme Laurence Henry a acquis de la SARL Le Palais des Glaces, au capital de 1 000 000 F CFP, dont le siège est à Papeete, quartier de la Mission, 62, rue du Tira, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro TPI 12 206 B et identifiée au répertoire territorial des entreprises sous le numéro TAHITI A42355, un fonds de commerce d'importation et de vente de glaces, sorbets, desserts glacés, café et biscuiterie, connu sous l'enseigne Le Palais Des Glaces, exploité à Papeete (Tahiti), place Notre-Dame, à l'emplacement de l'ancien magasin Geneviève Lethu, avec entrée en jouissance à compter du jour de l'acte.

3 juin 2016

N° 11 1299 A, Mme Teeeva Leilani Yolane Raimbault née Estall, fermeture de l'établissement sis à Faa'a, centre commercial Pacific Plaza à compter du 1er juin 2016 ;

N° 15 2763 A, Mlle Tahia Tehana Pauline Barsinas, activités touristiques, promenades et excursions en mer, jardinage (espace verts), *nom commercial* : Vai-Tehana Tours, modification survenue sur l'activité, adjonction d'activité de jardinage (espaces verts) à compter du 1er juin 2016. Maintien son activité de promenade et excursions en mer sous le nom Vai-Tehana Tours ;

N° 12 109 A, M. Gaspard Chong, travaux de constructions, vente alimentation générale, *nom commercial* : Chong Constructions, modification survenue sur l'activité et transfert de l'établissement principal, modification de l'adresse de l'établissement principal à compter du 28 avril 2016 ; rajout de l'activité vente alimentation générale à compter du 19 mai 2016 ; maintien des autres activités ;

N° 14 1840 A, M. Walter Wilkes Heinui Deane, négociant, préparation et vente de plats végétariens, *nom commercial* : Wilkes Entreprise, modification survenue sur l'activité, adjonction de l'activité de préparation et vente de plats végétariens à l'enseigne Ora Green Tahiti à compter du 2 juin 2016. Maintien de l'activité de négociant en tant qu'activité principale de l'entreprise ;

N° 15 403 A, M. David Failloux, adjonction de l'enseigne commerciale Love Love à compter du 2 juin 2016 ;

N° 05 204 C, Manureva 2005, société civile, suite au décès de M. Patrick Rouille intervenu le 1er mars 2015 et à l'assemblée générale extraordinaire du 14 janvier 2016, Mme Dominique Herbreteau veuve Rouille est nommée gérante de la société ;

N° 14 2280 A, M. Nelson Liao, *nom commercial* : Consultant, Edition de livres électroniques Tahiti Informatique, Des Plumes & Des Iles, modification survenue sur le nom commercial, l'activité, adjonction de l'activité de édition de livres électroniques sous le nom commercial Des Plumes & Des Iles à compter du 2 juin 2016 ; maintien de l'activités consultant sous le nom commercial Tahiti Informatique ;

N° 16 411 A, Mlle Loïse Nanua, laverie, consultante, revendeur de produits multimédias et accessoires vente en détail, vente alimentation à domicile, *nom commercial* : Chez Les Filles, modification survenue sur l'activité, ajout d'activité : revendeur de produits multimédias et accessoires vente en détails et maintien des autres activités ; vente alimentation à domicile ;

N° 12 2296 A, M. Edouard Tavihauroa Francis Teai, travaux de main-d'œuvre et de manutention, promenade en mer, roulotte, *nom commercial* : Tahiti Magic Services, Modification survenue sur l'activité et, adjonction de l'activité de roulotte à l'enseigne O Tipanier à compter du 10 juin 2016 ;

N° 16 1047 A, Mme Noella Nanu Tetuanui née Tevahitua, location de camion plateau, ventes d'agréats (négociant), modification survenue sur l'activité, adjonction de l'activité de ventes d'agréats (négociant) à compter du 17 mai 2016 ; maintien son activité de location de plateau ;

N° 09 1423 A, M. Ron Neil Tevahitua Tinorua, roulotte, négociant, *nom commercial* : Chez Ron, modification survenue sur l'activité, adjonction d'activité de négociant à compter du 13 mai 2016 ; maintien son activité de roulotte (restauration).

6 juin 2016

N° 96 18 B, Inter Actions Polynésiennes, société à responsabilité limitée, adjonction de l'enseigne commerciale Cat'immo à compter du 3 juin 2016 ;

N° 96 1587 A, M. Gérard Sam Israel, *nom commercial* : White Star Meuble, modification survenue sur le nom commercial, adjonction du nom commercial White Star Meuble à compter du 3 juin 2016 ;

N° 16 730 A, M. Williams Mahenatuaira Jean Estall, Transport maritime et côtier de passagers, *nom commercial* : Huahine Dream Tours, modification survenue sur l'activité, à compter du 3 juin 2016 : remplacement de l'activité de navire à activités commerciales, polyvalentes par l'activité de transport maritime et côtier de passagers ;

N° 15 2148 A, Mlle Teura Manate, hébergement de personnes âgées, *nom commercial* : Veiteahere, modification survenue sur l'activité et transfert de l'établissement principal, transfert de l'établissement principal de Pirae, Hamuta, à Mahina, modification de l'activité : hébergement de personnes âgées en remplacement de assistante de vie à compter du 3 juin 2016 ;

N° 16 726 A, Mme Florenza Matahina Roorarii a Apa, transfert de l'établissement principal, transfert de l'établissement principal de Mahina, lotissement Neti à Mahina, PK 10, côté montagne ;

N° 09 643 A, M. Georges Raimana Teihoarii, *nom commercial* : Mana Jardin, modification survenue sur le nom commercial, modification du nom commercial par Mana Jardin à compter du 16 juin 2015.

7 juin 2016

N° 16 960 A, M. Gilles Stanley Tauraa Chang, artisan, importateur, négociant, *nom commercial* : Clé System, modification survenue sur l'activité, Adjonction de l'activité de négociant ;

N° 16 1093 A, Mme Poehere Cindy Anihia née Leu, installation, nettoyage et entretien des climatiseurs, électricité, travaux en tous genres, mécanique, *nom commercial* : Climatisation-Electricité-Travaux En Tous Genres, modification survenue sur l'activité, adjonction de l'activité de mécanique à compter du 6 juin 2016, maintien des autres activités. Activité principale de l'entreprise : activité d'installation, nettoyage et entretien des climatiseurs ;

N° 16 647 A, Mlle Pascale Madeleine Marcelle Michaux, *nom commercial* : System Tahiti, modification survenue sur le nom commercial et suppression du nom commercial et enseigne Encre System et adjonction du nom commercial et enseigne Encre System à compter du 1er juin 2016.

9 juin 2016

N° 10 43 A, Mme Margaret Répéta Tapeta née Holman, *nom commercial* : La Cote De Boeuf, ouverture d'un nouvel établissement sis et exploité à Faaa Vaitupa Motu Ovini pour l'activité de restaurant sous l'enseigne La Cote De Boeuf à compter du 17 juin 2016 ;

N° 06 365 B, Mahana Resort, société par actions simplifiée, exploitant d'un hôtel de luxe, modification survenue sur l'activité, modification de l'activité de la société : suppression de l'activité de promoteur immobilier à compter du 31 mai 2016 et création de l'activité d'hôtel de luxe à compter du 1er juin 2016 ;

N° 14 1367 A, Mlle Hereiti Maylis Tetuaahurau Largeteau, *nom commercial* : Importateur, Artisanat, Vahine Fitness, Tahiti Coconut, modification survenue sur le nom commercial, l'activité, adjonction de l'activité artisanat sous l'appellation Tahiti Coconut à compter du 9 mai 2016 ; maintien de l'activité importateur sous l'appellation Vahine Fitness ;

N° 15 433 A, M. Guillaume Proia, *nom commercial* : Proia G. Entreprise, adjonction des enseignes commerciales suivantes, à compter du 8 juin 2016 : Keakua Art, Galerie Keakua, Galerie Keakua Art, Musée Keakua, Musée Paul Gauguin, Derminktahiti, Tattoo Tahiti ;

N° 12 654 A, M. Laurent Teva Ethode Rey, négociant, maintenance informatique, suivi du personnel, contrôle des chantiers en cours, approvisionnements, achats et logistique, *nom commercial* : Tahiti Nui Diamonds, modification survenue sur l'activité, adjonction à compter du 8 juin 2016 des activités de maintenance informatique, suivi du personnel, contrôle des chantiers en cours, approvisionnements, achats et logistique. Maintien de l'activité de négoce en tant qu'activité principale de l'entreprise ;

N° 10 39 A, Mlle Valerie Tahi Urarii, cuisine à emporter, accueillant familial, *nom commercial* : Snack Hinarii, modification survenue sur l'activité, adjonction d'activité à compter du 30 juillet 2013 accueillant familial. Maintien son activité de snack ;

N° 87 651 A, Mlle Lowyna Marie Otare, par voiture automobile servant au transport en commun, *nom commercial* : Fifi Transports, modification survenue sur l'activité, suppression des activités transport taxi, autres activités de loisirs et transport de voyageurs par voiture de tourisme. Adjonction de l'activité de par voiture automobile servant au transport en commun (20 passagers au plus = 1 bus à 9 places).

10 juin 2016

N° 12 97 B, AC Assurances Pacifique, société à responsabilité limitée, suivant l'assemblée générale mixte du 26 mai 2016, M. Georges Chan a démissionné de ses fonctions de co-gérant à compter du 1er juin 2016 ;

N° 09 1357 A, Mme Patricia Taueva Fariua née Maamaatuaiahutapu, ouverture d'un établissement de stand de jeux de balles, clown, snipper, vase flottant, vente d'articles divers sis à motu Ovini, site de Vaitupa, à compter du 17 juin 2016 ;

N° 12 394 A, M. Victor Ioera Turina, transfert de l'établissement principal, à compter du 9 juin 2016 : transfert du l'entreprise de Pueu, PK 8,500, côté montagne à Arue, PK 6,500, côté montagne. Cette adresse est également celle du domicile personnel du chef d'entreprise ; modification de l'adresse postale : BP 140648, 98701 Arue ; modification du contact téléphonique : 87765143.

13 juin 2016

N° 89 31 B, Creaprint, société à responsabilité limitée, aux termes d'une assemblée ordinaire annuelle du 27 mai 2016, M. Nicolas Gandouin a été nommé gérant de la société en remplacement de M. Claude Pommier, démissionnaire ;

N° 16 57 B, Morrison's, société à responsabilité limitée, modification survenue sur l'activité, maintien de toutes activités liées à l'exploitation de tous bars, café et restaurant, licence de 4e classe. Suppression des activités de discothèque, snack, bal public, négociant, débit de boissons de 6e classe à compter du 1er mars 2016 ;

N° 14 52 B, DAC, société à responsabilité limitée, cessation d'activité de la société, mise en sommeil de la société à compter du 31 mars 2016 ;

N° 98 28 B, Equip Auto, société à responsabilité limitée, il résulte du procès-verbal des décisions de l'associée unique en date du 29 janvier 2016, que M. Jacques Siu a démissionné de ses fonctions de gérant de la société, à compter du 31 décembre 2015. La société est désormais gérée par M. Daniel Siu, seul gérant ;

N° 16 3 A, M. Yann Rudy Chingue, *nom commercial* : Tahiti Nerd, Its Tahiti, modification survenue sur le nom commercial, adjonction du nom commercial Its Tahiti à compter du 11 juin 2016 ; maintien du nom commercial Tahiti Nerd ;

N° 14 2137 A, Mlle Juliette Marie Fremery, massage, *nom commercial* : Juliette Massage Ayurvéda, modification survenue sur le nom commercial, l'activité et suppression du nom commercial, suppression de l'activité de consultant en environnement à compter du 10 juin 2016 ; suppression du nom commercial/enseigne Fremery Environnement Consulting ; adjonction de l'activité de massage sous l'appellation Juliette Massage Ayurvéda à compter du 10 juin 2016 ;

N° 12 2088 A, M. Stéphane Jean-Paul Michel Philipponneau, ouverture d'un nouvel établissement sis et exploité à Faaa Vaitupa Motu Ovini pour l'activité d'attraction aquatique forain sous l'appellation Chez Pas !!, à compter du 17 juin 2016 ; modification de l'adresse du domicile à Pirae quartier Nanai Rey ;

N° 06 1457 A, M. Nicolas Toimata Plichart, création de site internet, négoce (avec possibilité de paiement en ligne), vente d'abonnements en ligne, *nom commercial* : Fenua Pixel, modification survenue sur l'activité et à compter du 10 juin 2016 : adjonction des activités de négoce (avec possibilité de paiement en ligne) et de vente d'abonnements en ligne ; maintien de l'activité de création de sites en tant qu'activité principale de l'entreprise ; adjonction des enseignes commerciales Tahiti Feeling, Tahiti Go, Tahitigo ;

N° 14 1510 A, Mme Maeva Siaou Chin née Tamarii, ouverture d'un nouvel établissement sis et exploité à Faa'a, Vaitupa, Motu Ovini pour l'activité de restaurant sous l'appellation Coco Chou à compter du 17 juin 2016 ;

N° 16 6 A, M. Gary Tounpihing Lock Fui, modification survenue sur la date de début d'activité, suite à une erreur matérielle lors de la déclaration de création faite au centre de formalité des entreprises le 4 janvier 2016, il fallait lire à la date de début d'activité le 4 janvier 2016 et non le 4 janvier 2015.

14 juin 2016

N° 14 8 A, M. Maurice Tamihau Amau, ouverture d'un établissement sis à Faa'a, route du motu Ovini, Vaitupa, où sont exercées les activités de forain : propose des jeux et appareils d'amusement, vente d'objets lumineux (voie négociant). Maintien son activité de négociant ;

N° 11 1652 A, M. Tyrone Apeang, fabrication et vente de bijoux, modification survenue sur l'activité, suppression de l'activité de loueur en main-d'œuvre (tri de perles) et adjonction de l'activité de fabrication et vente de bijoux à compter du 13 juin 2016 ;

N° 11 1271 A, M. Emmanuel Gérald Imihau Coppenrath, *nom commercial* : Tahiti Magic Import, ouverture d'un établissement à Faa'a, route du motu Ovini, Vaitupa, où sont exercées les activités vente de granita et de popcorn, appareils d'amusement (exploitant de) : pêche aux canards et stand de tir et vente d'articles. Maintien de ses activités import (jouets et divers), export ;

N° 98 2121 A, M. John Morgan Li-Tseau, nettoyage et entretien, travaux en tous genres, *nom commercial* : Entreprise Morgan Piscines, modification survenue sur l'activité, adjonction de l'activité de travaux en tous genres. Maintien de son activité de nettoyage et entretien et le nom commercial Entreprise Morgan Piscines.

15 juin 2016

N° 85 746 A, M. Jean-Louis Boyer, sondage forage d'eau, défrichage et abattage d'arbres, modification survenue sur l'activité et modification sur le nom, adjonction de l'activité de défrichage et abattage d'arbres (itinérant) à compter du 13 avril 2016 ; maintien de l'activité de travaux en tous genres ; rectification de son prénom Jean-Louis au lieu de Jean ;

N° 16 790 A, M. Raihau Gentilhomme, fabrication de ruches, essaim, importation de matériels apicoles et autres produits, *nom commercial* : Eco Apiculture, modification survenue sur l'activité, adjonction de l'activité d'importation de matériels apicoles et autres produits à compter du 17 juin 2016 ;

N° 14 727 A, Mlle Taialine Vahine Paave-Teuira, nettoyage et entretien des locaux, vente de jus de fruits locaux, *nom commercial* : Vahine Services, modification survenue sur l'activité, adjonction de l'activité de vente de jus de fruits locaux à compter du 24 juin 2016. Maintien son activité de nettoyage et entretien des locaux sous le nom Vahine Services ;

N° 16 1171 A, Mlle Kahialani Emilie Taylor Tuaiva, ouverture de l'établissement complémentaire situé route du site de Vaitupa, Faa'a pour les activités de jeux d'adresse et machines à pièces à compter du 17 juin 2016.

16 juin 2016

N° 06 166 B, Pacific Islands Distributions, société à responsabilité limitée à associé unique. Toutes opérations, l'importation, l'exportation, l'achat, la vente. Reprise de l'activité après suspension, reprise d'activité de la société à compter du 15 juin 2016 ;

N° 13 1739 A, M. Thierry Tetara Knochel, pâtisserie, *nom commercial* : Monamona Teta, modification survenue sur l'activité et à compter du 15 juin 2016 : suppression des activités de coursier et de production et vente de pralinés ; adjonction de l'activité de pâtisserie ; suppression de l'enseigne Tara Courrier Vitesse ; maintien de Monamona Teta en tant que nom commercial de l'entreprise ;

N° 12 1029 A, M. Mahai Teraiamano, *nom commercial* : Mahai, fermeture de l'établissement sis à Vairao, quai de Vairao, à compter du 15 août 2015 (suite à la fin du Heiva de Vairao) ; ouverture de l'établissement sis à Toahotu sur le site de Puunui lors du Heiva I Puunui qui se tiendra du 1er juillet 2016 au 14 août 2016 sous l'enseigne Chez Mahai ; le reste est inchangé ;

N° 14 1475 A, Mlle Farerau Berthe Barff, vente de services divers : face painting, mannequin, *nom commercial* : Creactif, modification survenue sur l'activité, à compter du 15 juin 2016 : adjonction de l'activité de snack-restaurant ; précisions quant aux activités de jeux et parking, lire : jeux (adresse, anneaux, fléchettes, billards), parking (gardiennage). Maintien des autres activités.

22 juin 2016

N° 08 188 B, Pacific Otec, société par actions simplifiée, cessation d'activité de la société, cessation totale temporaire d'activité à compter du 25 mai 2016.

23 juin 2016

N° 13 163 B, Altalo, société à responsabilité limitée, *nom commercial* : Water Pro - EGB, modification survenue sur le nom commercial, adjonction de deux noms commerciaux Water Pro et EGB à compter du 22 juin 2016.

11 juillet 2016

N° 15 2151 A, Mlle Anna Juliette Niuaite, radiation d'office annulée.

22 juillet 2016

N° 01 40 B, Compagnie Touristique Polynésienne, société anonyme, *nom commercial* : Moorea Pearl Resort, suppression du nom commercial, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 27 juin 2016, il a été décidé de supprimer le nom commercial Moorea Pearl Resort avec effet au 30 juin 2016 et de ne pas en adopter un nouveau.

RADIATIONS

10 février 2016

N° 15 2151 A, Mlle Anna Juliette Niuaite, PK 18, côté montagne, quartier Tautu, Teahupoo, BP 14575, 98701 Arue, date de cessation d'activité : 10 février 2016.

11 mai 2016

N° 02 40 B, Bati Services, société à responsabilité limitée, résidence Anuanua, lot n° 9, Tipaerui, Papeete, BP 52094, 98716 Pirae, date d'effet de la radiation : 31 mars 2016.

13 mai 2016

N° 03 242 B, Polynésie Transport Manutention et Services, *sigle* : PTMS, société par actions simplifiée à associé unique, PK 60, route du Château-d'Eau, BP 7216 Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, date d'effet de la radiation : 25 avril 2016.

19 mai 2016

N° 09 360 B, Edu'Coach, société à responsabilité limitée, 5, rue Albert-Leboucher, BP 234, 98713 Papeete, *date d'effet de la radiation* : 19 mai 2016.

24 mai 2016

N° 09 255 B, C'Claire Optic, société à responsabilité limitée, centre commercial Temahame Nui, BP 8806 Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date d'effet de la radiation* : 24 mai 2016.

31 mai 2016

N° 13 202 B, Toanui, société à responsabilité limitée, Les Hauts de Matatia, résidence Anavai, Punaauia, BP 44288 Fare Tony, 98713 Papeete, *date d'effet de la radiation* : 31 mai 2016.

3 juin 2016

N° 93 57 A, M. Hiroshi Nakagawa, PK 9, quartier Tenape, Tevaitoa, BP 1058 Tevaitoa, 98735 Tumaraa, *date de cessation d'activité* : 13 mai 2016 ;

N° 97 1366 A, M. Thierry Toerauroa Itchner, Fare, BP 734, 98731 Huahine, *date de cessation d'activité* : 17 mai 2016 ;

N° 06 1847 A, M. Emile Tetefano Tapare, PK 53,700, côté montagne, BP 16 166, 98727 Papeari, *date de cessation d'activité* : 17 mai 2016 ;

N° 07 872 A, M. Steve Marurai Cheung-Sen, PK 5, côté montagne, quartier Tauraa, BP 63 119, 98704 Faa'a, *nom commercial* : Entreprise Cheung-Sen Steve, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 07 198 A, M. Harold Jean Atani, centre-ville, face à la CPS, 98735 Uturoa, *date de cessation d'activité* : 19 mai 2016 ;

N° 12 77 A, M. Jean-Paul Georges Bernard Raitu Barral, PK 19,800, côté mer, Atiha Haapiti, Moorea, BP 13372, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 2 juin 2016 ;

N° 14 914 A, Mlle Heremoana Gabrielle Noëlle Faivre, rue Paul-Bernière, côté montagne, quartier Porlier, BP 50059, 98716 Pirae, *nom commercial* : Piritu Service, *date de cessation d'activité* : 1er juin 2016 ;

N° 14 968 A, M. Niutini Tutini Mateau, PK 12,500, côté montagne, vallée de Ahonu, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 2 juin 2016 ;

N° 15 118 A, M. Frédéric Terorohaupepa, Faanui, côté montagne, quartier Vairea, BP 1479, 98730 Bora Bora, *date de cessation d'activité* : 16 mai 2016 ;

N° 15 912 A, M. Eric Clément Mahaitehimaterani Tuatea Teipoarii, Taravao centre, à côté de l'immeuble Brown, BP 70531 Afaahiti, Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de cessation d'activité* : 2 juin 2016 ;

N° 16 382 A, Mme Adèle Turihara Rapaku Temake-Tauaroa Ngamata Marie Tauira née Vivish, domaine Vaimeamea, lot n° 3, lot D, BP 8571 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de cessation d'activité* : 2 juin 2016.

6 juin 2016

N° 04 1071 A, Mlle Anie Chevrier, Tavararo, quartier Ellis, Faa'a, BP 42707 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 20 mars 2006 ;

N° 09 651 A, M. Manuarii Migaël Tauatiti, PK 10,100, côté montagne, Vairao, BP 44401 Fare Tony, 98713 Papeete, *nom commercial* : Hotu Conception, *date de cessation d'activité* : 16 mai 2016 ;

N° 13 1386 A, M. Gilles Jean-Luc Genty, PK 12, côté montagne, BP 3258 Paopao, 98728 Moorea, *date de cessation d'activité* : 3 juin 2016 ;

N° 15 218 A, M. Roland Henri Maurice Schwartz, PK 31,500, côté mer, quartier Gooding, Haapiti, Moorea, BP 2242, 98713 Papeete, *nom commercial* : RS Oto, *date de cessation d'activité* : 1er juin 2016 ;

N° 16 877 A, M. Kévin Paris, route du lotissement Vaiopu, résidence Tianina, appartement n° 6, Punaauia, BP 43028 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 3 juin 2016.

7 juin 2016

N° 96 567 A, M. Then Siou Charles Chung, PK 10, côté montagne, 98725 Vairao, *nom commercial* : Magasin Liki, *date de cessation d'activité* : 4 mai 2016 ;

N° 98 1791 A, M. Heiau Tukaoko Bernard Teahi, route de la Mission, vallée des Lilas, lot n° 82, BP 42436, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 1998 ;

N° 12 1649 A, M. Ariipaea Arapa, au village, BP 61, 98783 Tatakoto, *nom commercial* : Rainui Services, *date de cessation d'activité* : 6 juin 2016 ;

N° 15 434 A, Mme Vahinenui Célestine Vanderbuecken née Ragivaru, PK 1,900, côté montagne, route de Vairao, BP 7275 Afaahiti, Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *nom commercial* : Fare Polyservices, *date de cessation d'activité* : 6 juin 2016 ;

N° 15 1428 A, Mme Marie-Thérèse Hina Teio née Tetaahi, stand restauration et jeux divers, route du site de Vaitupa, Faa'a, BP 52939, 98716 Pirae, *nom commercial* : Snack Miniato, *date de cessation d'activité* : 6 juin 2016 ;

N° 15 1527 A, Mlle Tevainui Mathilda Tina Alves, vallée des Lilas, lot n° 40, Mission, Papeete, BP 5568, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 6 juin 2016 ;

N° 15 1965 A, M. Cédric Carol Xavier Le Ballois, PK 15,700, côté montagne, Teahupoo, BP 44616 Fare Tony, 98713 Papeete, *nom commercial* : Villabo, *date de cessation d'activité* : 6 juin 2016 ;

N° 15 2017 A, M. Rehia Taimanu Philippe Huguet, PK 3,200, côté montagne, en face du notaire Varneck, route dorsale de Afaahiti, BP 8658 Afaahiti, Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *nom commercial* : PH Services, *date de cessation d'activité* : 6 juin 2016 ;

N° 15 2230 A, Mme Annie Josiane Marie Thoumelin née Quemener, résidence Faa'a, lot n° 19, Faa'a, BP 9504 Motu Uta, 98715 Papeete, *nom commercial* : An-Mo Shiatsu, *date de cessation d'activité* : 30 juin 2016.

8 juin 2016

N° 14 155 A, M. Edwin Hitirere Haoa, lotissement Oremu 2, Faa'a, BP 3125, 98713 Papeete, *nom commercial* : 2 Brothers de Haoa, *date de cessation d'activité* : 7 juin 2016 ;

N° 14 1386 A, M. Janos Conrad, lotissement SOCREDO, Pamatai C67, Faa'a, BP 9563, 98715 Papeete, *date de cessation d'activité* : 7 juin 2016 ;

N° 15 155 A, M. Guillaume Martinez, lotissement Punavai Nui, voie R, n° 124, BP 381446, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 7 juin 2016 ;

N° 15 1979 A, M. Moana Roometua, PK 3,600, côté mer, rue Arahiri, BP 14434, 98701 Arue, *nom commercial* : Faimano Entreprise, *date de cessation d'activité* : 7 juin 2016 ;

N° 16 517 A, M. Constantin Marie Aatehina Vaikau, PK 8,400, côté montagne, route Nina-Peata, BP 13449, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 10 mai 2016 ;

N° 78 5 C, Société d'études et de gestion, *sigle* : SEG, société civile, zone industrielle de la Punaruu, 98718 Punaauia, *date d'effet de la radiation* : 7 juin 2016 ;

N° 97 146 C, Société de participations pour la distribution, *sigle* : SPD, société civile, zone industrielle de la Punaruu, 98718 Punaauia, *date d'effet de la radiation* : 8 juin 2016.

9 juin 2016

N° 10 1402 A, M. Ramon Mataura Germain, PK 9,182, côté montagne, Afareaitu, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 15 juillet 2013 ;

N° 12 1551 A, M. Firmin Tiarue Tetua, PK 22, côté montagne, route du cimetière Papetoai, Moorea, BP 20128, 98713 Papeete, *nom commercial* : Tetua Jardinage, *date de cessation d'activité* : 1er mars 2016 ;

N° 13 1409 A, Mme Heiava Mara Marie-José Maiti née Rota, PK 5, côté mer, Maharepa, 98728 Moorea, *date de cessation d'activité* : 15 avril 2014 ;

N° 14 263 A, M. Didier Christophe Honore, PK 5,500, côté montagne, route de Saint-Hilaire, mont Marau, Faa'a, BP 381819, 98717 Punaauia, *nom commercial* : Vahine Photo 3, *date de cessation d'activité* : 30 juin 2016 ;

N° 15 1249 A, M. Richard Robert Bernaix, route du pic Vert, lot n° 20, Papeete, BP 141387, 98701 Arue, *date de cessation d'activité* : 1er avril 2016 ;

N° 14 1639 A, Mme Margaret Armène Picard née Richmond, PK 6, côté montagne, derrière chez Patricia Teahui, Patae, BP 3208 Afareiatu, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 6 juin 2016 ;

N° 15 1942 A, Mme Tumatarau Arieta Sarah Tetuanui née Ebb, PK 4, côté montagne, quartier Brodien, Avera, Taputapuata, BP 44953 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 31 décembre 2015 ;

N° 15 2406 A, M. Michel Claude Jean Bou, résidence militaire du Taaone, logement n° 2, Pirae, BP 9462 Motu Uta, 98715 Papeete, *date de cessation d'activité* : 1er juin 2016 ;

N° 16 264 A, M. Ieremia Keith Teriinohorai, PK 4,800, côté montagne, BP 307 Maharepa, 98728 Moorea-Maiao, *nom commercial* : Jardin Haunui, *date de cessation d'activité* : 6 juin 2016 ;

N° 16 666 A, Mlle Neuza Soraia Bandeira Lourinha Da Silva, PK 6,200, immeuble Vahi Hotu, appartement n° 2 Maharepa, Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation d'activité* : 6 juin 2016.

10 juin 2016

N° 06 250 A, M. Freddy Munanui Pansi, PK 11,200, servitude Tefautea, BP 2604 Punaauia centre, 98718 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 9 juin 2016 ;

N° 14 1613 A, Mlle Tevahinemoea Carol Teriinohoapuaiteai, avenue Pouvana-a-Oopa, BP 101, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 9 juin 2016 ;

N° 15 2405 A, M. Terry Aimata Tupuaitua, route du lotissement Nahoata, lot n° 54, BP 52032, 98716 Pirae, *date de cessation d'activité* : 9 juin 2016 ;

N° 15 2539 A, Mlle Hinarii Nui, PK 36,700, côté montagne chez Tepura Haapa, Fetuna, 98735 Tumaraa, *date de cessation d'activité* : 11 mai 2016.

13 juin 2016

N° 99 479 A, Mme Loma Tinomoe née Tematahotoa, Mataura, 98754 Tubuai, *nom commercial* : La Bounty, *date de cessation d'activité* : 31 mars 2006 ;

N° 14 147 A, M. Fabrice Karl Cavard, PK 2,500, route du plateau de Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *nom commercial* : Stratégies Tahiti, *date de cessation d'activité* : 10 juin 2016 ;

N° 14 586 A, M. Orofero Salmon, route de Heiri, lot n° 89, Faa'a, BP 9504 Faa'a ou BP 381729 Tamanu, 98717 Punaauia, *nom commercial* : SO Express, *date de cessation d'activité* : 1er juillet 2014 ;

N° 14 1407 A, Mlle Francine Mira Mahaa, village Vaiuru, 98750 Raivavae, *date de cessation d'activité* : 10 juin 2016 ;

N° 15 399 A, M. Josuah James Nitrona Tiori, Amanahune, côté montagne, chez Louana Taea, Bora Bora, BP 44015 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 10 juin 2016 ;

N° 15 521 A, Mme Edwige Kahura Butscher née Teato, route du lotissement Temauri, village lot n° 54, quartier Titiro, BP 21035, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 30 mars 2016.

14 juin 2016

N° 80 368 A, M. Etienne Teara, route de Saint-Hilaire, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 30 juin 1981 ;

N° 89 574 A, Mme Claudie Amy Jacqueline Picardeau née Hervé, 91, rue des Poilus-Tahitiens, BP 3520, 98713 Papeete, *nom commercial* : Garderie Calimero, *date de cessation d'activité* : 1er mai 2016 ;

N° 03 95 A, M. Iese Etera Taehau, PK 7, côté montagne, quartier Sable Blanc, Toahotu, 98724 Hitia'a O Te Ra, *nom commercial* : Iese Travaux, *date de cessation d'activité* : 8 juin 2016 ;

N° 09 145 A, M. Gilles Eric Minano, route du lotissement Kia Ora, lot n° 38, BP 7883 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *nom commercial* : Carrosserie MGE, *date de cessation d'activité* : 13 juin 2016 ;

N° 10 427 A, M. Peau Mihimana Temarii, rue Wallis, quartier Estall, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 30 décembre 2015 ;

N° 12 975 A, M. Gilles Philippe René Therry, PK 14,800, centre Tamanu n° 3, Punaauia, BP 12625, 98712 Papara, *date de cessation d'activité* : 13 juin 2016 ;

N° 12 1008 A, Mme Juliana Maire veuve Tatarata née Bernardino, servitude Pae Afarerii, BP 51990, 98716 Pirae, *nom commercial* : Maire Travaux, *date de cessation d'activité* : 13 juin 2016 ;

N° 12 1301 A, Mlle Anne Marie Mere Tamuera, rue Jacques-Moerenhout, Fariipiti, BP 9376 Motu Uta, 98715 Papeete, *nom commercial* : Garderie Tamatoa, *date de cessation d'activité* : 30 juin 2016 ;

N° 14 1409 A, M. Titus Moana Schneider, lotissement Les Hauts de Mahinarama, lot n° 11, BP 111344, 98709 Mahina, *date de cessation d'activité* : 30 juin 2016 ;

N° 14 1450 A, M. Maui Teihotu Ata, route de l'Uranie, quartier Sanford, immeuble Manutea, lot n° A2, BP 20111, 98713 Papeete, *date de cessation d'activité* : 21 mai 2016 ;

N° 14 1810 A, Mme Maea Annick Chan née Bontent, route de la servitude Jambolana, BP 1763 Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de cessation d'activité* : 13 juin 2016 ;

N° 15 2589 A, Mlle Manuela Matatini Keck, PK 12,500, côté montagne, servitude Nordoff 3, après l'école Manotahi, Punaauia, BP 6878, 98702 Faa'a, *date de cessation d'activité* : 10 juin 2016 ;

N° 16 504 A, M. Willy Teavetua Tetumu, PK 37,200, côté mer, centre commercial Toa-Rau, terre Atitua 2, lot n° 1, Papara, BP 10060, 98711 Paea, *date de cessation d'activité* : 13 juin 2016.

15 juin 2016

N° 12 929 A, Mme Géraldine Michelle Andrée Yroni née Fadrin, angle boulevard Pomare et Commandant-Chesse, Fariipiti, BP 2003, 98713 Papeete, *nom commercial* : Top Orientation, *date de cessation d'activité* : 1er janvier 2016 ;

N° 13 710 A, Mlle Edith Hina Chan Kat, lotissement Erima, lot n° 144, BP 140420, 98701 Arue, *nom commercial* : Hina Design, *date de cessation d'activité* : 14 juin 2016 ;

N° 13 1877 A, Mlle Thérèse Edwina Samuela, Heiri, bâtiment n° 3, BP 61120, 98702 Faa'a, *nom commercial* : Mataiura Nui Constructions, *date de cessation d'activité* : 15 août 2015 ;

N° 13 1972 A, Mlle Henere Viritua Teihoarii, Tupapati, 98768 Hikueru, *nom commercial* : Tupapati, *date de cessation d'activité* : 14 juin 2016 ;

N° 15 266 A, M. Jean-Luc Louis Maire, route allée Pierre-Loti, face à Somac, Titiro, BP 3971, 98713 Papeete, *nom commercial* : Boulangerie Maire, *date de cessation d'activité* : 29 juin 2016 ;

N° 15 1845 A, Mme Mélanie Karène Gonde née Leroy, lotissement Jardonnet, logement n° 3, Punaauia, BP 9504 Motu Uta, 98715 Papeete, *nom commercial* : Me!, *date de cessation d'activité* : 1er juin 2016 ;

N° 16 803 A, M. Valentin Kohutetua Barsinas, route du lotissement Vetea 2, lot n° 116, Pirae, BP 1313, 98713 Papeete, *nom commercial* : Kohu Services, *date de cessation d'activité* : 6 avril 2016 ;

N° 16 1126 A, M. Luka Karadaglic, route les Hauts de Matatia, lot n° 10, Punaauia, BP 2141, 98713 Papeete, *nom commercial* : Karling Company, *date de cessation d'activité* : 1er juin 2016.

16 juin 2016

N° 03 75 B, Entreprise d'électricité de vidéo et d'alarmes, *sigle* : EVA, société à responsabilité limitée à associé unique, PK 9,300, côté montagne, BP 11916, 98709 Mahina, *date d'effet de la radiation* : 16 juin 2016.

21 juin 2016

N° 00 94 B, AG Automobiles, société à responsabilité limitée, PK 6,500, côté montagne, Pueu, BP 12684, 98712 Papara, *date d'effet de la radiation* : 21 juin 2016.

Fait à Papeete, le 9 août 2016.

Le greffier,
Mérine LE GALL.

SOCIETE CIVILE CARLOS T1

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 8 septembre 2016, il a été constitué une société civile ayant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile.

Dénomination : CARLOS T1.

Capital social : 100 000 F CFP divisé en 100 parts de 1 000 F CFP chacune attribuées aux associés en proportion de leurs apports.

Siège social : Punaauia (98718), lotissement Lotus, lot n° 161.

Objet social : La société a pour objet :

- l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ;
- la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ;
- la construction et l'aménagement sur tout ou partie de terrain de tous bâtiments à usage d'habitation, professionnel ou commercial ;
- la vente des biens devenus inutiles à la société ;
- la vente en totalité ou par fraction avant ou après achèvement des constructions y édifiées, dans le cadre des opérations ci-dessus ;
- l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social, leur location par voie de délégation ou autrement ;
- l'emprunt auprès de tous établissements bancaires, de crédit et autres, ou de particuliers, personnes physiques ou morales, de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet social et la remise en garantie des biens dépendant de l'actif social, et notamment l'affectation hypothécaire ou le nantissement de tous biens immeubles ou meubles appartenant à la société ;
- toutes prises de garantie, cautionnement, avals et hypothèque à la sûreté d'engagements des associés et des sociétés dans lesquelles ils sont eux-mêmes associés, pour permettre, notamment le financement par avance en compte courant de toute acquisition ou construction entrant dans l'objet social ;
- et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans.

Gérance : Mme Alexandrine CLEMENCET, épouse de M. Pierre LACOMBE, demeurant à Punaauia, lotissement Le Lotus, lot n° 161, BP 43501 Fare Tony, Papeete.

Cession de parts sociales : Les parts sont librement cessibles entre associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Immatriculation : Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Pour avis,
La gérance.

SOCIETE CIVILE CARLOS T2

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 8 septembre 2016, il a été constitué une société civile ayant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile.

Dénomination : CARLOS T2.

Capital social : 100 000 F CFP divisé en 100 parts de 1 000 F CFP chacune attribuées aux associés en proportion de leurs apports.

Siège social : Punaauia (98718), lotissement Lotus, lot n° 161.

Objet social : La société a pour objet :

- l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ;
- la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ;
- la construction et l'aménagement sur tout ou partie de terrain de tous bâtiments à usage d'habitation, professionnel ou commercial ;
- la vente des biens devenus inutiles à la société ;
- la vente en totalité ou par fraction avant ou après achèvement des constructions y édifiées, dans le cadre des opérations ci-dessus ;
- l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social, leur location par voie de délégation ou autrement ;
- l'emprunt auprès de tous établissements bancaires, de crédit et autres, ou de particuliers, personnes physiques ou morales, de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet social et la remise en garantie des biens dépendant de l'actif social, et notamment l'affectation hypothécaire ou le nantissement de tous biens immeubles ou meubles appartenant à la société ;
- toutes prises de garantie, cautionnement, avals et hypothèque à la sûreté d'engagements des associés et des sociétés dans lesquelles ils sont eux-mêmes associés, pour permettre, notamment le financement par avance en compte courant de toute acquisition ou construction entrant dans l'objet social ;
- et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans.

Gérance : Mme Alexandrine CLEMENCET, épouse de M. Pierre LACOMBE, demeurant à Punaauia, lotissement Le Lotus, lot n° 161, BP 43501 Fare Tony, Papeete.

Cession de parts sociales : Les parts sont librement cessibles entre associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Immatriculation : Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

*Pour avis,
La gérance.*

Etude de Me Dominique DUBOUCH
notaire à Papeete

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Stéphane MOUNIER, notaire au sein de l'Office notarial de Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete (île de Tahiti), le 13 septembre 2016, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile immobilière.

Dénomination : MOONFISH.

Siège social : Route de Sainte-Amélie, BP 44690, 98713 Papeete.

Objet :

- l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ;
- la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ;
- la construction de tous bâtiments à usage commercial, d'habitation et autres ;
- l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ;
- tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social, conférer toutes garanties, cautionnements et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Apports en numéraires : 100 000 F CFP.

Apports en nature : Néant.

Capital : 100 000 F CFP, divisé en 100 parts de 1 000 F CFP chacune.

Gérance : M. Amaury Jean-Manuel de HEAULME de BOUTSOCQ et Mme Nathalie Pierrette Georgette WESTE, son épouse.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Cession de parts : Toutes les cessions sont soumises à l'agrément des trois quarts des associés.

*Pour avis,
Me Stéphane MOUNIER,
notaire salarié.*

ERRATUM

La présente annonce remplace celle parue au JOPF n° 59 du 22 juillet 2016 à la page 8081.

SARL UTUAFARE ORA

SARL au capital de 6 000 000 F CFP
RCS n° 122 03 B, n° TAHITI A 41084

Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 28 juin 2016, il a été décidé le transfert du siège social de la société.

Nouvelle adresse : 37, rue Anne-Marie-Javouhey, Papeete, BP 2346, 98713 Papeete.

Pour avis.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT
Papeete, 415, boulevard Pomare

SCI HOPETOI B2

Société civile au capital de 200 000 F CFP
Siège social : Papeete, résidence Hopetoi

Avis de constitution

Aux termes d'un acte aux minutes de la SCP RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT, titulaire d'un office notarial à Papeete, en date du 14 septembre 2016, il a été constitué une société civile présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile.

Dénomination : HOPETOI B2.

Objet :

- l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ;
- la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ;
- l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ;
- l'emprunt auprès de tous établissements bancaires, de crédit et autres, de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet social ;
- toutes prises de garanties, cautionnements et avals à la sûreté d'engagements des associés et de sociétés dans lesquels ils sont eux-mêmes associés ;
- la vente ou l'attribution aux associés des biens meubles et immeubles devenus inutiles à la société ;
- et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Siège social : Papeete, résidence Hopetoi.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Apports en numéraire : 200 000 F CFP.

Apports en nature : Néant.

Capital social : 200 000 F CFP divisé en 100 parts de 2 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 100, réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs en numéraire.

Gérante : Mme Valérie JOUTAIN épouse MATHIEU, demeurant à Punaauia, lotissement Miri.

Cession de parts sociales : Aux termes de l'article 11 des statuts, les parts sont librement cessibles entre associés. Toute autre cession, à titre onéreux ou à titre gratuit, y compris en faveur d'un conjoint, d'un ascendant ou descendant d'un associé, ainsi que tout tiers étrangers à la société, ne peut avoir lieu qu'après agrément du cessionnaire proposé par la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 23 des statuts, les voix du cédant étant prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité, ou qu'avec le consentement de tous les associés.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,

Me Bernard RESTOUT,
notaire associé.

WILD TAHITIAN FISH & SARDINES

**Société à responsabilité limitée
au capital de 100 000 F CFP**

Siège social : Immeuble Te Ava Uta n° 4, 98704 Faa'a
RCS : TPI 1389 B, n° TAHITI : A64557

Par une délibération en date du 30 juin 2016, l'assemblée générale mixte a décidé d'augmenter le capital social de 100 000 F CFP pour le porter à 5 000 000 F CFP par l'incorporation directe au capital de cette somme prélevée sur le report à nouveau.

En représentation de cette augmentation de capital, le montant nominal de chacune des 100 parts existantes est élevé de 1 000 F CFP à 50 000 F CFP.

L'article 7 des statuts s'en trouve ainsi modifié.

Pour avis,
La gérance.

SELARL KINTZLER & ASSOCIES

Société d'exercice libéral d'avocats

à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : 621, boulevard de la Reine Pomare-IV,
résidence Le Maori, 1er étage
BP 4575, 98713 Papeete,
tél. : 40 43 98 35, Fax : 40 43 98 40

Avis de constitution

1° Suivant acte sous seing privé du 15 septembre 2016, a été constituée une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : Société d'exercice libéral à responsabilité limitée.

Dénomination : SELARL KINTZLER & ASSOCIES.

Siège social : 621, boulevard de la Reine Pomare-IV, résidence Le Maori, 1er étage, BP 4575, 98713 Papeete.

Objet social :

- l'exercice en commun de la profession d'avocat ;
- toutes les opérations financières, commerciales, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et de nature à favoriser son extension ou son développement.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Apport en nature : Néant.

Apport en numéraire : 1 000 000 F CFP.

Capital social : 1 000 000 F CFP, divisé en 100 parts de 10 000 F CFP chacune.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Cession de parts : Soumise à agrément.

2° Suivant décision des associés en date du 15 septembre 2016, a été nommée gérante de la société pour une durée indéterminée, Mme Linda KINTZLER, demeurant 621, boulevard de la Reine Pomare-IV, résidence Le Maori, BP 4575, 98713 Papeete.

Pour avis et insertion,
La gérance.

MANAORA

**Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP**

Siège social : Lot Green Valley Iiti, n° 34 Punaauia

Avis de dissolution

Aux termes d'une délibération en date du 8 septembre 2016, l'associé unique de MANAORA a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 8 septembre 2016 et sa mise en liquidation amiable.

Il a nommé en qualité de liquidateur M. Tanavae UTAHIA et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus pour achever les opérations sociales en cours, réaliser l'actif et acquitter le passif. La correspondance, les actes et documents concernant la liquidation doivent être adressés et notifiés à la BP 5922, 98716 Pirae.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le liquidateur.

Me Olivier GUILLOUX, avocat à la cour

SARL RSO DEVELOPPEMENT
Société à responsabilité limitée
au capital de 600 000 F CFP
RCS de Papeete TPI n° 15 27 B
Siège social : PK 24,500 côté montagne,
domaine Tiahura, Haapiti, 98728 Moorea

Suite à la démission de M. Thierry SAUVAGE de ses fonctions de gérant à compter du 1er septembre 2016, il résulte le changement de mentions suivant :

Ancienne mention
Gérance : M. Thierry SAUVAGE.

Nouvelle mention
Gérance : M. Pascal HUMBLLOT.

Par décision en date du 1er septembre 2016, il a été décidé de modifier l'enseigne commerciale de l'établissement exploité par la société sous le nom "HOLY STEAK HOUSE" à compter du 1er septembre 2016.

Pour avis,
Le représentant légal.

Etude de Me Dominique DUBOUCH
notaire à Papeete

SCI BICOZ
Société civile immobilière
au capital de 31 140 000 F CFP
Siège social : Punaauia, lotissement Green Vallée Nui,
lot n° 38
RCS TPI n° 07 347 C

Aux termes d'un acte de cession de parts sous seing privé en date à Papeete du 10 septembre 2014, la SARL LA FINANCIERE D'INVESTISSEMENT OUTRE-MER (en abrégé FINOM), représentée par M. Alain DITER a démissionné de ses fonctions de gérant et M. Francis GUEBEL a été nommé gérant pour une durée non limitée.

Comme conséquence de la cession de parts, il a été constaté les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention
Gérance : La SARL LA FINANCIERE D'INVESTISSEMENT OUTRE-MER (FINOM).

Nouvelle mention

Gérance : M. Francis GUEBEL.

Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Me Stéphane MOUNIER,
notaire salarié.

SARL HAPPINESS

Avis de constitution

Par les statuts en date du 3 août 2016, à Paea, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée, soit SARL.

Dénomination : HAPPINESS ENERGY.

Capital social : 30 000 F CFP composé uniquement d'apport en numéraire.

Siège social : Paea, PK 22,700, coté mer.

Objet social : La distribution de tous produits, en particulier dans le secteur du bien-être, au moyen du marketing relationnel, décrit sous le terme du MLM "multi level marketing" ou vente multi-niveau ou en réseau par cooptation, et plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher à l'objet ou à tous objets connexes.

Durée : 99 années à compter de la date de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Gérance : Mme Jeannine TAAE épouse CHAVEZ, demeurant à Paea.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Tahiti.

Pour avis et mention,
La gérance.

BYLIE

Société à responsabilité limitée
au capital de 2 000 000 F CFP
Siège social : Toahotu, PK 2,800, côté montagne
RCS de Papeete n° 86 106 B, n° TAHITI 136051

Suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 7 septembre 2016, enregistré à Papeete, le 13 septembre 2016, folio 151, bordereau 4744/23, l'assemblée générale décide de transférer le siège social de PK 4,100, côté montagne, Afaahiti, Taravao, à Toahotu, PK 2,800, côté montagne.

Art. 4. – Siège social

Le siège social est fixé à Toahotu, PK 2,800, côté montagne.

La suite de l'article reste sans changement.

Pour avis,
Le gérant.

ANNONCES DIVERSES

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE PRIMAIRE DE FARE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 septembre 2016)

Présidente	: LIAULT Titaua
Vice-présidente	: MAUATI Maruia
Secrétaire	: FIRUU Mariette
Secrétaire adjointe	: MARSAULT Annette
Trésorier	: TEMEHARO Eloy
Trésorier adjoint	: HEITAA Raimana
Commissaire aux comptes	: TAAROAMEA Dominique
Commissaire aux comptes adjoint	: POULAIN Eric

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE FAAROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 août 2016)

Président	: GUILLOUX Julien
Secrétaire	: DEVEAUX Christophe
Trésorier	: LANEÉ Ludovic

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PRIMAIRE DE HATIHEU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 août 2016)

Présidente d'honneur	: KATUPA Yvonne
Présidente	: PAVAOUAU Heimanu
Vice-présidente	: AKA Nelly
Secrétaire	: TEIKIKAINE Griselda
Secrétaire adjointe	: AH WON Mireille
Trésorière	: PUHETINI Josiane
Trésorier adjoint	: PAHUATINI Vidal

ASSOCIATION TAMARII DANIELA NO PATIO TAHAA

Erratum au renouvellement du bureau paru au JOPF n° 37 du 6 mai 2016 à la page 5169.

Au lieu de : Secrétaire : TARUIA Evangéline ;
Lire : Secrétaire : TARUIA Evangéline.

ITE - ASSOCIATION POUR LA PROMOTION, L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE EN ENDOCRINOLOGIE DE TAHITI

Modification de statuts

Son siège social est fixé au lotissement Toparaa Mahana n° 17, Mahinarama.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 août 2016)

Présidente	: RACHEDI Frédérique
Vice-président	: NUNEZ Sébastien
Secrétaire	: TEURURAI-LY KUI Teuri
Trésorière	: BOUDEAU Ingrid

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU COLLEGE HENRI-HIRO DE FAA'A APE CHH

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 août 2016)

Président	: GOODING Guy
Vice-président	: TEIHO Ruea
Secrétaire	: MARITERAGI Joséphine
Secrétaire adjointe	: TEIHO Lolita
Trésorier	: FAUURA Léo
Trésorier adjoint	: REORAU Marama
Commissaire aux comptes	: TERIIHAPUARE Vaseti
Assesseur	: ATGER Denis

DISTRICT DE FOOTBALL DE RAPA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 septembre 2016)

Président	: MIQUEL Philippe
Secrétaire	: MAKE Marie-José
Trésorier	: BEA Rani

MAISON DES LYCEENS - MDL - DU LYCEE TUIANU-LEGAYIC

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 août 2016)

Président	: TEPA Naui
Vice-présidente	: QUILLASSI Zoe
Secrétaire	: HOARA Motire
Secrétaire adjoint	: MALAKAI Marvin
Trésorière	: POROI Vaihau
Trésorière adjointe	: SCHMACK Océane

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE OUTUMAORO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 août 2016)

Présidente	: MAITI Natacha
Secrétaire	: MIRIA Lucenda
Trésorière	: MAPU Elisabeth

ASSOCIATION TE PÛ NO TE 'ITE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 août 2016)

Président	:	DELTERAL Jean-Louis
Vice-présidente	:	TIFFENAT Lucie
Secrétaire	:	BROGNIART Claire-Sophie
Secrétaire adjoint	:	LEHARTEL Jean-Paul
Trésorier	:	LAUGROST Yves
Trésorier adjoint	:	PLEE Christophe
Assesseeurs	:	LOU Valérie
	:	MAHUTI Léon

ASSOCIATION SPORTIVE KA'OHA NUI SURF CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 août 2016)

Président	:	RICHMOND Teiki
Vice-président	:	HOU YI Jean-Luc
Secrétaire	:	SCALLAMERA Robert
Secrétaire adjointe	:	TETUAVEROA Mylena
Trésorier	:	KAMIA Teama
Trésorier adjoint	:	ADAM Jean-François

ASSOCIATION TE U'I MARAMA NO ANAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 août 2016)

Présidente	:	TAPI Mairena
Vice-président	:	ATUAHIVA Hans
Secrétaire	:	TAHIRI Meari
Secrétaire adjoint	:	TEINAORE Virau
Trésorière	:	TEUPOOHUITUA Revanui
Trésorier adjoint	:	TAPI Marona

ASSOCIATION SPORTIVE DU LYCEE DE UTUROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 août 2016)

Président	:	POUTEAU Christian
Vice-président	:	DUBOIS Yanael
Secrétaire	:	GUILLEMOT Magali
Secrétaire adjoint	:	QUI Kurly
Trésorier	:	TEIKIOTIU Patrick
Trésorier adjoint	:	GRAVE Philippe

ASSOCIATION HANIHEI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 septembre 2016)

Présidente	:	AGNIE Noheana
Vice-présidente	:	AGNIE Emma
Secrétaire	:	AGNIE Manoarii
Secrétaire adjointe	:	NUIFAU Venehia
Trésorier	:	AGNIE William
Trésorière adjointe	:	TAUIRA Maheata

**ASSOCIATION SPORTIVE
DU COLLEGE SAINTE-ANNE ATUONA HIVA OA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 août 2016)

Président	:	BORDRON Heimata
Secrétaire	:	PETERANO Jean-Baptiste
Trésorière	:	POEPOEANI Juliette

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE MATERNELLE ARIITAMA DE PAPARA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 août 2016)

Présidente	:	LE PRADO Laina
Vice-président	:	FARAI Jean
Secrétaire	:	TCHEN LAM Faimano
Secrétaire adjointe	:	AREA Audrey
Trésorière	:	RASSELET Hina
Trésorière adjointe	:	TIAPATAI Lise

ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT TIAIA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 mai 2016)

Présidente	:	RABUTEAU Mireille
Vice-présidente	:	TOUTAIN Myriam
Trésorier	:	GUICHENU Michel
Membres	:	DURANVILLE Christian
	:	CORCESSIN Pascal

**ASSOCIATION SPORTIVE TENNIS DE TABLE
DE NUKU HIVA**

Modification de statuts

L'association a pour objet la pratique du tennis de table uniquement.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 août 2016)

Président d'honneur	:	TEHAAMOANA Joseph
Président	:	TEVENINO Rogatien
Vice-président	:	TAMARII Joseph
Secrétaire	:	FOURNIER Louise
Trésorière	:	HUVEKE Cécile

ASSOCIATION TEAVANUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 août 2016)

Président	:	MAHAA Adrien
Vice-président	:	VARUATOA Manuel
Secrétaire	:	MAHAA Samuel
Secrétaire adjoint	:	VARUATUA Teapuarii
Trésorier	:	MAHAA Guillaume
Trésorier adjoint	:	HATITIO Audémar

ASSOCIATION CARITATIVE MAIRE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 septembre 2016)

Président d'honneur : HOPUU Hubbert
Président : ROCHETTE Joseph
Vice-président : REVA Joinville
Secrétaire : REVA Béline
Secrétaire adjointe : ROCHETTE Yolande
Trésorier : REVA Renzi
Trésorière adjointe : ELLACOTT Poema

ASSOCIATION 193

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 septembre 2016)

Président : CHAN Maxime
Vice-présidents : BRANDER Teariki
TEPEHU Gérald
Secrétaire : OOPA Ramona
Secrétaire adjointe : CADOUSTEAU Areva
Trésorier : TEIHOTAATA Teva
Trésorier adjoint : LY Cyril
Assesseurs : BOOSIE Christelle
TUAIVA Valérie
MAMATUI Ana
NORMAND Léna
BU-LUC June
TEIHOTU Moana
KAUTAI Michaël

FEDERATION ARTISANALE VAII NUI O TE AVA AKI

Rectificatif à l'annonce parue au JOPF n° 11 du 5 février 2016 à la page 1539.

Au lieu de : Trésorière : PIRIOTUA Marie-Stella ;
Lire : Trésorière : PIRIOTUA Marie Stella.

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE HATIHEU
anciennement****COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE PRIMAIRE
DE HATIHEU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 août 2016)

Présidente d'honneur : KATUPA Yvonne
Présidente : TAUTIA Etera
Vice-président : TEIKIOTIU Bernard
Secrétaire : TEAVAE Rainui
Secrétaire adjoint : ITCHNER Hoani
Trésorière : PUHETINI Lydie
Trésorière adjointe : PAHUATINI Lorenza

COOPERATIVE URIRI NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 août 2016)

Présidente : LEONTIEFF Maeva
Secrétaire : BROTHERSON Vanina
Trésorière : WONG Chantal

ASSOCIATION ROLLS SIMPLY ADDICT

(Récépissé n° W9P3000110 du 13 septembre 2016)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 12 août 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION ROLLS SIMPLY ADDICT.

Elle a pour objet de promouvoir toute action qui contribue au bien et à l'entraide des propriétaires de véhicules automobiles de collection et de défendre les intérêts matériels et moraux de ces propriétaires.

Elle vise également à améliorer la législation de la Polynésie française afin de faciliter l'importation et l'usage des véhicules en Polynésie française.

Elle entend également promouvoir l'usage des véhicules de collection en sensibilisant la population quant à leurs attraits, en soulignant leur intérêt pour le tourisme et en encadrant le prêt et l'utilisation à des fins non lucratives de voitures de collection sur le territoire de la Polynésie française.

Elle agira en justice pour la protection de ses intérêts en qualité de personne morale, de ceux de ses membres et pour les intérêts collectifs, dès lors que ceux-ci rentrent dans leur objet social.

Les moyens énumérés ci-dessus sont indicatifs et non limitatifs, l'association entendant user de tous ceux permis par la loi en vigueur.

Son siège social est fixé à Hakahau, Ua Pou.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : HUUTI Jean-Claude
Secrétaire : HOFFER René
Trésorier : BIHL Philippe

ASSOCIATION FAMILIALE VAN SOU

(Récépissé n° W9P1001234 du 1er septembre 2016)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 12 juin 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE VAN SOU.

Elle a pour but :

- de permettre à chaque membre de connaître ses origines et l'ensemble de l'arbre généalogique de la famille ;
- de prendre conscience des valeurs religieuses et morales qui ont guidé l'éducation de nos anciens ;
- de défendre les intérêts de la famille : affaires foncières, recherches généalogiques et patrimoine ;
- de réaliser divers projets communautaires ;
- d'organiser des rencontres entre toutes les souches familiales ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes et autres manifestations ;
- de faire des recherches de fonds pour le financement des divers projets de la famille ;
- d'entretenir les liens familiaux et le partage des connaissances ;
- de préserver le bien patrimonial pour les enfants et les générations futures ;
- de mener un soutien moral et matériel si nécessaire aux membres de la famille ;
- de promouvoir la solidarité sous toutes ses formes, notamment en développant des activités diverses ;
- de plus, elle doit favoriser l'union fraternelle entre tous les membres de nos familles.

Son siège social est fixé à Pirae, lotissement Nahoata, lot n° 64.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: BERSELLI Urarii
Vice-président	: PIIRAI James
Secrétaire	: VAN SOU Ranihei
Secrétaire adjointe	: VAN SOU Meryl
Trésorier	: PAQUIER Tuarikirau
Trésorier adjoint	: BERSELLI Faratea
Membres	: VAN SOU Oïte VAN SOU Nila DOUCET Suzanne TAPUTU Gloria

ASSOCIATION MATA ENANA

(Récépissé n° W9P1001285 du 12 septembre 2016)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 6 août 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION MATA ENANA.

Elle a pour but de promouvoir la culture de la terre des Hommes.

Son siège social est fixé à Mataiea, PK 47, servitude Vairaharaha, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAINAUE Raphaël
Secrétaire	: TAUPOTINI Fabien
Trésorier	: TINIRAU Raihau

ASSOCIATION NUNA'A RURUTU (ANR)

(Récépissé n° W9P1001294 du 13 septembre 2016)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 15 août 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION NUNA'A RURUTU (ANR).

Elle a pour but de favoriser et de promouvoir la vie sociale, associative et communautaire des gens originaires de l'île de Rurutu, en leur procurant des structures d'accueil que l'association s'efforcera d'acquérir par l'achat d'un terrain et la construction de structures communautaires qui seront mises à la disposition de toutes associations, dont le siège social est à Rurutu, Tahiti ou dans une quelconque autre île ou pays.

Son siège social est fixé à Papara, PK 39,200, côté mer, lotissement Mahanatea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MANUEL Gérard
Vice-président	: OPUU Zebuluna
Secrétaire	: PERETIA Dorita
Secrétaire adjointe	: TERIITAUMIHAI Nuiмата
Trésorière	: DAUPHIN Voltina
Trésorier adjoint	: TUHITI Franqui

ASSOCIATION TE HOTU O TE FENUA NO TUREIA

(Récépissé n° W9P1001266 du 8 septembre 2016)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 24 août 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TE HOTU O TE FENUA NO TUREIA.

Elle a pour but :

- la régénération de la cocoteraie (la mise en place de la pépinière, la sélection de noix, l'entretien, la trouaison, la fertilisation, la plantation, etc.) ;
- la fertilisation de la cocoteraie qui est vieillissante et improductive ;
- la mise en place de petites structures de cultures maraîchères et d'une petite pépinière ornementale (tiare Tahiti, bougainvilliers, crotons...) ;
- la mise en place de structures d'élevage de cochons et de poules pondeuses ;
- le développement de l'apiculture sur l'île.

Son siège social est fixé à Tureia.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : MAIRIHAU Tehio
Secrétaire : BRANDER Heitiare
Trésorière : TURINA Vaihere
Assesseur : BRANDER Tane

ASSOCIATION FAAHEI-ARII NO POUTORU

(Récépissé n° W9P2000277 du 6 septembre 2016)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION FAAHEI-ARII NO POUTORU, fondée le 1er septembre 2016, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but :

- de regrouper les familles et les membres de la paroisse catholique de Poutoru ;
- d'organiser et de gérer des activités créées pour voyager, se déplacer, d'informer, d'éduquer, de faciliter et de soutenir la vie familiale et communautaire ;
- de mettre en place toute action à caractère économique en faveur des jeunes et des membres de la paroisse catholique de Poutoru (pêche, artisanat, agriculture, entreprises, etc.) ;
- d'aider tout projet en faveur de la paroisse catholique de Poutoru.

Son siège social est fixé à la paroisse catholique de Poutoru, Tahaa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente : TUUHIA Marceline
Secrétaire : BARFF Rita
Trésorier : PAYET Joseph

ASSOCIATION HANDI PRO MECANIKES

(Récépissé n° W9P1001284 du 9 septembre 2016)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 26 août 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION HANDI PRO MECANIKES (HPM).

Elle a pour but d'apporter à toutes les personnes en situation d'handicap l'aide nécessaire, en suscitant chez eux la volonté de se prendre en charge mutuellement pour leur permettre de mener une vie meilleure et de contribuer au développement personnel et professionnel par l'intermédiaire de l'association HPM.

Les moyens d'actions de l'association sont les suivants :

- toutes opérations de représentation, de prestations de service dans le domaine de l'entretien, du dépannage et de la réparation mécanique, de petite carrosserie, de véhicules terrestres légers et utilitaires ou autres motos, bateaux, parc et jardin, ainsi que dans les secteurs associés, tels que le nettoyage de véhicules, la conception et la création de pièces technologiques assistées par ordinateur (CAO) susceptible de répondre aux demandes de l'ensemble du secteur associatif local, de sociétés et d'entreprises, de particuliers, permettant la réalisation de l'objet ;
- toutes opérations de formations professionnelles adaptées au public porteur d'un handicap en lien avec l'objet de l'association ;
- toutes créations de centres ou d'établissements de service d'aide par le travail et/ou d'entreprises adaptés sur le territoire de la Polynésie française en rapport avec l'objet associatif, dont les moyens d'actions relèvent d'activités de types économiques ;
- et d'une manière générale, de contribuer à l'épanouissement des personnes porteuses d'un handicap par tous les moyens tels que la scolarité, le loisir, le sport, le travail, l'insertion, la santé ainsi que la représentation, le cas échéant, des adhérents devant toutes les juridictions, ou tout autre point relatif au handicap et à l'insertion.

Son siège social provisoire est fixé à la Fédération Te Nui O Te Huma, sis à Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président : BARRERE-MONSERISER Alain
Vice-présidente : KAMIA Henriette
Secrétaire : MOUA Pauline
Trésorier : LIU SING Thierry
Assesseur : PHILIPPE Dominique

ASSOCIATION TEHURUI LAGOON

(Récépissé n° W9P2000292 du 12 septembre 2016)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 20 août 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TEHURUI LAGOON.

Elle a pour but :

- de resserrer les liens familiaux entre les membres de la famille ;
- d'organiser des activités pour maintenir le contact, l'entente et l'entraide entre ses membres ;
- d'organiser des activités de levée de fonds qui serviront au financement de projet, de sorties et de voyages en tous genres à caractère artistique et touristique ;
- de participer aux dépenses occasionnées par les problèmes de santé, etc., et pour améliorer le cadre de vie des personnes physiques et nécessiteuses pour le bon fonctionnement de l'association.

Son siège social est fixé à Tehurui, PK 20,500, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente : TAINOA Nadège
Secrétaire : OLDHAM Poerava
Trésorière : OLDHAM Thérèse

ASSOCIATION ARTISANALE RAIRAUNUI

(Récépissé n° W9P2000269 du 31 août 2016)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 18 août 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION ARTISANALE RAIRAUNUI.

Elle a pour but la promotion de l'artisanat, la création et la confection d'objets artisanaux.

Son siège social est fixé à Vaiaau, Tumaraa, PK 24,700, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente : OLDHAM Constance
Secrétaire : TAPEA Vahinemoea
Trésorière : OLDHAM Tamara
Membre : TAPEA Matearii

ANNONCES MARCHES PUBLICS**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT**

1 - La direction de la santé lance un appel d'offres ouvert pour la réalisation des analyses du Centre d'hygiène et de salubrité publique (CHSP) pour l'année 2017, comprenant 7 lots :

- lot n° 1 : Eaux usées de Tahiti ;
- lot n° 2 : Eaux de baignade de Tahiti ;
- lot n° 3 : Eaux de piscine de Tahiti ;
- lot n° 4 : Eaux d'alimentation de Tahiti ;
- lot n° 5 : Eaux conditionnées ;
- lot n° 6 : Denrées alimentaires et prélèvements de surface ;
- lot n° 7 : Eaux usées, eaux de baignade, eaux de piscine, eaux d'alimentation des îles autres que Tahiti.

Modalités d'attribution des lots : Ces lots feront l'objet de marché séparé. Une entreprise peut être attributaire d'un ou plusieurs lots.

2 - *Consultation et retrait des dossiers* : Au secrétariat de direction (3e étage) du CHSP de 7 h 30 à 14 h 30, 156, avenue Georges-Clemenceau, Papeete, tél. : (689) 40 50 37 45, fax. : (689) 40 45 41 27, email : chsp@sante.gov.pf.

3 - *Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées*, sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au 2.

4 - *Date et heure limites de remise des offres* : Le lundi 24 octobre 2016 à 11 heures au secrétariat de direction du CHSP.

5 - *Date d'envoi à la publication* : Mardi 20 septembre 2016.

6 - *Durée de validité de l'offre* : 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

7 - *Critères de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 25 du code des marchés publics (CMP) selon les critères suivants :

- critère 1 : valeur technique (55 points) :
 - sous critère 1 : descriptif de mise en œuvre des prestations (15 points) ;
 - sous critère 2 : délai de réponse (30 points) ;
 - sous critère 3 : démarche qualité et accréditation (10 points) ;
- critère 2 : prix des prestations (45 points).

8 - *Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation. Entre autres* : références-mémoire justificatif, certificat CPS (la date de validité portée sur ce certificat ne devra pas être antérieure à un mois de la date limite de remise des offres), certifications par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant au 31 décembre précédent, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années).

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE N° 40-16 MET

Marché de travaux passé par la Polynésie française, ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs

1 - *Objet du marché* : Extension de l'aérogare de Nuku Hiva :

- lot n° 1 : Gros œuvre - Traitement anti-termite - Charpente - Couverture - Assainissement - Plomberie - Serrurerie ;
- lot n° 2 : Menuiserie extérieure en aluminium ;
- lot n° 3 : Faux plafond - Plaquisterie - Menuiserie intérieure en bois - Revêtements des sols et murs en carrelage - Peinture ;
- lot n° 4 : Electricité - Courant fort - courant faible - sécurité incendie.

Les entreprises devront remplir impérativement un acte d'engagement pour chacun des lots auquel elles soumissionnent.

Ces lots feront l'objet de marchés séparés. Une seule et même entreprise pourra être attributaire de plusieurs lots.

2. *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert (articles 13, 19, 20 et 23 à 25 quater du CMP) sans variante.

3. *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* : Auprès du bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage.

4. *Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées* : Sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au 3.

5. *Retrait du dossier de consultation* : Chez Copy-R, BP 51390, 98716 Pirae, tél. : 40 42 21 22.

6. *Envoi à la publication* le : 15 septembre 2016.

7. *Remise des offres* : Au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage, avant le 24 octobre 2016 à 11 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

8. *Validité des offres* : 150 jours à compter de la date limite de remise des offres.

9. *Critères d'acceptation des candidatures* : Les justificatifs concernant la situation administrative du candidat :

- certifications par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant au 31 décembre précédent, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années) ;
- certificats attestant que l'entrepreneur est à jour de ses cotisations auprès de la Caisse de prévoyance sociale (la date de validité portée sur ce certificat ne devra pas être antérieure à un mois de la date limite de remise des offres) ;
- la déclaration sur l'honneur pour justifier qu'ils n'entrent dans aucun cas mentionnés aux deux premiers alinéas de l'article 9 du CMP ;
- pour les candidats admis au règlement judiciaire, selon l'alinéa 3 de l'article 9 du CMP :
 - 1° La copie du ou des jugements prononcés ;
 - 2° Lorsqu'ils sont en période d'observation, une attestation du juge commissaire les habilitants à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- effectif minimum de 3 personnes.

Les justificatifs concernant les capacités professionnelles, financières et techniques du candidat :

- les références en travaux en indiquant le type de travaux, l'année de réalisation, le montant des travaux et la part sous-traité en montant ou en pourcentage, la durée des travaux, le lieu d'exécution des travaux et le client ;
- une déclaration concernant le chiffre d'affaire global des trois derniers exercices disponibles.
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement.
- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

Les entreprises de création récente devront prouver leurs capacités professionnelles, financières et techniques par tout moyen, notamment par une déclaration appropriée de banque, des justifications professionnelles, titres ou expérience professionnelle du ou des responsables de l'entreprise ou tout autre justificatif regardés comme équivalents.

10. *Conditions de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 25, 25 bis, 25 ter et 25 quater, du code des marchés publics (CMP). Les offres seront analysées et sélectionnées au terme d'un classement prenant en compte les critères et sous-critères suivant, selon la pondération indiquée :

- prix apprécié au travers du forfait global : 70 points ;
- valeur technique, appréciée au travers du mémoire : 30 points ;
une note inférieure ou égale à 10 est éliminatoire.
- procédés d'exécution et moyens utilisés : 6 points ;
- provenance et références des fournitures : 9 points ;
- note d'hygiène et sécurité : 9 points ;
- calendrier prévisionnel d'exécution des travaux : 3 points ;
- plans d'ensemble et de détail explicitant l'offre : 3 points.

11. *Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation* : Entre autres mémoire justificatif.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

AVIS D'ATTRIBUTION N° 47-16 MET

(Article 25 bis-V du code des marchés publics
de la Polynésie française et de ses établissements publics)

A - *Identification de la personne publique qui a passé le marché* : Polynésie française, ministre de l'équipement, BP 2551, 98713 Papeete, Tahiti, bâtiment administratif A2 (5e étage), rue du Commandant-Destremau, tél. : (689) 40 46 80 19, fax : (689) 40 48 37 92, courriel : secretariat@equipement.min.gov.pf

B - *Objet du marché*

1 - *Objet du marché* : Marché n° 16 00172 du 17 août 2016 relatif aux travaux de sécurisation du talus 15 en amont de la RT4 au PK 8,300, dans la commune de Taiarapu-Ouest, section Toahotu, Tahiti, archipel de la Société, Polynésie française ;

2 - *Type de marché* : Marché public de travaux ;

3 - *Références de l'avis d'appel d'offres* : Avis d'appel d'offres n° 4-16 MET du 22 février 2016 publié au *Journal officiel* de la Polynésie française 2016 n° 17 du 26 février 2016.

C - *Procédure de passation* : Appel d'offres ouvert lancé conformément aux articles 19, 20, 23 à 25 quater du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics.

D - *Critères de jugement des offres* : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction :

- Des critères pondérés énoncés ci-dessous :

1 - Prix : 70 ;

2 - Valeur technique appréciée au regard du mémoire technique : 30.

Selon les sous critères suivants :

a) Fiches techniques FAM dûment renseignées conformément au a) de la note technique : 8 ;

b) PHS ou PDP demandé au b) de la note technique : 6 ;

c) Note descriptive sommaire demandée au c) de la note technique: 16.

E - *Nom du titulaire du marché* : Entreprise Tahiti Project Béton, BP 381542, 98718 Tamanu, Punaauia, tél. : 40 43 52 48, fax : 40 43 22 35, e-mail : secretariat@tahitiprojectbeton.pf

F - *Montant du marché* : 7 362 854 F CFP TTC.

G - *Date de notification du marché* : 30 août 2016.

H - *Date d'envoi du présent avis à la publication* : 14 septembre 2016.

I - *Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours* : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti, tél. greffe : +689 40 50 90 25, tél. secrétariat : +689 40 50 90 32, télécopie : +689 40 45 17 24, courriel : tadelapolynesiefrancaise@mail.pf

J - *Délais d'introduction des recours* :

- *référé contractuel* : ce recours peut être exercé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication de l'avis d'attribution (articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative) ;
- recours en contestation de validité du contrat : ce recours peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

AVIS D'ATTRIBUTION N° 48-16 MET

(Article 25 bis-V du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics)

A - *Identification de la personne publique qui a passé le marché* : La Polynésie française, ministre de l'équipement, BP 2551, 98713 Papeete, Tahiti, bâtiment administratif A2 (5e étage), rue du Commandant-Destremau, tél. : (689) 40 46 80 19, fax : (689) 40 48 37 92, courriel : secretariat@equipement.min.gov.pf.

B - *Objet du marché*

1. *Objet du marché* : Marché n° 16-0170 du 11 août 2016 relatif aux travaux de reconstruction de la vigie de Hiva Oa, lot n° 1 : terrassement préparatoire.

2. *Type de marché* : Marché de travaux.

3. *Références de l'avis d'appel d'offres ouvert* : Avis d'appel d'offres n° 22-16 MET publié au *Journal officiel* de la Polynésie française n° 52 du 28 juin 2016.

C - *Procédure de passation* : Appel d'offres ouvert lancé conformément aux articles 13, 19, 20 et 23 à 25 *quater* du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics sans variante.

D - *Critères de jugement des offres* : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

1. *Prix* : 70 points ;
2. *Valeur technique* apprécié au regard du mémoire : 30 points ; une note inférieure ou égale à 10 est éliminatoire :
 - procédés d'exécution et moyens utilisés : 6 points ;
 - provenance et références des fournitures : 9 points ;
 - note d'hygiène et sécurité : 9 points ;
 - calendrier prévisionnel d'exécution des travaux : 3 points ;
 - plans d'ensemble et de détail explicitant l'offre : 3 points.

E - *Nom du titulaire du marché* : SARL Stock PPH, BP 109 Hakahau, 98745 Ua Pou, vini : 87 70 84 79, RCS n° 0671 B, n° TAHITI 767780.

F - *Montant du marché* : Lot n° 1 : 3 152 700 F CFP TTC.

G - *Date de notification du marché* : 19 août 2016.

H - *Date d'envoi du présent avis à la publication* : 15 septembre 2016.

I - *Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours* : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti, téléphone greffe : (+ 689) 40 50 90 25, téléphone secrétariat : (+ 689) 40 50 90 32, télécopie : (+ 689) 40 45 17 24, courriel : tadelapolynesiefrancaise@mail.pf.

J - *Délais d'introduction des recours* :

- *référé contractuel* : ce recours peut être exercé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication de l'avis d'attribution (articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative) ;
- recours en contestation de validité du contrat : ce recours peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

Vient de paraître

POLYNÉSIE FRANÇAISE



CODE DES IMPÔTS

(A jour au 1er janvier 2016)

Vice-présidence, ministère du budget, des finances et des énergies

Direction des impôts et des contributions publiques

11, rue du Commandant-Destremau, BP 80 - 98713 Papeete — Tel : 40.46.13.87 — Fax : 40.46.13.00 — Email : directiondesimpots@dlcp.gov.pf — www.impot-polynesie.gov.pf

Prix : 4 778 F CFP TTC

Date	N°	Pages	Date	N°	Pages	Date	N°	Pages	Date	N°	Pages
				Report	3 346		Report	7 644		Report	12 916
V - 02/01/2015	1	60	M - 07/04/2015	28	84	V - 10/07/2015	55	188	V - 23/10/2015	85	264
M - 06/01/2015	2 + NC	108	J - 09/04/2015	16 NS	12		31 NS	12	M - 27/10/2015	86	108
J - 08/01/2015	1 NS	56	V - 10/04/2015	29	92	M - 14/07/2015	56	100	J - 29/10/2015	43 NS	16
V - 09/01/2015	3	124	M - 14/04/2015	30 + NC	48	J - 16/07/2015	32 NS	28	V - 30/10/2015	87 + NC	164
M - 13/01/2015	4	136		17 NS	8	V - 17/07/2015	57 + NC	196	M - 03/11/2015	88	152
J - 15/01/2015	2 NS	24	J - 16/04/2015	18 NS	64	M - 21/07/2015	58	160	J - 05/11/2015	44 NS	52
V - 16/01/2015	5	92	V - 17/04/2015	31 + NC	80	V - 24/07/2015	59	108	V - 06/11/2015	89 + NC	184
M - 20/01/2015	6	104	M - 21/04/2015	32	88	M - 28/07/2015	60 + NC	188	M - 10/11/2015	90 + NC	224
J - 22/01/2015	3 NS	28	V - 24/04/2015	33 + NC	162	J - 30/07/2015	33 NS	80	J - 12/11/2015	45 NS	4
V - 23/01/2015	7	92	M - 28/04/2015	34	120	V - 31/07/2015	61 + NC	124	V - 13/11/2015	91	144
M - 27/01/2015	8	116	V - 01/05/2015	35	84	M - 04/08/2015	62	52		92 + NC	100
J - 29/01/2015	4 NS	24	M - 05/05/2015	36 + NC	164	J - 06/08/2015	34 NS	2	M - 17/11/2015	46 NS	4
V - 30/01/2015	9 + NC	124	J - 07/05/2015	19 NS	208	V - 07/08/2015	63 + NC	136	J - 19/11/2015	47 NS	28
L - 02/02/2015	5 NS	36	V - 08/05/2015	37	148	M - 11/08/2015	64 + NC	86	V - 20/11/2015	93	228
M - 03/02/2015	10 + NC	70	M - 12/05/2015	38	172	J - 13/08/2015	35 NS	4	M - 24/11/2015	94 + NC	140
	6 NS	8	J - 14/05/2015	20 NS	8	V - 14/08/2015	65	220		48 NS	4
V - 06/02/2015	11 + NC	60	V - 15/05/2015	39 + NC	120	M - 18/08/2015	66	228	J - 26/11/2015	49 NS	12
M - 10/02/2015	12 + NC	96	M - 19/05/2015	40	64	J - 20/08/2015	36 NS	124	V - 27/11/2016	95 + NC	148
V - 13/02/2015	13 + NC	160	V - 22/05/2015	41	148	V - 21/08/2015	67 + NC	188		96	184
M - 17/02/2015	14	64	M - 26/05/2015	42 + NC	76	M - 25/08/2015	68	116	M - 01/12/2015	50 NS	4
J - 19/02/2015	7 NS	56		21 NS	88	V - 28/08/2015	69	212	V - 04/12/2015	97	208
V - 20/02/2015	15	112	J - 28/05/2015	22 NS	12	M - 01/09/2015	70 + NC	64	M - 08/12/2015	98	92
L - 23/02/2015	8 NS	20	V - 29/05/2015	43 + NC	180	V - 04/09/2015	71	140		51 NS	120
M - 24/02/2015	16	88	M - 02/06/2015	44 + NC	68	M - 08/09/2015	72	148	J - 10/12/2015	52 NS	12
	9 NS	4	V - 05/06/2015	45	112	V - 11/09/2015	73	288	V - 11/12/2015	99 + NC	244
Me - 25/02/2015	10 NS	8	L - 08/06/2015	23 NS	120	M - 15/09/2015	74	128	L - 14/12/2015	53 NS	4
V - 27/02/2015	17 + NC	128	M - 09/06/2015	46	64	Me - 16/09/2015	37 NS	128	M - 15/12/2015	100	168
M - 03/03/2015	18	108		24 NS	4	J - 17/09/2015	38 NS	100	V - 18/12/2015	101 + NC	168
V - 06/03/2015	19	108	J - 11/06/2015	25 NS	4	V - 18/09/2015	75	144		54 NS	72
	11 NS	84	V - 12/06/2015	47	156	M - 22/09/2015	76	120	M - 22/12/2015	102	80
M - 10/03/2015	20	108	M - 16/06/2015	48 + NC	108	V - 25/09/2015	77 + NC	156	Me - 23/12/2015	55 NS	16
J - 12/03/2015	12 NS	64	J - 18/06/2015	26 NS	220	M - 29/09/2015	78	128	V - 25/12/2015	103	108
V - 13/03/2015	21	144	V - 19/06/2015	49	176	V - 02/10/2015	79 + NC	236	M - 29/12/2015	104 + NC	328
M - 17/03/2015	22 + NC	76	M - 23/06/2015	50	184	M - 06/10/2015	80	84		56 NS	52
V - 20/03/2015	23 + NC	136		27 NS	68	V - 09/10/2015	81 + NC	308		57 NS	228
M - 24/03/2015	24 + NC	112	J - 25/06/2015	28 NS	4		39 NS	4		58 NS	268
J - 26/03/2015	13 NS	12		51	244	M - 13/10/2015	82	104		59 NS	196
V - 27/03/2015	25	224	V - 26/06/2015	29 NS	8		40 NS	80	J - 31/12/2015	60 NS	88
L - 30/03/2015	14 NS	8	M - 30/06/2015	52	80	J - 15/10/2015	41 NS	16		61 NS	148
M - 31/03/2015	26	64	V - 03/07/2015	53 + NC	236	V - 16/10/2015	83	208			
J - 02/04/2015	15 NS	4	L - 06/07/2015	30 NS	4	M - 20/10/2015	84	132			
V - 03/04/2015	27 + NC	96	M - 07/07/2015	54	208	Me - 21/10/2015	42 NS	4			
Sous-total		3 346	Sous-total		7 644	Sous-total		12 916	Total général 17 680		

104 NO + 40 NC = 14 502 pages - 61 NS = 3 178 pages - TOTAL GENERAL : 205 numéros pour 17 680 pages

Bureau commercial :

Commandes - facturations : lundi à jeudi : 7 h à 15 h, vendredi : 7 h à 14 h - Tél : 40 500 579 - Fax : 40 500 585 - bcom@imprimerie.gov.pf

Régie : lundi à vendredi : 7 h à 12 h - Tél. : 40 500 578 - Fax : 40 500 570 - regie@imprimerie.gov.pf

TARIFS TTC de l'Imprimerie officielle

Journal officiel de la Polynésie française		
<i>en F CFP</i>	Polynésie française	Hors Polynésie française (exonéré de TVA)
	Voie aérienne	
Numéro.....	263	515
Abonnement annuel	13 533	26 604
Annonces et Avis		
Annonces judiciaires, légales et marchés publics :		
- la ligne.....		311
- les mêmes renouvelées		186
Annonces diverses (associations sportives, syndicales, coopératives, etc.) :		
- la ligne.....		232